

Les jeunes dans les quartiers prioritaires : Quelle situation ? Quelle insertion ?

Étude réalisée sur les territoires de Roanne et de Romans-Bourg-de-Péage
auprès de jeunes âgés de 16 à 25 ans



SOMMAIRE

INTRODUCTION	p3
PARTIE I – PRÉSENTATION DES TERRITOIRES	p4
- Des territoires marqués par une industrie en déclin	p4
- Une situation moins défavorable sur Roanne	p5
- Les quartiers en Zone Urbaine Sensible : une précarité forte et identifiée, des partenaires très présents	p8
- Les quartiers Cucs en centre ville : une pauvreté diffuse mais ancrée et spécifique	p9
- Les autres quartiers Cucs : une pauvreté plus intense sur « Petite Ardoise », « Les Tordières » et « Les Tuileries »	p9
PARTIE II – MÉTHODOLOGIE	p11
A. Faire de la statistique en Cucs/Zus : une autre approche	p12
B. Faire du terrain en Cucs/Zus : s'engager pour questionner	p15
PARTIE III – RÉSULTATS DES QUESTIONNAIRES : ÉTAT DES LIEUX DE LA SITUATION DES JEUNES	p19
A. Synthèse des résultats de l'enquête par questionnaire	p19
<i>Encadré : Quelques mots sur la représentativité des jeunes des Cucs interrogés</i>	p20
B. Analyse approfondie des résultats	p28
<i>Encadré : Quelle autonomie pour les jeunes des quartiers prioritaires ?</i>	p30
PARTIE IV – RÉSULTATS DES ENTRETIENS ET DES OBSERVATIONS : QUELS REGARDS LES JEUNES PORTENT-ILS SUR LEUR SITUATION ?	p32
- Résider en quartier politique de la ville : un regard critique malgré l'attachement	p32
- Une identité, des cultures : s'adapter pour se construire socialement	p34
- Les rapports homme/femme : les cultures populaires locales et l'espace public	p34
- Jeunes et école : une relation ambiguë	p36
- Les ruptures scolaires : des souvenirs qui laissent des traces	p37
- L'orientation	p39
<i>Encadré : Construire son orientation scolaire : l'exemple d'Alissia</i>	p40
- Quels regards portent-ils sur l'école ?	p41
<i>Encadré : L'orientation : un sujet complexe : l'exemple de Lalia</i>	p42
- Emploi et insertion	p43
- La latence	p43
- L'ennui	p44
- Entrée et sortie de la période de latence ? L'exemple de Lalia	p45
- Le statut du jeune dans les quartiers politiques de la ville	p46
- Période de latence et l'emploi	p47
- La question du déclic	p48
- Les Missions Locales, les structures d'insertion et le public des quartiers prioritaires	p49
- Crier son échec : de la difficulté d'entendre ceux qui réussissent	p53
- Les frustrations de la recherche d'emploi	p53
- Les difficultés de se conformer à la valeur travail sans avoir d'emploi	p54
- Discriminations et reproduction sociale	p56
<i>Encadré : Le sport dans les quartiers politiques de la Ville</i>	p58
- Tabac, alcool et cannabis : quelles consommations ?	p59
- Les jeunes et les jeux d'argent	p61
SYNTHÈSE	p63

INTRODUCTION

Cette étude est née d'une préoccupation de la Direction Régionale de la Jeunesse, des Sports et de la Cohésion Sociale (DRJSCS) vis-à-vis des jeunes âgés de 16 à 25 ans et résidents des quartiers politique de la Ville. L'objectif de ce travail est d'appréhender les conditions d'accès ou de non accès à certains droits, identifiés comme fondamentaux (droit à l'emploi, aux formations, à l'éducation, à la santé, au logement et enfin à la culture) et de rendre compte de la situation objective et vécue par les jeunes des Cucs. La note de cadrage de ce travail est présentée en annexe 1.

Pourquoi cette tranche d'âge a-t-elle été retenue ? Il est complexe voire impossible de donner une définition stricte et fonctionnelle de la jeunesse. Cependant, pour les besoins de l'étude, il est nécessaire de borner une tranche d'âge : celle des 16-25 ans présente deux caractéristiques qui font sens, compte tenu des sujets étudiés. La scolarité obligatoire prend fin à 16 ans et les droits pour l'obtention du Revenu de Solidarité Active s'ouvrent à 25 ans, sauf conditions particulières.

Pourquoi ces deux territoires ont-ils été retenus ? La DRJSCS et la MRIE ont conjointement décidé de s'intéresser à des territoires suffisamment éloignés des villes-centres de la région Rhône-Alpes (Lyon, Grenoble et Saint-Étienne) pour sortir de l'image des grands ensembles et de leur réputation. Par ailleurs, la taille de ces agglomérations permet un travail de terrain en profondeur et la mise en lien avec un large panel d'acteurs associatifs et institutionnels.

Est prioritairement ciblée dans cette étude la jeunesse la plus en difficulté, ce public fuyant des institutions qui connaît des problèmes spécifiques quant à son insertion. Nous voulions produire différents matériaux pour appréhender les enjeux d'accès aux droits et le vécu des jeunes le plus finement possible. Pour comprendre ces jeunes, l'étude s'est tout d'abord attachée à les interroger directement à partir d'un questionnaire, d'entretiens et de temps passé à leurs côtés. Cette analyse a également été croisée par des échanges approfondis et parfois répétés avec les professionnels qui les côtoient. Pour cela, il a été nécessaire de mettre en place une méthodologie spécifique et adaptée à cette population.

Un ancrage fort sur les deux territoires s'est concrétisé par un partenariat institutionnel (Mairies et/ou agglomérations) et par la multiplication d'entretiens approfondis avec des professionnels d'horizons divers. Le travail de terrain a permis de multiplier les lieux de passation du questionnaire (plus de 45 lieux mobilisés) pour toucher un maximum de jeunes, par le biais de différentes structures. Près de 470 questionnaires ont été récoltés, dont plus de la moitié remplis par un public résidant en Cucs. Ces questionnaires permettent de dresser un état des lieux de la situation du jeune. Par ailleurs, 16 entretiens individuels et plusieurs observations *in situ* ont éclairé les trajectoires de vie, les habitudes culturelles et le rapport à l'insertion. C'est avant tout à partir de l'analyse issue des matériaux recueillis directement auprès des jeunes des Cucs que l'étude s'est construite.

I. PRÉSENTATION DES TERRITOIRES

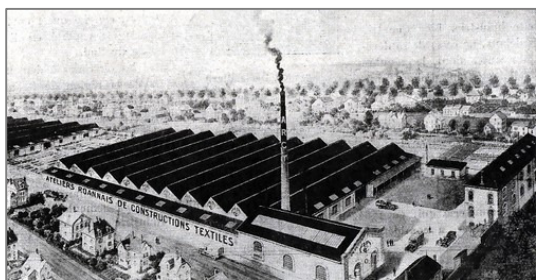
Le terrain de cette étude concerne deux agglomérations de la région Rhône-Alpes. Plus exactement, elle s'intéresse :

- aux quartiers bénéficiant d'un Contrat Urbain de Cohésion Sociale (Cucs) implantés sur le territoire de Roanne, situé au nord du département de la Loire et traversé par le fleuve,
- et ceux de Romans-Bourg-de-Péage, situé dans la Drôme à 20 kms au nord de Valence entre le massif du Vercors et la Vallée du Rhône.

En tout, 12 Cucs (dont trois Zus) sont concernés, 6 sur chaque territoire.

Des territoires marqués par une industrie en déclin

Les communes et unités urbaines¹ hébergeant ces quartiers ont quelques points communs et spécificités sur lesquels il convient de s'arrêter. Tout d'abord, les territoires d'étude sont assez proches en termes de population : l'unité urbaine de Roanne comprend près de 80 000 habitants, et celle de Romans-Bourg près de 56 000. Il s'agit donc d'espaces urbains de taille moyenne.



Ateliers Roannais de Constructions Textiles
(les ARCT, 1922)

Un autre point commun à ces deux territoires est la dégradation récente de l'industrie locale. L'histoire de Roanne est marquée par l'implantation d'importantes manufactures de textile (notamment la bonneterie) jusqu'à la fin du 20^{ème} siècle. Depuis les années 1970, l'activité textile perdure et reste emblématique de la ville, mais les fermetures d'usines entraînent à ce moment-là une paupérisation des habitants.

L'histoire de Romans-Bourg fait écho à celle de Roanne. C'est dans l'industrie de la chaussure que la ville de Romans a développé son activité et s'est fait connaître pendant deux siècles. Puis, la concurrence étrangère pénalise l'activité : au même moment que sur Roanne, de nombreuses entreprises ferment. Aujourd'hui, quelques noms défendent encore une production de chaussures de qualité mais l'activité s'est fortement réduite et la ville tente de développer son économie sur d'autres champs (notamment l'industrie agro alimentaire).

De nombreux professionnels et quelques jeunes rencontrés font état de cette dégradation de l'industrie locale, regrettant que les entreprises aient fermé. À la question « *si vous aviez une baguette magique et si vous pouviez exaucer un vœu pour que l'insertion des jeunes s'améliore sur votre territoire ?* », les professionnels ont fréquemment répondu « *que les entreprises de textile/chaussures ré-ouvrent leurs portes !* ». Sur Roanne, un jeune témoigne « *y'a plus d'embauche ici, Michelin, ils n'embauchent pas, faut être ingénieur, sérieux c'est abusé, le textile, y'a que les darons qui en parlent, c'est terminé depuis longtemps et y'a rien* ».

Ainsi, aujourd'hui le contexte économique global, et plus encore celui du territoire ne facilite pas les parcours d'insertion professionnelle. Sur Roanne, des professionnelles de la Caf décrivent une situation « *qui se dégrade. Les publics précaires qui étaient limite ont désormais basculé dans la pauvreté. Du fait d'un accident de parcours (ruptures notamment, mais aussi perte d'emploi, maladie), l'équilibre ne tient plus. Alors qu'avant ça tenait tant bien que mal, aujourd'hui ça bascule* ». Sur Romans-Bourg, un acteur de la Mission Locale atteste d'une forte dégradation du contexte économique qui pèse sur les jeunes, il ajoute que les jeunes ont du mal à se projeter dans ces conditions.



Exposition « La chaussure une passion française » à Romans

¹ La notion d'unité urbaine repose sur la continuité du bâti et le nombre d'habitants. Est considérée comme unité urbaine une commune ou un ensemble de communes présentant une zone de bâti continu (pas de coupure de plus de 200 mètres entre deux constructions) qui compte au moins 2 000 habitants.

Une situation moins défavorable sur Roanne

Le territoire roannais nous est apparu, dans les discours des professionnels, des jeunes et dans les statistiques socio-économiques analysées, globalement plus épargné par la pauvreté. Le revenu médian de l'unité urbaine roannaise est de 500 € supérieur à Romans-Bourg, la part des ménages concernés par une allocation chômage est de plus de 1 point supérieure sur Romans-Bourg (cf. tableau ci-après). En ce qui concerne le coût du logement et donc son accessibilité, la situation est plus favorable sur Roanne également. Une conseillère en économie sociale et familiale de la Caf sur Roanne confirme que les jeunes n'ont pas de difficultés à accéder au parc privé puisque les aides de la Caf couvrent la totalité du montant du loyer : « *la difficulté n'est donc pas de trouver un logement mais de financer les frais occasionnés par ce logement, notamment les fluides* ». Dans leur discours, les professionnels et jeunes ont par ailleurs rendu compte d'une situation plus difficile sur Romans-Bourg. Le choix des qualificatifs utilisés pour décrire ces deux territoires est symbolique de ces constats : « *Roanne, une ville sans prétention* » versus « *Romans sur misère* ».

Qu'en est-il des quartiers étudiés ? À partir des échanges et observations conduites dans cette étude (cf. entretiens avec des professionnels, des jeunes, tableaux d'indicateurs présentés ci-dessous et cartes réalisées sur Roanne présentés en annexe 3), les quartiers Cucs investigués semblent pouvoir être organisés en trois groupes. À noter que sur Roanne, plusieurs professionnels ont évoqué le cas particulier du quartier « Bourgogne » non classé en territoire politique de la Ville mais « *qui en présente toutes les caractéristiques* »². Cette zone est située à proximité du centre ville, entre l'hôpital et le port de plaisance.

QUELQUES INDICATEURS SOCIO-ÉCONOMIQUES³ SUR LES TERRITOIRES ET QUARTIERS ÉTUDIÉS

	Population 2009	Revenu médian ⁴ 2009	Premier quartile du revenu ⁵ 2009	Part des ménages concernés par une allocation chômage 2009	Indicateur de jeunesse 2008 ⁶	Part des jeunes sans diplôme de niveau au moins égal au baccalauréat ⁷ 2007
Unité urbaine de Roanne	79 502	17 194	11 848	17	0,85	47
Halage, Mayollet	1 349	12 129	6 201	24,2	1,24	65,6
Parc des Sports, Oudan	1 681	8 168	4 295	27,8	2,08	inconnu
Mulsant	10 701	14 475	8 818	20,1	0,8	53,7
Centre	1 084	15 016	9 618	19,8	1,99	41,7
Billodière/Noyon	2 735	17 153	12 227	19,2	0,98	59,9
Les Tuileries	523	13 728	8 489	24,2	1,51	72,6
Unité urbaine de Romans-sur-Isère	55 656	16 658	10 504	18,4	1,1	50,7
La Monnaie	4 039	5 825	2 934	32,4	2,55	80,8
Centre Ancien	3 855	11 949	6 707	21,5	1,11	56,2
Les Moulins/Lamarche/La Parisière	568	11 485	7 111	18,8	0,6	60,5
Petite Ardoise	378	7 170	4 131	31,5	3,12	75,5
Bayannins	648	17 667	12 251	27,9	5,71	44,8
Les Tordières	365	7 845	4 195	30,4	2,48	79,4

Source : Insee – Indicateurs clefs des quartiers politique de la Ville

² Propos issus du compte rendu de la réunion organisée au Grand Roanne Agglomération en novembre 2012 avec la participation d'une dizaine de professionnels du territoire.

³ Source fiscale pour tous les indicateurs sauf celui relatif aux jeunes sans diplôme (source « estimations mixtes »).

⁴ La moitié des personnes appartient à un ménage qui déclare un revenu par unité de consommation annuel inférieur à cette valeur.

⁵ Le quart des personnes appartient à un ménage qui déclare un revenu par UC annuel inférieur à cette valeur.

⁶ Il est calculé en divisant la population de moins de 18 ans par la population de 65 ans et plus (sur le champ de la population des ménages).

⁷ Part des jeunes adultes sans diplôme de niveau au moins égal au baccalauréat (calculée sur la population de 15 à 34 ans sans études en cours) début 2007.

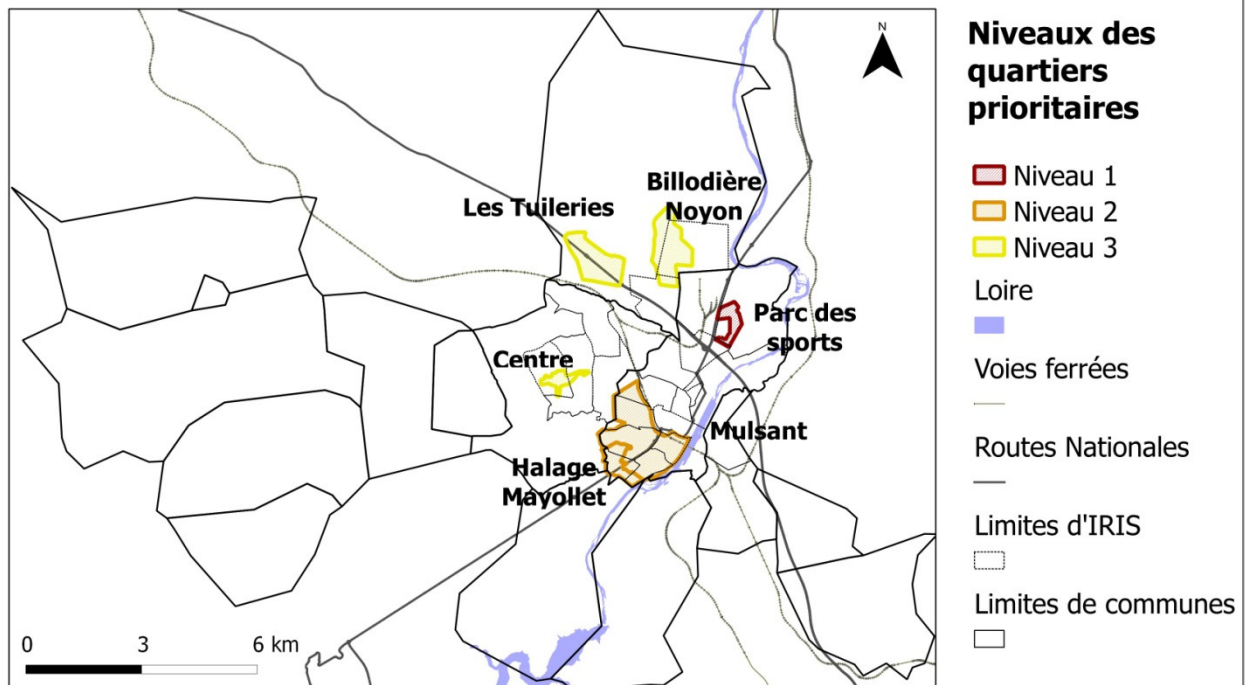
Billodière-Noyon - Mably



Parc des sports - Roanne



Implantation des quartiers prioritaires de l'agglomération roannaise



Informations récupérées sur le site internet du secrétariat général du comité interministériel des Villes - SIG Ville.
 Conception / réalisation : Flora Perrier Mrie, avril 2013.



Mulsant - Roanne



Mulsant - Roanne

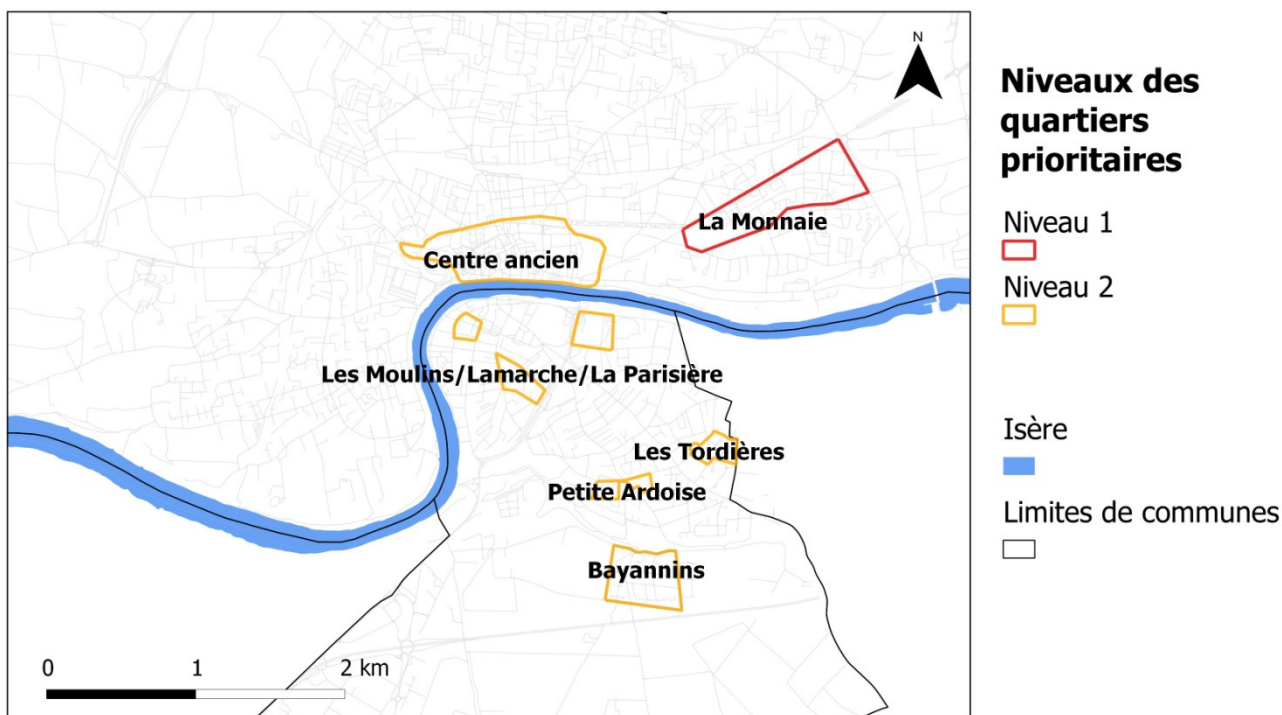
Centre ancien - Romans



La Monnaie – Romans



Implantation des quartiers prioritaires de l'agglomération romano-péageoise



Informations récupérées sur le site internet du secrétariat général du comité interministériel des Villes - SIG Ville.
Conception / réalisation : Chloé Girin, Mrie, juillet 2013.



Une fête de quartier à la Petite Ardoise – Bourg-de-Péage
Photo prise par la communauté de communes Canton Bourg-de-Péage

Les quartiers en Zone Urbaine Sensible : une précarité forte et identifiée, des partenaires très présents

Tout d'abord, les quartiers Cucs en Zone Urbaine Sensible présentent des caractéristiques communes. Du fait de leur zonage politique de la Ville, ces quartiers bénéficient d'un soutien important. Il s'agit essentiellement du quartier « Parc des Sports, Oudan » sur Roanne et de « La Monnaie » sur Romans⁸. Ces deux quartiers sont définis en Cucs de niveau 1 et en Zus.

Premier fait marquant sur ces quartiers : les indicateurs de pauvreté y sont au rouge. En 2009, la moitié des ménages vivant sur ces deux quartiers touchent moins de 680 € par mois et par unité de consommation sur Parc des sports et 485 € sur la Monnaie. En 2009, plus d'un quart des ménages résidant sur Parc des Sports perçoivent une allocation chômage, et près d'un tiers des ménages de la Monnaie (cf. sources et précisions dans le tableau). Sur Roanne, la carte présentant la part des jeunes actifs au chômage et celle sur l'implantation de la population sans diplôme pointent des difficultés importantes sur les quartiers de Mulsant, Halage-Mayollet et, plus encore, Parc des Sports. En conséquence, la dépendance des foyers allocataires aux prestations familiales est marquante sur ces territoires (cf. annexe 3).

Les quartiers Zus accueillent également une part importante de grandes familles et de logements locatifs sociaux. Ils enregistrent les plus faibles surfaces de logement par personne de l'ensemble des quartiers étudiés. Les jeunes y sont assez bien représentés, comme l'atteste la carte de l'implantation des jeunes de 15-29 ans sur Roanne (cf. annexe 3). À noter également, la forte disparité des revenus sur ces quartiers, l'indicateur de dispersion des revenus est maximal, du fait en partie de l'accueil de populations très pauvres.

Par ailleurs et en conséquence, l'implantation de partenaires associatifs et institutionnels est particulièrement prononcée. Sur Romans-Bourg, par exemple, la Caf est implantée sur le quartier de la Monnaie et la mairie y possède une annexe importante. Sur Roanne, une responsable du territoire roannais pour la Caf de la Loire indique que « *tous les partenaires sont présents dans ce quartier [Parc des Sports]* », elle ajoute que le quartier souffre d'une image très négative « *concentration de barres. C'est le Chicago de Roanne* ». La réputation négative des quartiers Zus est marquée à l'extérieur. À l'inverse, l'étude rend compte de la prégnance d'une « culture quartier » forte et d'un attachement pour les habitants de ces territoires, et en particulier les jeunes.



La concentration forte d'acteurs doit être relativisée par une implantation géographique désavantagée. Dans les deux cas, il s'agit de quartiers géographiquement éloignés des centres villes, donc coupés d'un accès facilité aux institutions, commerces et commodités. Pour accéder au quartier Parc des Sports sur Roanne, il faut traverser la nationale 7 et passer une zone industrielle et commerciale. S'il est plus proche du centre ville, le quartier de la Monnaie est accolé à la zone commerciale de Romans-Bourg, et situé à l'extrémité nord-est de la commune. Les acteurs de l'hôpital, diamétralement opposé au quartier, font part de leur absence de visibilité sur la population. Les acteurs du service social des Hôpitaux Drôme Nord rencontrés évoquent peu de liens avec les professionnels présents sur le quartier. La distance géographique ne semble pas être la seule explication à cet éloignement des institutions.

⁸ Le quartier de « Halage Mayollet » sur Roanne est également en Zus mais de niveau 2. Les caractéristiques présentées ci-après apparaissent moins nettement sur ce dernier.

Les quartiers Cucs en centre ville : une pauvreté diffuse mais ancrée et spécifique

Les quartiers Cucs implantés au centre des deux villes principales, emblématiques d'une situation de déclin industriel, sont apparus comme spécifiques dans le discours des professionnels rencontrés. Il s'agit du quartier « Mulsant » à Roanne et de « Centre ancien » à Romans-Bourg. Ces quartiers hébergent une population importante (plus de 10 000 personnes vivent à Mulsant), peu de mineurs et de familles nombreuses. Les comparaisons d'indicateurs rendent compte d'une situation intermédiaire en termes de pauvreté sur ces quartiers par rapport aux autres Cucs. La situation financière et sociale est moins dégradée que celle des Zus et de certains autres Cucs au regard des indicateurs de revenus et de chômage. Par ailleurs, ces quartiers bénéficient d'une proximité aux institutions d'accès aux droits (cf. carte sur Roanne présentée p.6).

Le discours des professionnels rencontrés pointe une pauvreté plus diffuse mais ancrée et visible. La consommation de substances psychoactives (alcool, tabac et cannabis) semble plus prégnante. Par ailleurs, les situations d'errance ont été uniquement évoquées pour ce qui concerne ces quartiers. Ainsi, une part de la population jeune est constituée de personnes en errance, de passage sur la commune à plus ou moins long terme, cumulant des problématiques diverses comme c'est le cas de Thomas (cf. annexe 10). Les habitats et infrastructures attestent d'une paupérisation forte, à l'image de la dégradation industrielle du territoire. À Mulsant, le « faubourg Mulsant » auparavant connu pour ses activités de textile est devenu la « rue Mulsant ». Ce quartier, séparé du centre-ville de Roanne par la ligne de chemin de fer, souffre actuellement d'une désertion de commerces, l'habitat y est dégradé voire insalubre et les démolitions se multiplient. Un agent de développement territorial pour la Caf de Roanne précise que le quartier était auparavant un quartier très riche de Roanne, puis « on a vu la précarité arriver avec la fermeture du textile. Le quartier a été peu à peu abandonné, les magasins laissés à l'abandon ». Le centre ancien de Romans concentre également des habitats dégradés. En outre, les acteurs rencontrés ont eu des propos dévalorisants sur ce quartier. Un animateur de la Maison de quartier Saint Nicolas située en plein cœur du centre ancien de Romans, insiste sur la prégnance des difficultés financières des habitants de ce quartier, et l'image négative qu'ils véhiculent sur leur territoire. Les professionnels de ces quartiers regrettent également le manque de mobilisation et de financements sur ces quartiers. Sur Roanne, les éducateurs de l'ANEF pointent le manque de maillage de professionnels sur Mulsant : « quartier mal en point mais pas de financements dégagés ».

Les autres quartiers Cucs : une pauvreté plus intense sur « Petite Ardoise », « Les Tordières » et « Les Tuileries »

Les derniers quartiers Cucs regroupent des réalités plus diverses avec des situations globalement plus préservées. Pour cette raison et du fait d'un accès au terrain moins évident, ces quartiers ont fait l'objet d'investigations moins soutenues dans notre étude. Seuls une trentaine de questionnaires sont issus de ces 7 quartiers et peu de jeunes et de professionnels y ont été interrogés. Il s'agit de quartiers plutôt peu peuplés : la population passe de moins de 400 habitants sur « Petite Ardoise » à près de 3 000 habitants sur « Billiodière-Noyon », soit des populations 3 à près de 30 fois plus faibles que sur Mulsant. L'un de ces quartiers, « Les Moulins/Lamarche/La Parisière » sur Bourg-de-Péage est actuellement entièrement démolit et devrait faire l'objet d'une restructuration dès septembre 2013.



L'analyse des statistiques de l'Insee pointe une précarité plus intense pour 3 des 7 quartiers Cucs concernés, à savoir : « Les Tuileries » sur Mably (agglomération de Roanne), « Petite Ardoise » et « Les Tordières » sur Bourg-de-Péage (agglomération de Romans-Bourg). Ces derniers connaissent une situation économique et financière⁹ plus défavorable que les 4 autres quartiers, souvent meilleure que celle des Zus mais moins bonne que celle des quartiers Cucs de centre ville. Il s'agit également de quartiers hébergeant une importante population de mineurs, en particulier sur les deux Cucs de Bourg-de-Péage.

⁹ Notamment : part des ménages concernés par une allocation chômage en 2009, revenu médian par unité de consommation et premier quartile de revenu en 2009, part des ouvriers et employés dans la population active occupée début 2007 et part des jeunes adultes sans diplôme de niveau au moins égal au baccalauréat début 2007.

*« Être de chair et de sang à l'air innocent
Produit d'une mère exemplaire, et d'un père absent
Mes premiers verbes dans le rap, un jeu adolescent
Parce que j'n'ai rien à faire d'hyper intéressant
Je rêvasse, je dessine, passe à la piscine l'été
Le reste du temps sur place je prends racine
Du fond d'la classe, la Terre et l'Espace me fascinent
Je n'f'rai jamais médecine, c'est c'que j'ressens
Locataire d'une cité où les tours sont austères
Mon histoire c'est d'y être Noire, donc minoritaire
Hébétée par les débilités que la télé déblatère
Et cette grande timidité qui m'a rendue solitaire
Arrêtez la routine, remettez la bobine
Et évitez d'laisser le bitume irriter les rétines
[...] »*

Casey, 2010, « Rêves illimités », in Libérez la bête, Ladilafe Production

II. MÉTHODOLOGIE

Pour répondre aux objectifs de l'étude, différents outils ont été mobilisés afin d'appréhender les deux territoires. Les matériaux issus directement des jeunes concernés par cette étude constituent la base fondatrice de notre analyse. Mais c'est surtout dans le croisement des différentes modalités de recueil d'information que l'étude puise sa richesse. Pour fonder notre analyse, nous avons fait le choix de nous appuyer essentiellement sur le vécu des jeunes et la lecture qu'ils en font ainsi que celle véhiculée par les professionnels de terrain en lien quotidien avec eux.

Tout d'abord, sur le versant « quantitatif » de l'étude, un questionnaire a interrogé les jeunes sur leur situation actuelle et des données issues des fichiers de l'Insee ont été exploitées, pour certaines, cartographiées. Ensuite, sur le versant « qualitatif », des entretiens en face à face avec des jeunes des quartiers Cucs, cœur de notre analyse, ainsi que des observations de terrain et entretiens avec des professionnels en lien avec eux ont été réalisés. Par ailleurs, diverses lectures (revues et ouvrages en sociologie, diagnostics et autres articles issus des territoires) ont également guidé l'analyse (cf. bibliographie, annexe 11). L'objet de cette partie est de présenter les principes méthodologiques utilisés pour chacun de ces outils.

Le terrain a débuté en octobre 2012 et s'est terminé en mai 2013.

CALENDRIER DE L'ÉTUDE

Automne 2012 :

définition des objectifs de l'étude ;
première réunion de travail collective ;
entretiens avec des professionnels ;
rédaction du questionnaire.

Hiver 2012-2013 :

entretiens avec des professionnels ;
tests des questionnaires.

Printemps 2013 :

passation des questionnaires ;
entretiens avec des jeunes et des professionnels ;
fin de la passation des questionnaires.

Été 2013 :

analyse et rédaction.

A. FAIRE DE LA STATISTIQUE EN CUCS/ZUS : UNE AUTRE APPROCHE

La phase « quantitative » de l'étude concerne principalement la rédaction et la passation du questionnaire.

La rédaction du questionnaire en lien avec le terrain

Le questionnaire a été rédigé par la MRIE en lien étroit avec la DRJSCS et certains acteurs roannais volontaires (cf. questionnaire en annexe 4). La réunion de lancement de l'étude sur Roanne (co-pilotée par la MRIE et Roannais Agglomération) a permis d'envisager les grandes parties de ce document.

Le questionnaire comporte 5 parties distinctes et intitulées :

- « quelques questions sur ton lieu de vie » ;
- « quelques questions sur tes études et formations » ;
- « quelques questions sur ta vie professionnelle » ;
- « quelques questions sur ta santé » ;
- « quelques questions sur ta situation actuelle ».

Initialement, le public ciblé dans ce questionnaire était constitué des jeunes de 16 à 25 ans vivant en quartier Cucs sur les deux agglomérations. Les attentes de la DRJSCS étaient également de cibler plus particulièrement les jeunes les plus éloignés des dispositifs. C'est donc sous cet angle que nous avons pensé les modes de passation. La population cible de l'étude a, par ailleurs, été élargie hors quartier Cucs afin de permettre des comparaisons entre jeunes issus des quartiers prioritaires et jeunes hors de ces quartiers. **Les questionnaires ciblent donc les jeunes de 16 à 25 ans vivant sur les agglomérations de Roanne et Romans-Bourg, et plus particulièrement les jeunes les plus en difficultés dans leur insertion sociale et professionnelle.**

En ce qui concerne la rédaction du questionnaire, nous avons veillé à ce qu'il soit adapté au public ciblé, d'où le format court (un recto-verso) et l'utilisation d'un vocabulaire simple, compréhensible par tous. Des enquêtes antérieures nous ont conduits à intégrer une contrainte forte de taille du questionnaire. Celle-ci était nécessaire pour garantir un taux de retour intéressant et pour que les jeunes répondent au questionnaire du début à la fin. Les professionnels ont unanimement fait état d'un désintérêt possible face à un document trop long à compléter. Pour faciliter la passation et le traitement, peu de questions ouvertes ont été intégrées.

Plus d'une vingtaine de tests (22) ont été effectués sur plusieurs points de passation sur Roanne : la Mission Locale, le service jeunesse de la ville de Mably, le service jeunesse de la ville de Roanne et la MRIE. En parallèle, le questionnaire a été soumis à la CNIL¹⁰. Au cours de la passation, un réajustement a été réalisé sur la question relative à l'adresse du jeune (permettant de savoir si le jeune vit sur un quartier Cucs et si oui, lequel). Certains jeunes ont effectivement précisé au professionnel relai dans l'étude qu'ils ne souhaitent pas renseigner cette question ; nous avons alors proposé aux jeunes d'indiquer leur adresse ou le nom de leur quartier afin de limiter le nombre de questionnaires non affiliés à un territoire.

Une forte « infiltration » du territoire et de ses acteurs pour organiser la passation du questionnaire

Cette étude n'a pas fait l'objet d'un échantillonnage, d'un ciblage statistique de la population à interroger. Il nous a fallu nous adapter au terrain, rencontrer les acteurs de l'insertion des jeunes et les impliquer dans l'étude. Cette phase a pris une importante place en : téléphone, mails, rencontres multiples ; elle a donc nécessité du temps pour que s'instaurent des relations de confiance avec les partenaires. Les professionnels sollicités souvent « débordés » par leur quotidien et régulièrement sollicités dans le cadre d'études et diagnostics, n'étaient pas toujours facilement disponibles. Toutefois, une fois l'objectif et l'approche explicitée, certains professionnels se sont fortement emparés de la question et ont porté l'étude sur leur territoire ; ils ont été d'un précieux soutien pour l'étude et nous les remercions.

Afin de toucher les jeunes en insertion issus des quartiers Cucs, nous avons tout d'abord investi les structures et acteurs présents sur les territoires politique de la Ville (maison de quartier, associations sportives, centres sociaux, éducateurs et animateurs de prévention issus de la Ville ou d'association, etc.). Les premiers rendez-vous pris ont

¹⁰ Numéro de déclaration : 1646703 v 0.

permis également de développer les contacts, les professionnels sollicités s'étant également souvent positionnés comme relai de l'étude auprès de certains de leurs partenaires. Nous avons ensuite élargi les partenaires impliqués sur les quartiers aux acteurs des villes concernées, conscients que les jeunes se déplacent et fréquentent des lieux divers sur le territoire (Caf, Mission Locale, Mairie, etc.). Cet élargissement du partenariat a été l'occasion de repenser le ciblage de l'étude : pour rendre compte des spécificités des jeunes issus des quartiers Cucs, interroger également les jeunes en insertion vivant hors de ces quartiers est apparu indispensable et finalement facilité par la diversité des partenaires impliqués.

Conscients des difficultés de mobilisation des partenaires sur une étude, nous avons fortement multiplié les lieux de passation, en amont mais également pendant la passation. Sur Roanne, 22 lieux ont été mobilisés, 18 ont accepté de faire passer des questionnaires et 14 y ont effectivement participé. Sur Romans-Bourg-de-Péage, 24 lieux de passation ont été mobilisés, 23 ont accepté et 12 ont effectivement participé. En annexe 7, vous trouverez la liste des structures qui ont retourné des questionnaires (page 13). Il est certain que le choix de ces lieux et acteurs a orienté les résultats de l'étude ; mais le large panel de structures minimise le biais éventuel d'un accès restrictif au terrain et donc aux jeunes.

Un point important à évoquer concerne les lieux de passation hors structures, de loisirs type snack, bars notamment qui nous ont été conseillés. Peu de ces lieux ont pu réellement passer des questionnaires. Dans deux d'entre eux (un snack à Roanne et une épicerie de quartier à Romans-Bourg), le questionnaire a généré de la suspicion de la part des clients qui ont ressenti une atteinte à leur vie privée. Il faut préciser que, pour l'épicerie de quartier, une opération de police qui s'est déroulée quelques jours après le dépôt des questionnaires, a généré une méfiance assez forte des jeunes vis-à-vis de toute démarche les concernant.

Des modalités de passation diverses et adaptables

La passation était prévue pour 3 semaines sur chaque territoire. Mais, à Roanne comme à Romans-Bourg-de-Péage, il a été souhaitable et possible de prolonger la durée sur 2 ou 3 semaines (notamment pour réduire l'effet des vacances scolaires de février / avril qui ont quelque peu limité les retours sur cette période).

Pour tous les lieux, plusieurs échanges préalables ont permis de poser le cadrage global de l'étude. En outre, une notice explicative a été adressée à chacun des lieux et acteurs en charge de la passation (cf. notice en annexe 6). Cette notice reprenait : les objectifs de l'étude, la période de passation, les modalités de passation et de retour des questionnaires, des précisions quant à l'anonymat et des informations quant à l'entretien approfondi proposé aux jeunes volontaires.

Le questionnaire est anonyme et, bien entendu, facultatif. Les professionnels ont su trouver les mots justes pour présenter la démarche et notre structure aux jeunes sollicités. Les coordonnées de la MRIE apparaissaient sur le questionnaire, permettant une éventuelle prise de contact spontanée. Aucun jeune ne nous a contactés par ce biais, les professionnels en contact direct avec eux ont pu répondre à leurs questions. À noter aussi que quelques professionnels ont relayé l'intérêt des jeunes quant à cette étude, leur souhait que cette dernière fasse progresser la situation pour eux et pour leurs pairs ; certains jeunes ont également proposé de faire circuler le questionnaire dans leur réseau personnel.

En ce qui concerne les modalités de passation du questionnaire, certaines consignes globales s'appliquaient à tous, à savoir :

- la cible des jeunes à interroger : jeunes de 16 à 25 ans vivant sur les deux agglomérations d'étude (et plus particulièrement ceux issus des quartiers Cucs cumulant d'importantes difficultés d'insertion) ;
- le caractère facultatif et ouvert : réponse libre ou soutenue par un professionnel ;
- la possibilité de renseigner ses coordonnées pour un entretien approfondi pour les jeunes volontaires.

Toutefois, les modalités concrètes de passation ont été revisitées sur chaque lieu, en fonction des méthodes de travail et contraintes des professionnels. Ainsi, certains éducateurs ont proposé aux jeunes de répondre dans la rue lors de leurs échanges, les Missions Locales ont déposé les questionnaires sur le présentoir de l'accueil, l'association Archer à Romans-Bourg a décidé de joindre les questionnaires aux fiches de paie, le gérant d'un bar à chicha à Roanne a proposé aux jeunes qu'il connaissait d'y répondre, la sage femme du CPEF de Roanne l'a proposé à certains jeunes reçus en entretiens, l'éducateur sportif du futsal les a déposés sur un banc etc. Quelques jeunes ont même proposé de faire circuler les questionnaires dans leur propre réseau, mais, bien souvent, cette démarche n'a pas donné suite.

Ce choix de forte adaptabilité au terrain a permis une meilleure assise de l'étude : les jeunes fréquentant la Mission Locale ne sont pas nécessairement les mêmes que ceux côtoyés par les éducateurs de rue, ou ceux sollicités par le biais du futsal ou de la Caf. Il s'agit là d'un point important de la méthodologie utilisée. Les questionnaires réceptionnés rendent ainsi compte d'une importante diversité de jeunes et de modes de recueil de leur situation. Les éventuels biais induits par cette diversité de lieux et de mode de recueil des questionnaires peuvent éventuellement apparaître dans la réponse à certaines questions : par exemple, il est possible que les questions relatives à l'emploi aient été davantage investies par les jeunes interrogés en Mission Locale, ou celles concernant les activités encadrées par les jeunes interrogés au futsal ou par des éducateurs de rue (qui proposent souvent ce genre d'activité). Toutefois, ce biais éventuel a vraisemblablement peu impacté les résultats. Pour rendre compte au mieux des réalités connues par les jeunes en insertion vivant sur les quartiers prioritaires, il nous est apparu incontournable de multiplier les canaux possibles d'accès aux jeunes et de s'adapter à leur réalité de vie. C'est ce défi que l'étude a tenté de relever au mieux.

Précisions relatives au traitement des résultats

Le questionnaire a été saisi puis traité par la MRIE sous le logiciel de traitement d'enquête SPHINX plus 2©. L'ensemble des résultats produits est présenté dans ce rapport ainsi que dans les annexes jointes. Lorsque cela a été nécessaire, nous avons précisé les choix méthodologiques opérés pour la saisie ou le traitement de certaines questions. Des précisions propres à la lecture des résultats issus du questionnaire et à l'analyse factorielle sont présentées en annexe (cf. annexe 2).

Traitement de données et cartographie

Dans la phase quantitative, des données territoriales ont été exploitées (données accessibles sur le site de l'Insee à l'IRIS ou au quartier Cucs). Certaines d'entre elles, en particulier sur le territoire de Roanne, ont fait l'objet d'un travail de cartographie. Les éléments méthodologiques propres à la cartographie sont présentés en annexe 3.

B. FAIRE DU TERRAIN EN CUCS/ZUS : S'ENGAGER POUR QUESTIONNER

Notre démarche avait pour but de mieux comprendre les jeunes vivants dans les quartiers politique de la Ville, de mieux appréhender leur situation. Pour accéder à leurs paroles, pour pouvoir échanger avec eux, nous avons dû mettre en place une méthodologie adaptée aux pratiques de ce public hétérogène. Nous cherchions principalement à rentrer en contact avec des jeunes sans emploi, éloignés de l'école (souvent faiblement diplômés) et qui n'étaient pas dans un processus d'insertion actif (sans formation par exemple). Nous nous sommes donc rendu dans des espaces qu'ils fréquentent afin d'échanger avec eux.

Ces lieux sont parfois publics, parfois commerciaux ou sont parfois des équipements sportifs. En voici la liste, non exhaustive (ils sont tous situés en Cucs) :

- hall d'entrée d'HLM ;
- bar PMU ;
- escaliers d'HLM ;
- local dédié à l'accueil en soirée ;
- bar à chicha¹¹ ;
- snack ;
- gymnase (en soirée pour les futsal) ;
- salle de boxe ;
- banc public ;
- dans un parking, autour d'un véhicule.

L'engagement physique – le fait de se rendre vers eux – était essentiel pour accéder à leurs paroles et à leurs pratiques. Il convient d'explicitier le contexte méthodologique particulier de cette étude, notamment des deux outils principaux qui furent les nôtres : l'observation participante et les entretiens (semi-directif ou libre).

L'observation participante : un préalable nécessaire

Nous avons passé du temps en compagnie de notre public-cible, dans leurs lieux de sociabilité, parfois en participant¹² à des activités sportives ou simplement occupationnelles, qui font partie de leurs quotidiens. Ces discussions, ces échanges, ces pratiques communes nous ont permis de récolter des données *in situ* qui viennent nourrir la compréhension de notre objet.



L'une des difficultés premières pour conduire une étude ayant pour objet les habitants résidants dans des quartiers politique de la Ville est l'accès au terrain. Dans ces quartiers plus qu'ailleurs, la circulation de personnes n'habitant pas ou ne travaillant pas dans ces espaces pose question et perturbe les activités en cours. Ainsi, même l'observation – qui est une pratique sociale autant qu'un outil scientifique – nécessite des préalables, qui sont les conditions *sine qua none* d'un recueil de matériaux pertinents et viables. L'observation a des effets sur le milieu dans lequel elle se déroule, même si le but premier est de ne pas biaiser les attitudes et les comportements des enquêtés. Il nous était impossible de nous installer sur une place ou un banc et d'observer les habitants. Nous avons donc fait

appel à des intermédiaires pour faciliter notre accès aux terrains et pouvoir interagir avec les jeunes. Cette entrée portée par une personne connue et reconnue dans ces espaces permet de pouvoir se déplacer et le cas échéant d'échanger avec le public visé. Cependant, il faut rester méfiant sur les « *illusions de la neutralisation*¹³ » des effets

¹¹ Un bar à chicha est un établissement dans lequel les clients peuvent consommer des boissons –non alcoolisées pour celui de notre étude– et fumer le narguilé. Ce sont des lieux de sociabilité masculine et un élément caractéristique de la culture maghrébine.

¹² Soulé B., 2007, « Observation participante ou participation observante ? Usages et justifications de la notion de participation observante en sciences sociales », *Recherches Qualitatives*, vol. 27, pp. 127-140.

¹³ Mauger G., 1991, « Enquêter en milieu populaire », *Genèses*, vol.6, pp. 125-143.

de l'observation directe. La distance sociale qui sépare l'objet et l'enquêteur, si elle peut être réduite, continue d'exister, ne serait-ce que par le statut des acteurs.

Observer ces quartiers sans en être issu ne va pas de soi. Nous avons passé des moments à discuter dans des halls d'immeubles, dans des cages d'escaliers, dans une salle de boxe, dans des gymnases, dans un bar à chicha et tout simplement sur une place, installé contre une voiture, mais en prenant garde à ne pas céder à des illusions empiristes de types « *j'ai vu, j'ai donc compris* »¹⁴.

Accéder au terrain : quels intermédiaires pour quels publics ?

Le cœur de cible de cette étude est la part des jeunes résidants en Cucs et qui sont distants des Institutions ou des associations d'insertion « généraliste » (Mission Locale, Bureau Information Jeunesse, etc.). Pour aller vers ces personnes, nous avons du faire appel à des intermédiaires qui côtoient ce public dans les lieux qu'il occupe pour permettre une prise de contact. Le choix de l'intermédiaire s'est, dans les deux territoires, rapidement imposé :

- Un éducateur de rue, qui n'est pas issu du quartier investigué mais qui a connu d'autres secteurs avec ce même public ;
- Un médiateur de nuit, qui a grandi dans le territoire de l'étude, qui y vit toujours et qui n'a aucune formation particulière ;
- Un entraîneur de boxe, qui a grandi dans le Cucs, qui n'y vit plus et qui entraîne des jeunes issus du quartier et des autres secteurs de la ville.

Bien que leurs fonctions soient différentes, ils ont des plages horaires qui leur permettent de rester au contact du public jeune, principalement masculin. À ces professionnels s'en ajoutent d'autres, généralement des éducateurs, des animateurs, des médiateurs qui vivent pour la plupart dans les territoires dans lesquels ils travaillent et possèdent de ce fait une connaissance intime du terrain. Leur position d'intermédiaire est permise parce qu'ils travaillent avec ce public depuis plusieurs années. Ils sont tous issus des quartiers populaires et d'une culture maghrébino-musulmane, or il s'avère qu'une partie de leur public l'est également.

Participer pour faire sa place : s'engager dans le quartier

Nous distinguerons ici deux types de participations différents :

- Les conversations informelles qui portent sur des sujets sans lien direct avec l'insertion. Elles permettent de se rapprocher du public et de présenter un autre statut que celui d'enquêteur. Ces échanges sont essentiels pour créer du lien, condition essentielle à la conduite des entretiens, nous le verrons par la suite ;
- Les activités, plus engageantes qui sont des occupations réalisées ensemble. Elles permettront à l'enquêteur et l'enquêté de construire leur relation dans une pratique commune, tel que la boxe, le partage d'une chicha ou bien encore un match de futsal.

L'engagement dans des conversations informelles couplé d'un engagement plus physique laisse envisager des rapports plus propices à des échanges portant sur différents sujets, dont la scolarité, l'emploi, etc.

¹⁴ Arborio A.M. et Fournier P., 2008, « L'enquête et ses méthodes. L'observation directe », Armand Colin.

Entretien : différentes prises de contact pour différents types de jeunes

Lors de notre étude, nous avons rencontré 16 jeunes¹⁵ : 4 filles et 12 garçons que nous avons contactés et avec lesquels nous nous sommes entretenus (soit 8 par territoires). À ces entretiens s'ajoutent de nombreuses discussions lors de nos observations qui n'étaient pas enregistrables¹⁶.

L'entretien est une approche qui place l'interlocution au centre du raisonnement¹⁷. Cet outil appelle des faits de paroles¹⁸ et « *rend compte des systèmes de valeurs, de normes, de représentations, de symboles propres à une culture ou à une sous culture*¹⁹ ».

Nous avons proposé de différentes façons ce temps aux enquêtés. Les jeunes de quartier ne forment pas un groupe structuré qui occuperait l'espace et d'une seule et même façon²⁰ : il existe une forte hétérogénéité sociale. En multipliant les modalités d'entretiens²¹, nous avons ainsi élargi notre panel de situations investiguées. Les prises de contacts furent les suivantes :

- par téléphone ou par email²²;
- en étant présenté par des personnes ressources ;
- en les sollicitant spontanément dans des lieux de passation du questionnaire ;
- en les sollicitant spontanément dans les espaces qu'ils fréquentent.

Les Missions Locales ont été nos plus importantes pourvoyeuses de coupon-réponse. Pour ceux que nous avons appelés, nous procédions à des relances par SMS, une approche qui a assez bien fonctionné. Malgré cela, les rendez-vous que nous avons fixés n'étaient pas toujours honorés. Près d'un entretien prévu sur trois ne s'est donc pas déroulé.

L'aspect trop formel de la prise de rendez-vous ne convenait pas à tous, les jeunes qui semblaient les plus éloignés de l'insertion (distant de la Mission Locale, des associations, de l'emploi, etc.) n'ont d'ailleurs que très peu laissé leurs coordonnées sur les coupons-réponses. Certains ne la fréquentent simplement pas ou plus. Il était presque impossible de les contacter par téléphone ou par email. Par ailleurs ils n'écoutaient quasiment jamais les messages téléphoniques que nous leur laissions et ne nous rappelaient jamais, surtout pour les appels que nous passions d'une ligne fixe. C'est pourquoi nous avons pris l'initiative d'aller vers eux pour leur proposer des entretiens spontanément.

Les lieux d'entretiens : quand la distance avec les institutions se territorialise

Nous avons toujours laissé le choix du lieu de l'entretien aux jeunes que nous avons appelés, de façon à ce qu'il se déroule dans un espace qu'ils apprécient. Une partie d'entre eux ont voulu nous rencontrer à la Mission Locale (certainement parce qu'ils établissaient un lien entre le questionnaire rempli là-bas et notre démarche), d'autres ont préféré que les interviews aient lieu dans un café proche de chez eux. Notons que les entretiens conduits à la Mission Locale ont tous suivi la grille d'entretien que nous avons construite, la représentation que les jeunes se faisant de cette institution permettait ce guidage²³ dans les sujets abordés.

Pour nous entretenir avec ceux qui ne se rendent pas ou plus dans ces lieux, nous avons sollicité des jeunes rencontrés lors de nos observations. Ces entretiens se sont déroulés dans des locaux associatifs situés à l'intérieur des Cucs (à l'inverse de ceux en Mission Locale). Le format était beaucoup plus libre, une trame trop thématique nous aurait donné une posture trop académique qui ne convenait pas, compte tenu des propos introductifs de notre intermédiaire ou simplement des temps passés ensemble. Le travail de terrain préalable aura été essentiel pour nous imprégner suffisamment de la "culture jeune locale", étape importante pour mettre en place de bonnes conditions d'échanges²⁴.

¹⁵ Voir le tableau des jeunes interviewés en annexe 10.

¹⁶ Beaud S., 1996, « L'usage de l'entretien en sciences sociales. Plaidoyer pour l'entretien ethnographique », *Politix*, vol.9, n°35, pp. 226-257.

¹⁷ Voir la grille d'entretien en annexe 9.

¹⁸ Blancher A. et Gotman A., 2010, « L'enquête et ses méthodes. L'entretien », Armand Colin.

¹⁹ Michelat G., 1975, « Sur l'utilisation de l'entretien non directif en sociologie », *Revue française de sociologie*, vol. 16, n°2, pp. 229-247.

²⁰ Marlière É., 2005, « Jeunes en cité. Diversité des trajectoires ou destin commun », l'Harmattan.

²¹ Duchesne S., 2000, « Pratique de l'entretien dit "non-directif" », in « Les méthodes au concret. Démarches, formes de l'expérience et terrains d'investigation en science politique », sous la dir. de Bachir M., PUF, pp. 9-30.

²² Voir le coupon-réponse en annexe 5.

²³ Les jeunes inscrits à la Mission Locale sont parfois rompu à l'exercice, ils en connaissent les rouages et s'y prêtent volontiers car ils les supposent nécessaire à un parcours idéal dans cette institution.

²⁴ Chapoulie J.M., 2000, « Le travail de terrain, l'observation des actions et des interactions, et la sociologie », *Sociétés Contemporaines*, n°40, pp. 5-27.

« Je pense pas à demain, parce que demain c'est loin »

IAM, 1997, « Demain c'est loin », in L'École du Micro d'Argent, Delabel/Virgin

III. RÉSULTATS DES QUESTIONNAIRES : ÉTAT DES LIEUX DE LA SITUATION DES JEUNES

Cette étude a donné lieu à une enquête par questionnaire réalisée auprès des jeunes en difficultés d'insertion vivant dans les quartiers prioritaires de Roanne et Romans-Bourg. La méthodologie de passation de ces questionnaires est présentée dans la partie précédente. Retenons qu'un nombre important de structures et acteurs ont été mobilisés et que l'accent a été mis pour questionner les jeunes les plus éloignés des dispositifs d'accès aux droits. Ceci, grâce à l'implication forte d'acteurs de terrains en proximité avec ces derniers. Globalement, les jeunes ont bien renseigné les questionnaires, ce qui permet une analyse fiable des 34 questions posées (cf. questionnaire présenté en annexe 4).

Ce travail de recueil de questionnaires a également été effectué en dehors des quartiers afin de permettre une comparaison de la situation des jeunes vivant en quartiers Cucs et celle de ceux vivant hors Cucs. Par souci de lisibilité, nous nommerons « jeunes des Cucs » ceux vivant dans les quartiers prioritaires (quel qu'en soit le niveau) et « jeunes hors Cucs », ceux n'y résidant pas.

Tous les résultats du questionnaire sont présentés en annexe 7. Dans les annexes et dans le texte ci-dessous, les pourcentages sont calculés par rapport à l'ensemble des personnes concernées par la question (qu'elles aient répondu à la question ou non). Sauf mention contraire, les résultats portent sur les 239 jeunes issus des quartiers prioritaires. Lorsque cela est pertinent, des comparaisons avec les jeunes vivant hors de ces quartiers sont proposées.

A. SYNTHÈSE DES RÉSULTATS DE L'ENQUÊTE PAR QUESTIONNAIRE

Qui sont les jeunes interrogés dans cette enquête ? Il s'agit pour près de deux tiers d'hommes, souvent des jeunes majeurs, puisque la moitié ont entre 18 et 21 ans. Seulement 15 enquêtés, soit 6 % des jeunes des Cucs, sont déjà parents.

D'où proviennent les questionnaires ? Ils sont un peu plus souvent issus des quartiers prioritaires de Roanne que de Romans-Bourg. En effet, 136 jeunes des Cucs ont été interrogés à Roanne, contre 103 sur Romans-Bourg. La répartition par niveau de quartiers sur ces deux territoires révèle un plus faible retour de jeunes des quartiers les moins prioritaires (niveau 3). À l'inverse, les quartiers Zus ou Cucs niveau 2 ont été fortement questionnés.

À titre de comparaison, il sera plusieurs fois fait mention des jeunes hors Cucs interrogés dans l'enquête. Ces derniers représentent 166 personnes. Pour plus de précisions sur l'implantation géographique des jeunes interrogés, nous renvoyons au tableau ci-après. De même, nous renvoyons à la lecture de l'encadré sur la représentativité des jeunes des Cucs qui révèle notamment la sur représentation des hommes, des jeunes de 18-21 ans et de ceux provenant de quartiers Zus.

LE QUARTIER D'IMPLANTATION DES JEUNES

	ROANNE		ROMANS - BOURG		ENSEMBLE	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Niveau 1 & 2 Zus	43	32 %	66	64 %	109	46 %
Niveau 2	72	53 %	37	36 %	109	46 %
Niveau 3	21	15 %	0	0 %	21	9 %
Ensemble Cucs	136	100 %	103	100 %	239	100 %
Hors Cucs	108		58		166	

Source : Étude jeunes – MRIE – 2013

QUELQUES MOTS SUR LA REPRÉSENTATIVITÉ DES JEUNES DES CUCS INTERROGÉS

Avant de présenter les résultats de cette enquête, il convient de s'arrêter sur la composition de l'échantillon de jeunes interrogés en Cucs, notamment sur la répartition géographique de ces jeunes, ainsi que la composition par âge et par sexe. Ces informations sont importantes à préciser en amont des résultats aux questions pour permettre une lecture juste des analyses proposées.

Une surreprésentation des jeunes de Romans-Bourg, et de ceux vivant en Zus

En ce qui concerne l'unité urbaine des jeunes interrogés, l'échantillon des jeunes des Cucs roannais est à peine plus important que celui des jeunes romanais. Par rapport à la population résidente, l'échantillon de l'enquête par questionnaire **surreprésente les jeunes des Cucs de Romans-Bourg**.

Par ailleurs, **les quartiers les plus prioritaires** (Zus niveau 1) **sont surreprésentés**²⁵, toujours au regard de la population qui y vit. Nous avons investi davantage ces quartiers pour répondre à l'objectif affiché de toucher les jeunes les plus en difficultés. C'est également sur ces quartiers que l'accès au terrain a été le moins difficile compte tenu de l'implantation forte de professionnels et donc de relais potentiels pour la passation.

Les questionnaires recueillis auprès des jeunes hors Cucs n'ont pas été administrés dans un souci de représentativité globale. Il s'agit, là encore, de jeunes « en insertion », interrogés sur des lieux de passation souvent identiques à ceux des jeunes des Cucs. Cette population de jeunes hors Cucs a pour seule vocation de permettre une comparaison entre quartiers prioritaires et non prioritaires.

Une surreprésentation d'hommes

Pour ce qui est du sexe, l'échantillon des 239 jeunes des Cucs interrogés rend compte **d'une forte surreprésentation des hommes**. Ces derniers représentent, en effet, 62 % de la population interrogée. Comment cette spécificité peut-elle s'expliquer ? Premièrement, elle s'explique par l'intégration de lieux de passation des questionnaires fortement fréquentés par les hommes (comme le futsal) et des professionnels de terrain ayant administrés les questionnaires, souvent plus en lien avec des hommes. Deuxièmement, cette surreprésentation s'explique par une présence masculine plus forte dans les espaces publics des quartiers prioritaires. Cette spécificité des Cucs est précisée dans la partie sur les rapports homme/femme page 34.

À l'inverse, les femmes sont sur représentées hors des quartiers prioritaires. Cette forte distinction sexuée des échantillons de jeunes des Cucs et de jeunes hors Cucs est importante à garder en tête dans la lecture des résultats.

Une surreprésentation de jeunes de moins de 22 ans

Enfin, pour ce qui a trait à l'âge, quel que soit le sexe, l'échantillon rend compte d'une sous-représentation de la tranche d'âge supérieure en faveur des 18-21 ans (cf. tableau). Les mineurs sont globalement bien représentés.

La répartition sexuée n'est pas conforme à cette réalité. Les hommes sont légèrement plus âgés : 78 % sont majeurs. Mais c'est surtout chez les femmes que les différences s'observent. Elles sont, en effet, mineures pour 35 % d'entre elles.

REPARTITION DES JEUNES PAR TRANCHES D'ÂGE

	Pour les jeunes des quartiers Cucs interrogés	Pour la population des jeunes en Rhône-Alpes
Moins de 18 ans	26 %	27 %
De 18 à 21 ans	50 %	37 %
22 ans et plus	23 %	36 %
Total	100 %	100 %

Sources : Étude jeunes – MRIE – 2013 et Insee RP 2010

Des questionnaires principalement proposés par un éducateur, un animateur ou un entraîneur en proximité avec le jeune

En Cucs, près de six questionnaires sur dix ont été proposés dans le cadre d'un rapport individuel avec un professionnel, principalement des éducateurs, animateurs ou entraîneurs en proximité avec le jeune. C'est ce lien privilégié entre jeunes et professionnels qui nous a permis d'approcher les jeunes les plus en difficultés. Hors des Cucs, le recueil des questionnaires s'est surtout fait par les institutions (notamment Mission Locale, Bureau d'Information Jeunesse, CCAS, Caf, centre de planification familiale, etc.) pour 70 % d'entre eux. Peu d'éducateurs, animateurs ou entraîneurs en lien direct avec les jeunes ont proposé le questionnaire à des jeunes vivant hors des quartiers prioritaires. Cette distinction dans les modalités de passation selon les territoires²⁶ peut, potentiellement, expliquer certaines différences entre les deux populations.

²⁵ La population des quartiers prioritaires Zus niveau 1 représente 20 % de l'ensemble de la population vivant dans un quartier Cucs sur ces deux unités urbaines, les jeunes interrogés sur ces quartiers représentent, quant à eux, 40 % de l'ensemble des jeunes interrogés en quartier prioritaire. La sur représentation de jeunes parmi la population totale des quartiers Zus (par rapport aux autres quartiers prioritaires) ne peut, à elle seule, expliquer cet écart (cf. indicateur de jeunesse en tableau page 5).

²⁶ Dépendance très hautement significative entre la structure de passation et le quartier d'implantation.

Une situation financière modeste, un appui extérieur nécessaire pour beaucoup

La situation financière des jeunes est abordée par deux questions : une première sur le niveau de revenus et une seconde sur l'aide éventuelle apportée par l'extérieur. Un jeune sur dix n'a pas répondu à chacune de ces questions. Comparativement aux autres, ces taux de non réponses sont importants : les jeunes ont-ils exprimé ici leur refus de parler d'argent ? Ont-ils du mal à estimer leurs finances ? Ces questions ont-elles été mal comprises ? Quelle situation financière pour les jeunes ? Le niveau de revenus des jeunes atteste d'une faible autonomie financière avec seulement 21 % des jeunes qui disposent de plus de 500 € par mois. Cette part atteint toutefois 37 % des jeunes de 22 ans et plus²⁷.

Un peu moins de 45 % des jeunes évoquent un appui financier extérieur. Les aides apportées par l'extérieur sont principalement pécuniaires et alimentaires. Quelle qu'en soit la nature, la quasi-totalité des aides apportées provient de proches et non d'institutions ou associations. Cette forte propension à se faire aider par des proches est également visible dans les résultats de l'étude de la MRE sur les allocataires du RSA. Cette dernière souligne la solidarité forte existante dans les milieux précaires²⁸.

Nature des aides proposées aux jeunes aidés :

- 51 % argent
- 43 % nourriture
- 28 % vêtements
- 7 % autre (un toit, du tabac)

Source : Étude jeunes – MRE – 2013

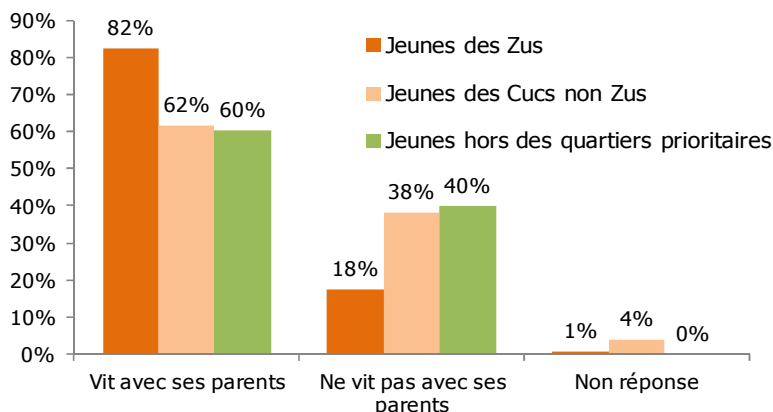
Le constat est encore plus net dans cette étude sur les jeunes des Cucs. En effet, ces derniers semblent moins facilement pousser les portes des institutions que leurs aînés pour solliciter une aide : ils sont 12 %, contre 29 % des allocataires du RSA aidés.

Un toit familial difficile à quitter, en particulier dans les Zus

Les jeunes sont encore nombreux à vivre avec leurs parents. Toutes tranches d'âges confondues, plus de 7 sur 10 vivent encore sous le toit parental. Cette proportion tombe à 44 % chez les 22 ans et plus²⁹.

La comparaison avec la population nationale est intéressante à évoquer. Selon l'Insee en 2009, 57 % des 16-25 ans vivent encore chez leurs parents³⁰, soit près de 14 points d'écart avec les jeunes des Cucs interrogés ici. Toutefois, compte tenu de la faible représentation des 22 ans et plus dans notre échantillon de jeunes interrogés, l'écart entre les deux proportions n'apparaît pas marquant.

LA COHABITATION DES JEUNES SELON LE NIVEAU DE PRIORITÉ DE LEUR QUARTIER



Source : Étude jeunes – MRE – 2013

Des différences s'observent sur le mode de vie selon l'implantation géographique du jeune. Comme le montre le graphique, les jeunes vivant en Zus sont plus nombreux à vivre avec leurs parents³¹. À l'inverse, les jeunes résidant hors des quartiers prioritaires sont plus nombreux à vivre seuls ou avec leur conjoint et/ou enfant³². Une proportion plus forte observée (mais non objectivée statistiquement) de mineurs en Zus est à prendre en compte. Il n'en reste pas moins que les jeunes interrogés en Zus ont plus rarement quitté le toit familial. Il conviendrait d'approfondir ce point dans une étude ultérieure.

²⁷ Dépendance très hautement significative entre les revenus et l'âge.

²⁸ MRE, 2012, « RSA et pauvreté », pages 22-23, disponible sur : www.mre.org

²⁹ Dépendance très hautement significative entre le fait de vivre chez ses parents et l'âge.

³⁰ France, Sénat, Denuynck C., *Session ordinaire de 2008-2009*, « Rapport d'information n°436 ».

³¹ Dépendance très hautement significative entre le fait de vivre avec ses parents et le niveau de priorité du quartier d'implantation.

³² Dépendance significative entre le fait de vivre avec ses parents et le quartier d'implantation.

Un cadre de vie apprécié par la plupart, qui l'est davantage hors Cucs

Comment se sentent-ils dans leur environnement ? Majoritairement, les jeunes apprécient leur logement et leur quartier. En effet, plus de deux tiers des jeunes des Cucs affirment se sentir bien dans leur logement, et près de sept sur dix dans leur quartier. Pour autant, ces enjeux de bien être dans le lieu de vie dépendent fortement du quartier d'implantation³³. Les jeunes des quartiers prioritaires font plus fréquemment état d'un mal être en lien avec leur environnement. Des différences s'observent également quant à l'âge des jeunes et quant à la nature de la cohabitation³⁴. Les jeunes qui se disent les moins satisfaits sont les plus âgés et ceux ne vivant plus chez leurs parents. Serait-ce le signe d'une autonomie difficile à vivre ou de difficultés à vivre seul ?

Mobilité : des jeunes moins souvent dotés d'un véhicule en Cucs

La mobilité a peu été étudiée dans le questionnaire. Cette notion renvoie à des enjeux complexes, notamment le rapport au territoire du jeune, ses habitudes de vie ou ses motivations à se déplacer. Dans le questionnaire, nous l'avons analysé uniquement sur des aspects concrets et objectivables. Ces enjeux de mobilité ont tout d'abord été interrogés à travers cette question : « *au cours des 12 derniers mois, t'es-tu déplacé en dehors du département ?* ». Que ce soit les jeunes des Cucs ou vivant en dehors de ces quartiers, la proportion de jeunes « mobiles » est identique à 1 point près, soit respectivement 74 % et 75 %. Si ce chiffre ne dit pas grand-chose de la réelle mobilité des trois quart des jeunes ayant quitté le département dans l'année, cela signifie tout de même qu'un jeune sur quatre n'a pas quitté le département y compris au cours de ses vacances scolaires.

En particulier dans les Zus, la possible mobilité des jeunes est fortement liée à l'accès à une voiture. De fait, les transports publics desservent, souvent, moins bien ces quartiers. Sur Roanne, une seule ligne de bus dessert Parc des Sports, au mieux toutes les 20 minutes, et il faut compter un bon quart d'heure pour rejoindre la gare SNCF. De même, sur Romans, une seule ligne de bus dessert La Monnaie avec une fréquence d'une demi-heure et un temps moyen pour rejoindre la gare de l'ordre de 20 minutes. L'accessibilité aux transports est globalement difficile dans les quartiers prioritaires, pour la plupart éloignés des centres villes proposant des services. D'où l'intérêt de disposer d'un véhicule. Or, à peine plus de 30 % des jeunes des Cucs (10 % des mineurs) en disposent, contre 45 % des jeunes vivant hors de ces quartiers³⁵. En ce qui concerne le permis de conduire, un tiers des jeunes des Cucs, soit 43 % des majeurs l'ont obtenu. Au niveau national, 65% des jeunes de 18 à 24 ans possèdent un permis de conduire. L'écart enregistré peut provenir, tout d'abord, de la faible part de jeunes de plus de 22 ans dans notre étude. Par ailleurs, la question de la situation financière, plus défavorable pour les jeunes des Cucs, peut également expliquer cet écart, d'autant que l'étude révèle que l'acquisition du permis est plus forte chez les jeunes disposant de plus de 500 € par mois³⁶.

58 % des jeunes disposent d'une carte vitale et d'une complémentaire santé

Intéressons nous à présent aux enjeux d'accès aux droits, à travers la santé. Les résultats indiquent que 16 % des jeunes n'ont pas de carte vitale, 14 % pour les majeurs. L'accès à une complémentaire santé semble plus délicat. En effet, près d'un tiers des jeunes n'en disposent pas ou, plus encore, ne savent pas s'ils en disposent. Les jeunes des quartiers prioritaires interrogés dans cette étude semblent surexposés à l'absence de couverture complémentaire. Une étude de l'Irdes indique que 11 % des 20-29 ans n'en disposaient pas en 2006 au niveau national, soit une proportion trois fois inférieure à celle que nous avons enregistrée auprès des jeunes des Cucs. Cette étude insiste également sur la surexposition des jeunes à ce non recours du fait notamment « *de la perte du bénéfice de la complémentaire de leurs parents, de revenus plus faibles et d'une meilleure santé en moyenne* »³⁷. Par ailleurs, les résultats de notre enquête révèlent que ce sont précisément plus souvent ces jeunes qui n'ont pas de carte vitale³⁸.

À l'inverse, près de six jeunes sur dix possèdent à la fois une carte vitale et une complémentaire santé. Un point marquant à préciser quant à l'accès à une couverture complémentaire, elle est plus rare chez les 22 ans et plus : le taux de jeunes couverts passe de 73 % chez les 18-21 ans à 54 % chez les 22 ans et plus³⁹. Pourquoi ce renoncement plus fort à souscrire à une complémentaire ? Plusieurs hypothèses peuvent être avancées comme celle d'un investissement jugé trop coûteux et peu rentable.

³³ Dépendance très significative entre le ressenti dans le logement ou le quartier et le quartier d'implantation.

³⁴ Dépendance très significative entre ressenti dans le quartier ou le logement et l'âge. Dépendance très hautement significative entre le ressenti dans le quartier et le fait de vivre avec ses parents.

³⁵ Dépendance très significative entre le véhicule et le quartier d'implantation.

³⁶ Dépendance très hautement significative entre le permis de conduire et les revenus.

³⁷ Kambia-Chopin B. Perronnin M. Pierre A. Rochere T., 2008, « La complémentaire santé en France en 2006 : un accès qui reste inégalitaire », *Questions d'économie de la santé*, IRDES, n°128.

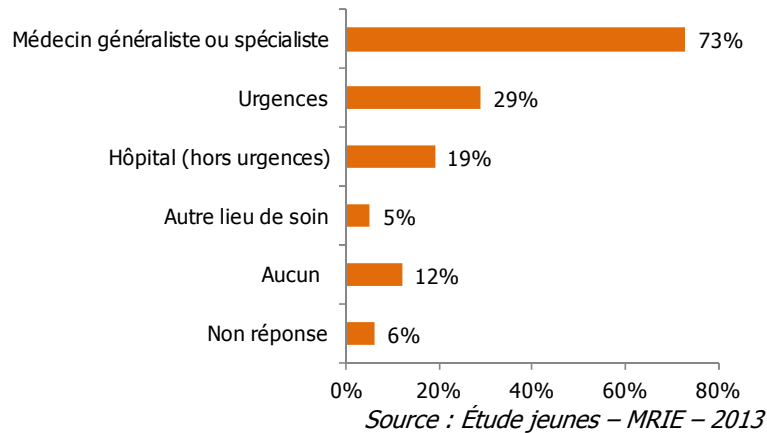
³⁸ Dépendance très hautement significative entre la carte vitale et la mutuelle.

³⁹ Dépendance très significative entre la mutuelle et l'âge.

Un renoncement à se faire soigner fréquent, plus encore dans les quartiers prioritaires

En matière d'accès aux soins, le questionnaire s'intéresse aux lieux et professionnels consultés par les jeunes au cours de l'année. Sans surprise, les lieux de consultation les plus récurrents sont les cabinets des médecins généralistes ou spécialistes qu'ont consultés près de trois quart des jeunes. Viennent ensuite les urgences sollicitées par 29 % ; taux important qui interroge sur le rapport à la santé de ces jeunes. Ce point a été développé à plusieurs reprises dans des échanges avec des professionnels. Cependant, si le fort recours aux urgences interroge dans cette étude et apparaît légèrement exacerbé, il semble être une réalité pour l'ensemble de cette tranche d'âge. Au niveau national en 2002, les 16-25 ans sont plus d'un quart à avoir sollicité le service des urgences au cours de l'année⁴⁰. À noter que 12 % des jeunes interrogés dans notre étude n'ont fréquenté aucun lieu de soins dans l'année.

LES LIEUX DE SOINS SOLLICITÉS PAR LES JEUNES DES CUCS



Ce dernier point renvoie à la question du renoncement à se faire soigner évaluée à travers la question suivante : « est-ce qu'il t'arrive de renoncer à aller voir le médecin, quand tu en as besoin ? ». Sur les 41 % des jeunes qui affirment renoncer à se faire soigner :

- un quart le justifie par une maladie « pas assez grave » pour consulter : « c'est pas toujours si grave ou alors parfois nous avons les médicaments chez nous » ;
- un jeune sur cinq en raison de contraintes temporelles ou géographiques dissuasives à leurs yeux : « pas le temps d'y aller », attente trop longue chez le médecin ou pour prendre un rendez-vous, faible mobilité, etc. ;
- 15 % parce qu'ils n'ont pas confiance ou peur en la médecine : « phobie des médecins, hôpitaux, etc. » ;
- quasiment la même proportion à cause de problème financiers ou administratifs : « j'avais pas d'argent et pas de mutuelle » ;
- et enfin quelques uns parce qu'ils ont « la flemme » d'y aller ou préfèrent se débrouiller eux-mêmes.

Ce phénomène de renoncement aux soins est moins fréquent chez les jeunes hors Cucs. Ces derniers ne sont que 31 % à renoncer à se faire soigner⁴¹.

Des jeunes plus réservés quant à leur santé en Cucs

L'étude révèle un constat inquiétant concernant ces jeunes qui ne poussent pas les portes des lieux médicaux. Ils sont souvent réservés quant à leur état de santé. Plus d'un quart de ceux qui renoncent à se faire soigner ne s'affirment pas en bonne santé (ou ne savent pas)⁴².

Globalement, 8 % de l'ensemble des jeunes des Cucs ne s'estiment pas en bonne santé et 9 % ne savent pas. La part de ceux qui ne parviennent pas à s'exprimer sur leur état de santé interroge : comment comprendre l'absence de représentation sur sa santé ? La question les dérange-t-il ? Connaissent-ils un état de santé variable ? Ainsi, en tout 79 % des jeunes des Cucs s'estiment en bonne santé. Cette proportion monte à 91 % chez les jeunes vivant hors des quartiers prioritaires. Les jeunes des quartiers prioritaires interrogés semblent donc plus souvent pessimistes quant à leur état santé⁴³.

⁴⁰ DREES, 2003, « Les usagers des urgences. Premiers résultats d'une enquête nationale », *Études et Résultats*, n°212.

⁴¹ Dépendance significative entre le fait de renoncer à aller chez le médecin et le quartier d'implantation.

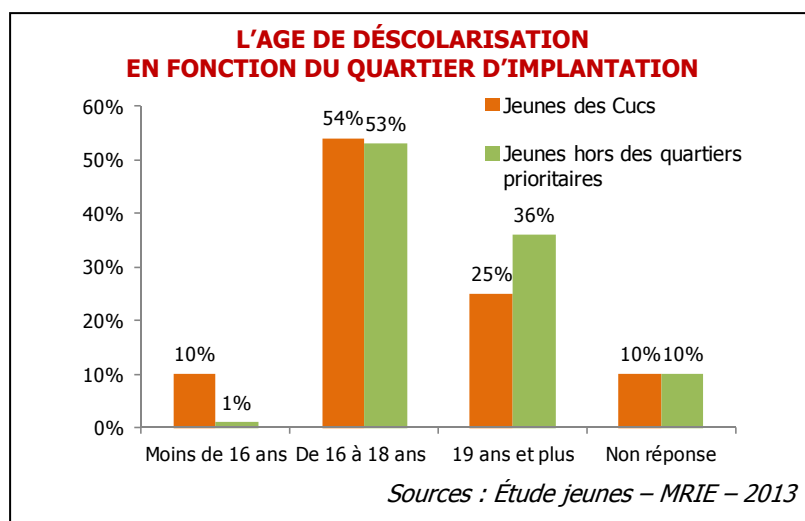
⁴² Dépendance très significative entre le fait de s'estimer en bonne santé et le fait de renoncer à se faire soigner.

⁴³ Dépendance significative entre le fait de s'estimer en bonne santé et le quartier d'implantation.

Un arrêt de l'école plus précoce en Cucs

Tous âges confondus, 38 % des jeunes sont encore scolarisés aujourd'hui. À l'inverse, 61 % ont quitté l'école. Parmi ces derniers, une forte moitié l'a fait entre 16 et 18 ans, et 10 % avant l'âge légal de 16 ans. L'âge de l'arrêt de l'école fait l'objet d'une distinction en fonction du lieu de vie du jeune. L'arrêt de l'école a lieu plus tard hors des quartiers prioritaires⁴⁴, comme le confirme le graphique ci-contre.

Mais que font ces jeunes qui ont arrêté l'école ? Si certains travaillent, ils ne sont pas la majorité. En effet, 73 % des jeunes sortis du système scolaire sont actuellement sans emploi. Ce constat renvoie fortement à la notion de latence exprimée à de nombreuses reprises par les professionnels rencontrés (cf. page 48). Le questionnaire nous permet d'appréhender cette période de latence. Il s'agit ici des jeunes qui ne sont ni à l'école ni en emploi. En Cucs, 45 % des jeunes sont supposés vivre cette période (cf. encart ci-dessous).



45 % DE JEUNES SUPPOSÉS EN PÉRIODE DE LATENCE

Sur les 239 jeunes vivant en Cucs, 107 ne sont ni à l'emploi ni à l'école. Ainsi, 45 % des jeunes des Cucs vivent une période qualifiée de « latence » par les professionnels que nous avons rencontrés. Sans qu'une différence significative puisse être établie, ils semblent un peu moins nombreux hors des Cucs, où 37 % des jeunes sont concernés par la latence.

Qu'est ce qui caractérise ces jeunes des quartiers prioritaires ? Sur le plan de la situation socio familiale, il existe une surreprésentation d'hommes⁴⁵ et une sous-représentation de mineurs⁴⁶. Sans surprise, près de la moitié disposent de revenus personnels inférieurs à 50 € par mois⁴⁷. Mais c'est également sur le plan des occupations et des ressentis que ces jeunes se différencient des autres. Ils renvoient une image moins dynamique de leur temps libre avec seulement un quart des jeunes qui pratiquent une activité encadrée (contre 45 % pour l'ensemble des jeunes des Cucs) et près d'un tiers qui disent souvent s'ennuyer. Ils expriment également plus fréquemment un mal être : 13 % se disent « mal » dans leur logement⁴⁸ (contre 8 %) et seulement 24 % sont satisfaits de leur orientation scolaire⁴⁹.

Leur projection dans l'avenir n'est pas affaiblie pour autant. Au contraire, les jeunes latents sont plus nombreux à envisager un projet pour l'année à venir, ce dernier est souvent celui de l'accès au marché du travail.

Des filières professionnelles privilégiées

Quel cursus scolaire ont suivi ou suivent les jeunes des Cucs ? Les filières professionnelles sont largement majoritaires avec, a minima, 46 % de jeunes en baccalauréat professionnel, BEP, CAP ou Mention Complémentaire⁵⁰ et 20 % de jeunes en lycée général ou technologique, en BTS DUT Diplôme d'État ou à l'université. À noter qu'il n'est pas possible de connaître la nature de la filière choisie pour un tiers des jeunes (notamment les collégiens). Les filières scolaires font encore l'objet d'une distinction selon le quartier d'implantation. Les jeunes des Cucs sont moins nombreux à fréquenter ou avoir fréquenté des filières générales ou technologiques⁵¹.

En écho aux enjeux de scolarisation, l'accès à une formation professionnelle peut être intéressant à évaluer. Qu'ils soient issus des quartiers prioritaires ou non, 22 % des jeunes ont réalisé une formation hors école. Les formations citées par les jeunes des Cucs renvoient à des domaines d'activité très divers. Deux types de réponses reviennent plus régulièrement, à savoir : les formations aux métiers de l'artisanat et du bâtiment et des reprises d'études en CAP, BEP ou apprentissage.

⁴⁴ Dépendance significative entre l'âge d'arrêt de l'école et le quartier d'implantation.

⁴⁵ Dépendance très significative entre la latence et le sexe.

⁴⁶ Dépendance très hautement significative entre la latence et l'âge.

⁴⁷ Dépendance significative entre la latence et les revenus.

⁴⁸ Dépendance très hautement significative entre la latence et le ressenti dans le logement.

⁴⁹ Dépendance très hautement significative entre la latence et la satisfaction sur l'orientation scolaire.

⁵⁰ La mention complémentaire est un diplôme national qui vise à donner une qualification spécialisée à des candidats déjà titulaires d'un premier diplôme de l'enseignement professionnel ou technologique.

⁵¹ Dépendance significative entre la classe fréquentée et le quartier d'implantation.

Des jeunes moins satisfaits de leur orientation scolaire et moins soutenus en Cucs

Ainsi les questions précédentes rendent compte de la faible durée de scolarisation des jeunes des Cucs. La faiblesse des acquis scolaires nous est apparue dans l'expression écrite et orale des jeunes rencontrés. Et si les jeunes semblent chercher une voie rapide vers l'emploi, ils ne sont pas toujours satisfaits de leurs bagages scolaires. Seuls 46 % d'entre eux déclarent l'être. Ainsi, plus de la moitié des jeunes se disent « insatisfaits » de leur orientation ou n'arrivent pas à formuler une opinion sur la question. À ce sujet, une différenciation entre hommes et femmes apparaît nettement. Les jeunes filles se disent plus souvent satisfaites de leur orientation scolaire, pour 62 % d'entre elles⁵². Le quartier d'implantation des jeunes joue également⁵³. Hors des Cucs, la part des jeunes satisfaits de leur orientation approche les deux tiers.

Dans ton orientation scolaire, par qui t'es tu senti / te sens tu soutenu ?

- Quelqu'un de ta famille : 82 %
- Quelqu'un de l'École : 31 %
- Un autre professionnel : 24 %
- Ami / Conjoint / Collègue : 15 %

Source : Étude jeunes – MRIE – 2013

Les jeunes satisfaits de leur orientation scolaire sont également plus souvent des jeunes soutenus par leur entourage quant aux choix scolaires qu'ils ont du faire⁵⁴. En tout, les deux tiers des jeunes interrogés dans les quartiers prioritaires ont répondu « oui » à la question « dans ton orientation scolaire est-ce que tu t'es senti / te sens soutenu ? ». Le soutien évoqué par ces derniers est généralement d'ordre familial. Il peut également être réalisé par des professionnels de l'école ou d'autres professionnels en lien avec le jeune (animateurs et éducateurs notamment). Ces derniers ont été plus fréquemment cités par les jeunes

des Cucs sans que puisse être établie une différence objective entre les deux populations. Mais qui sont ces jeunes soutenus ? Il s'agit fréquemment des plus jeunes, de ceux qui vivent encore aujourd'hui chez leurs parents et, plus encore, hors des quartiers prioritaires⁵⁵.

Un peu plus d'un tiers des jeunes pratiquent une activité encadrée

Nous avons interrogé le temps libre des jeunes à partir de deux questions : une portant sur le bénévolat, l'autre sur les activités encadrées. 1 jeune sur 10 occupe une activité bénévole. Parmi eux, un tiers l'est dans une association caritative, un tiers dans un mouvement d'éducation populaire⁵⁶ et les autres dans des associations culturelles. Une distinction en fonction du niveau de priorité du quartier (Zus ou non Zus) est identifiable sur cette question du bénévolat. Les jeunes issus d'un quartier Zus ont fait davantage référence à une activité bénévole, pour 15 % d'entre eux⁵⁷. Constat à nuancer compte tenu du fait que les jeunes des Zus ont plus fréquemment été interrogés par le biais d'un professionnel en relation directe avec lui sur le plan éducatif ou des loisirs.

Les jeunes des Cucs sont plus nombreux à être inscrits à une activité encadrée, et cette pratique semble être davantage à l'usage des plus jeunes⁵⁸. Toutes tranches d'âges confondues, plus d'un tiers des jeunes sont concernés. Les activités pratiquées sont majoritairement de nature sportive (pour 71 % des jeunes concernés) avec :

- en tête les sports collectifs : le football ou le futsal pour près d'un tiers des jeunes et d'autres sports collectifs pour un jeune sur dix,
- puis les sports individuels : les salles de sport pour 14 % (musculature, fitness et zumba fortement cités), les sports de combats pour 5 % et les autres sports individuels pour 12 %.

De plus, la prise en compte du sport non encadré, évoqué régulièrement par les jeunes au cours des entretiens (cf. page 58), renforce le constat d'une forte pratique sportive. En ce qui concerne les autres activités encadrées, la plupart sont culturelles. Rappelons que ces activités ne concernent qu'un peu plus d'un tiers des jeunes.



⁵² Dépendance très significative entre la satisfaction sur l'orientation scolaire le sexe.

⁵³ Dépendance très hautement significative entre la satisfaction sur l'orientation scolaire et le quartier de d'implantation.

⁵⁴ Dépendance très hautement significative entre la satisfaction sur l'orientation scolaire et le soutien dans l'orientation scolaire.

⁵⁵ Dépendances entre le soutien dans l'orientation scolaire et l'âge (significative), le fait de vivre avec ses parents (très significative) et le quartier d'implantation (très hautement significative).

⁵⁶ Associations proposant des activités socioculturelles dans une démarche participative.

⁵⁷ Dépendance significative entre le bénévolat et le niveau de priorité du quartier d'implantation.

⁵⁸ Dépendance très significative entre l'âge et les activités encadrées.

Une arrivée fragile dans la vie active pour un quart des jeunes

Un quart des jeunes interrogés travaille actuellement. Sur cette question du travail, aucune différence significative n'a pu être analysée entre les jeunes des Cucs et les jeunes vivant hors de ces quartiers. Nous nous attacherons donc à décrire la situation des jeunes à l'emploi vivant dans les quartiers prioritaires.

Parmi ceux qui travaillent actuellement, un tiers est encore scolarisé. Très peu de jeunes sont en CDI (17 %). Les autres jeunes à l'emploi ont signé des contrats de nature diverse et donc souvent moins stables, et 1 sur 10 dit occuper un emploi sans contrat. Quelle que soit la nature du contrat, 85 % des jeunes à l'emploi se sentent bien intégrés à l'entreprise. À noter que sur les 6 jeunes qui ne se sont pas dit bien intégrés dans l'entreprise, 5 ont des enfants : leur intégration dans l'entreprise soulève-t-elle des difficultés quant à la conciliation de leur vie familiale et professionnelle ? Le fait d'avoir des enfants jeunes ne serait-il pas un marqueur d'une précarité et d'une exclusion plus profondes ?

Les jeunes en emploi cumulent les caractéristiques d'un accès à l'autonomie plus engagé que leurs homologues sans emploi : vie hors du domicile parental, permis de conduire, véhicule, situation financière plus favorable et pas de recours à une aide sur le plan financier⁵⁹. Ils disposent plus souvent d'une complémentaire santé, en lien probable avec les opportunités proposées par l'employeur et prévues au contrat de travail⁶⁰. Toutefois, une analyse plus avancée des situations des jeunes à l'emploi révèle que la situation n'est pas forcément idéale pour tous : 29 % d'entre eux font encore appel à l'aide de proches ou d'institutions pour s'en sortir et la moitié disposent de moins de 500 € par mois.



Une majorité de jeunes ne travaillent pas mais ont déjà fait leurs premiers pas dans le monde du travail

Qu'en est-il de ceux qui ne travaillent pas actuellement ? Ces derniers représentent les trois quarts des jeunes interrogés en Cucs, donc une majorité d'entre eux. S'ils ne sont pas actifs actuellement, 62 % d'entre eux ont pourtant déjà occupé une place sur le marché de l'emploi. Ces premières expériences professionnelles ont globalement laissé une « bonne image » à ces jeunes. Seuls 21 % des jeunes ayant déjà travaillé par le présent disent conserver une image « moyenne » de leur expérience, et 8 % en gardent une « mauvaise » image.

Des dispositifs spécifiques d'accès à l'emploi des jeunes modérément connus

Le questionnaire interroge les jeunes sur leur connaissance de deux dispositifs d'accès à l'emploi spécifiques aux jeunes en insertion, à savoir : le service civique et l'emploi d'avenir. L'emploi d'avenir se révèle davantage connu : 63 % des jeunes interrogés affirment « savoir ce que c'est », contre seulement 41 % pour le service civique. Ce décalage entre les deux dispositifs peut, en partie, s'expliquer par une information récente et fortement communiquée par les médias et les acteurs en proximité avec les jeunes sur l'emploi d'avenir. Au moment de l'enquête, des postes étaient notamment à pourvoir sur les agglomérations étudiées sous ce format de contrat. Que ce soit pour le service civique ou l'emploi d'avenir, les plus âgés sont souvent les mieux informés sur le sujet⁶¹. D'autres différences intéressantes apparaissent uniquement pour le service civique. Ce dernier est mieux connu des jeunes à l'emploi⁶² et des jeunes vivant hors des Cucs⁶³ (52 % versus 41 %).

Un soutien fréquent mais qui bénéficie souvent aux mêmes

Qu'ils travaillent ou non actuellement, deux tiers se sont sentis soutenus dans leur vie professionnelle ou leur recherche d'emploi. Ce soutien est principalement familial pour deux tiers d'entre eux, mais provient également de

⁵⁹ Dépendances entre l'emploi et le fait de vivre avec ses parents (très significative), le permis de conduire, le véhicule, les revenus et les aides financières (très hautement significative).

⁶⁰ Dépendance significative entre l'emploi et la mutuelle.

⁶¹ Dépendance entre l'âge et le fait de connaître le service civique (très hautement significative) et l'emploi d'avenir (très significative).

⁶² Dépendance significative entre le fait de connaître le service civique et l'emploi.

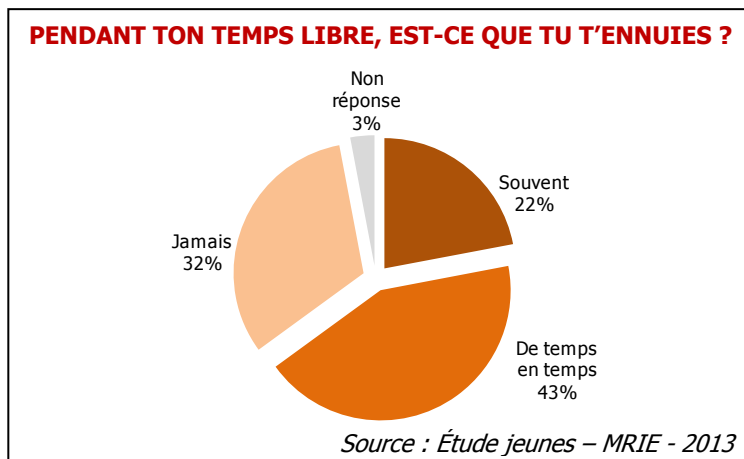
⁶³ Dépendance significative entre le fait de connaître le service civique et le quartier d'implantation.

professionnels, au sens large, pour 45 %. Lorsque les jeunes évoquent d'autres personnes, ce sont les amis et conjoints (« *petits amis* ») qui sont mentionnés.

Les informations relayées par les jeunes dans cette question du soutien dans la vie professionnelle font fortement écho à celles concernant le soutien dans l'orientation scolaire. Globalement, autant de jeunes se disent soutenus sur le plan scolaire que sur le plan professionnel. Les mêmes personnes sont mentionnées comme aidantes dans les deux questions avec les membres de la famille toujours en tête. Par ailleurs, ces deux types de soutien vont de pair puisque les jeunes soutenus dans l'un, le sont souvent dans l'autre⁶⁴. Qu'en est-il de la situation vécue par les 26 jeunes qui ne sont soutenus ni sur le plan scolaire ni le plan professionnel ?

Deux tiers des jeunes disent s'ennuyer pendant leur temps libre

Le questionnaire interroge les jeunes sur leur bien-être et leur ressenti à plusieurs reprises. La question de l'ennui est à ce sujet riche d'enseignement. Deux tiers des jeunes des Cucs déclarent s'ennuyer « *souvent* » ou « *de temps en temps* » pendant leurs temps libres. La comparaison de ces résultats avec ceux donnés par les jeunes vivant hors de ces quartiers n'a pas laissé apparaître de différences significatives. Par contre, le suivi d'une scolarité et, plus encore, la possession d'un véhicule⁶⁵ semblent favoriser l'occupation des jeunes⁶⁶. Les jeunes scolarisés et véhiculés, donc davantage mobiles, disent en effet moins souvent s'ennuyer.



Une situation et un ressenti qui vont de pair

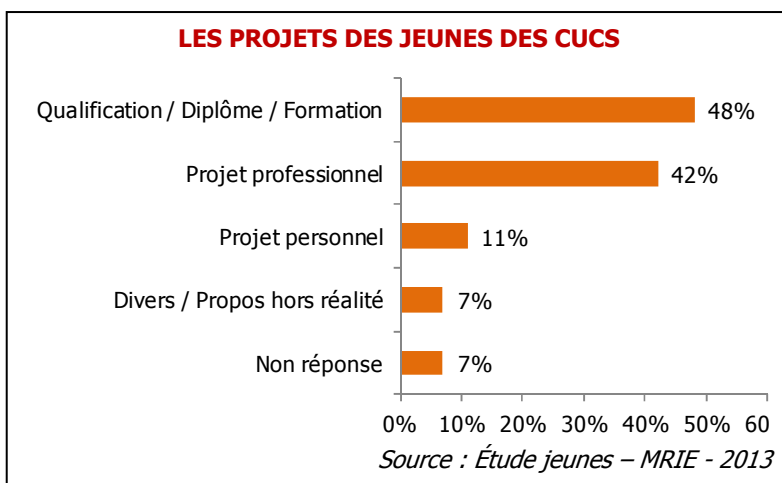
Ce sujet de l'ennui vient en écho à d'autres questions relatives au bien-être et au ressenti des jeunes, déjà présentées précédemment : comment les jeunes se sentent dans leur logement et leur quartier, est-ce qu'ils s'estiment en bonne santé, ou encore est-ce qu'ils sont satisfaits de leur orientation scolaire ? Le croisement de ces différentes questions rend compte de deux groupes distincts au sein même des jeunes des quartiers prioritaires :

- ceux qui ne s'ennuient pas, se disent satisfaits de leur orientation, bien dans leur logement et leur quartier et qui renvoient donc au sentiment de bien-être ;
- ceux qui, au contraire, s'ennuient souvent, ne sont ni satisfaits de leur orientation, de leur logement et de leur quartier et qui renvoient donc davantage un sentiment de mal-être.

Cette opposition forte entre ces deux groupes est également visible dans l'analyse factorielle que nous présentons par la suite. L'analyse rend compte que ces sentiments de bien-être / mal-être sont fortement liés à la situation actuelle du jeune (cf. page 29). En somme, la qualité de la situation et le ressenti des jeunes vont de pair.

Des projets principalement à visée professionnelle

Le rapport à l'avenir a été interrogé par la notion de projet à court terme : « *est-ce que tu as des projets pour cette année (professionnels ou personnels) ?* ». Six jeunes sur dix ont formulé un projet pour l'année à venir. La proportion de jeunes se projetant dans l'avenir est plus importante pour la tranche d'âge intermédiaire des 18-21 ans⁶⁷, elle est identique quel que soit le quartier de vie.



⁶⁴ Dépendance très significative entre le soutien dans la vie professionnelle et le soutien dans l'orientation scolaire.

⁶⁵ Dépendance très significative entre le véhicule et l'ennui.

⁶⁶ Dépendance significative entre la scolarisation et l'ennui.

⁶⁷ Dépendance significative entre l'âge et le fait d'avoir un projet pour l'année à venir.

Les projets cités sont variés mais très souvent en lien avec l'insertion professionnelle. Près de la moitié des projets ont une visée qualifiante, ainsi les jeunes évoquent des projets de qualification où la finalisation est fortement verbalisée : « *faire une formation* », « *réussir le bac* » ou « *passer le permis* ». Si ces qualifications sont importantes aux yeux des jeunes, c'est surtout parce qu'elles mènent à un métier (souvent évoqué seul). L'objectif est donc souvent de « *trouver une formation d'un travail* », comme l'exprime l'un des jeunes.

Ensuite, c'est effectivement l'accès à l'emploi qui est fortement exprimé : 42 % des jeunes citent un projet professionnel plus ou moins ciblé. « *Trouver du travail / un emploi* » : ce sont les mots que les jeunes citent le plus souvent, illustration d'une envie non assouvie d'entrer dans la vie active. Pour certains, un seul mot vient exprimer leur envie d'avoir un emploi : « *travailler* ». L'accès à l'emploi quel qu'il soit est donc privilégié.

Enfin, un jeune sur dix évoque des projets personnels. Ces derniers prennent des formes diverses comme l'envie de fonder une famille, d'obtenir un logement ou de partir en vacances. Certains jeunes nous confient leur vision de l'avenir idéal : « *achat d'un véhicule, prendre un appartement, mariage et surtout trouver du travail sinon y'a rien* ».

Que ce soit dans le domaine professionnel ou personnel, les ambitions exprimées restent toujours accessibles et conformes à une réalité qui est la leur. Ce constat fait écho à une des conclusions que nous avons pu faire lors de l'étude inter régionale sur la pauvreté des enfants : « *la panne de l'ascenseur social semble suffisamment intégré dans les milieux modestes pour que l'avancée en âge s'accompagne d'un rétrécissement des perspectives envisagées par les enfants* »⁶⁸. Ainsi, les rêves d'enfants d'hier se transforment aujourd'hui en ambition de vie simple mais réussie.

B. ANALYSE APPROFONDIE DES RESULTATS

Afin de réaliser l'analyse simultanée des résultats, nous allons recourir à une méthode statistique d'analyse de données multidimensionnelle : l'analyse factorielle en correspondance multiple (AFCM)⁶⁹. Cette méthode permet de dégager les grandes tendances des résultats du questionnaire. Il s'agira ici plus précisément d'étudier la situation objective et le ressenti des jeunes des Cucs sur les dimensions pointées dans le questionnaire, à savoir les dimensions : socio-familiale, financière, scolaire, professionnelle, occupationnelle et celles liée à la santé. L'enjeu étant ici de croiser ces différentes dimensions entre elles, afin de mettre en perspective des situations types. L'implantation de vie (en particulier le type de quartier Cucs) et le degré d'autonomie⁷⁰ pourront venir éclairer les constats établis.

CHOIX METHODOLOGIQUES PROPRES À L'ANALYSE

Pour réaliser cette méthode, nous avons retravaillé les résultats du questionnaire. Pour ce faire, certaines questions ont été simplifiées, notamment par des regroupements de réponses à des questions. D'autres ont été écartées, en particulier celles concernant trop peu d'individus, celles portant peu d'intérêt dans une vision globale et celles dont une grande partie de l'information était déjà présente dans une autre question. Le choix des variables utilisées dans l'analyse, le recodage dont elles ont pu faire l'objet et les différentes précisions méthodologiques propres à l'analyse factorielle sont décrites en annexe 2. En tout, 25 variables⁷¹ ont été utilisées dans l'AFCM.

Dans l'analyse, les variables peuvent adopter deux statuts : soit elles sont « actives », c'est-à-dire qu'elles participent à la construction de l'analyse (donc des axes factoriels), soit elles sont « illustratives », c'est-à-dire qu'elles ne participent pas à la construction de l'analyse mais y sont positionnées, *a posteriori*. Pour répondre aux objectifs attendus, les 3 variables illustratives prises en compte sont celles renvoyant à l'implantation géographique du jeune (Roanne / Romans-Bourg et en quartier Cucs non Zus / en quartier Zus) et celle renvoyant au degré d'autonomie du jeune (calculée a posteriori et décrite dans l'encart en page suivante). Les 22 autres variables sont actives dans l'AFCM.

L'analyse se base sur 238 jeunes répondants au questionnaire, soit l'ensemble des jeunes interrogés dans des quartiers Cucs à l'exception d'un qui n'avait pas renseigné suffisamment le questionnaire pour qu'il soit intégré à cette analyse.

⁶⁸ Dros, Mipes, MRIE, 2011, « Vivre la pauvreté quand on est un enfant : photographie de la pauvreté infantile en régions Ile-de-France, Provence-Alpes-Côte d'Azur et Rhône-Alpes », page 26.

⁶⁹ L'analyse factorielle traite, en même temps, un ensemble de variables du questionnaire, ce qui permet leur confrontation simultanée. Elle permet une vue d'ensemble des oppositions entre les variables et les individus étudiés. Ici, nous avons choisi d'utiliser l'analyse factorielle des correspondances multiples (AFCM) car nos variables sont qualitatives.

⁷⁰ Pour mémoire, le degré d'autonomie a été déterminé à partir de la situation scolaire / professionnelle (encore scolarisé, sans emploi, avec emploi) et de la situation dans le logement (vit avec ou sans ses parents). Voir les explications page 31.

⁷¹ À une question peut correspondre 0, 1 ou 2 variables et une variable peut faire référence à plusieurs questions.

Résultats de l'analyse

Nous avons choisi d'analyser les trois premiers axes factoriels⁷² qui expliquent plus de 23 % de l'information totale apportée par l'ensemble des résultats étudiés. Sur ces 3 axes, les caractéristiques des jeunes les plus discriminantes concernent :

- sa situation financière : le montant mensuel de ses revenus et le soutien éventuel dont il bénéficie ;
- son parcours scolaire et professionnel ;
- son âge ;
- l'ennui qu'il peut ressentir aujourd'hui sur ses temps libres ;
- sa projection dans l'avenir.

Il ressort également que le sexe, caractéristique supposée discriminante, est peu pertinente dans cette analyse. Par ailleurs, les éléments propres à la santé apparaissent peu : seule une question parmi les 4 intégrées à l'AFCM transparaît dans les conclusions.

Voici ce qui ressort de l'analyse des trois premiers axes :

1. Tout d'abord, l'analyse fait largement écho à **l'autonomie telle qu'elle est définie dans cet article**. S'opposent d'une part les jeunes de moins de 18 ans, encore scolarisés n'ayant jamais travaillé et vivant sous le toit de leurs parents ; d'autre part, les jeunes de plus de 21 ans, ayant le permis de conduire et ne vivant plus chez leurs parents aujourd'hui. Ces derniers travaillent, leurs revenus se situent dans la fourchette la plus haute proposée par le questionnaire et ils ne sollicitent et ne bénéficient d'aucun soutien financier. Se retrouvent également dans cette situation les jeunes parents.

La notion d'autonomie travaillée dans cette enquête à partir de l'approche définie ci-après est apparue nettement sur cet axe opposant les élèves et étudiants aux jeunes partiellement autonomes ou autonomes. Nous avons souhaité approfondir cette notion d'autonomie à travers une comparaison des jeunes selon leur quartier d'origine, et cerner plus précisément la situation des jeunes autonomes versus non autonomes. Cette analyse fait l'objet d'un encadré spécifique en page suivante. Retenons que les jeunes des Cucs sont moins nombreux que ceux vivant hors Cucs à avoir acquis l'autonomie : ils sont respectivement 7 % contre 13 % à l'être selon cette définition.

APPROCHE PROPOSÉE QUANT AU NIVEAU D'AUTONOMIE DES JEUNES INTERROGÉS

Les autonomes : les jeunes qui ont un emploi et qui ne vivent plus chez leurs parents.

Les partiellement autonomes : les jeunes qui ont soit un emploi soit ne vivent plus chez leurs parents.

Les non autonomes : les jeunes qui n'ont pas d'emploi et qui vivent chez leurs parents.

Les élèves ou étudiants : les jeunes qui déclarent être encore scolarisés ou en formation. Ils sont alors exclus des autres groupes même s'ils ont un emploi ou s'ils ne vivent plus chez leurs parents.

Source : définition basée sur l'approche proposée par plateforme de l'observation sociale dans : Maury S., 2013, « L'accès à l'autonomie des jeunes rhônalpins », *Portrait social*, POSRA, pp. 8-10.

2. Ensuite, l'analyse renvoie au **ressenti des jeunes**. Apparaissent, d'un côté, des jeunes qui déclarent souvent s'ennuyer, ne se sentent pas bien dans leur quartier et sont peu soutenus par leur famille. Ces derniers ne s'estiment pas en bonne santé. Par ailleurs, ils renvoient une situation actuelle défavorable avec : des revenus personnels inférieurs à 50 € par mois et une déscolarisation précoce même si certains ont déjà effectué une formation. De l'autre côté, sont présents des jeunes qui rendent compte d'une réussite professionnelle et personnelle avec : une situation financière privilégiée, un parcours scolaire assumé et prolongé, un permis de conduire et un emploi en cours. Ces jeunes affirment qu'ils ne s'ennuient jamais et se sentent bien dans leur quartier.
3. Enfin, l'analyse pointe **le rapport à l'avenir des jeunes**. Est concernée la question des projets du jeune pour cette année. S'opposent alors les jeunes qui n'ont à ce jour pas de projet et semblent avoir moins renseigné le questionnaire, et ceux qui verbalisent un projet qu'il soit de nature professionnelle ou personnelle. Ces derniers occupent une situation intermédiaire sur le plan financier et professionnel (ne travaillent pas actuellement mais ont déjà travaillé) et y sont accompagnés par des personnes extérieures à leur famille, notamment des professionnels. Ils renvoient l'image de jeunes soutenus, tournés vers l'avenir, et de ce fait, prédisposés à trouver leur voie.

⁷² Chaque axe factoriel contient une partie de l'information totale contenu dans le tableau de données initiale (ici les résultats du questionnaire). L'information est distribuée en priorité au premier axe, puis au second et en dernier lieu, au dernier axe factoriel. L'intérêt de l'utilisation d'une méthode d'analyse factorielle revient donc à se concentrer sur l'analyse des premiers axes (ici les 3 premiers) puisque ce sont ceux qui reprennent la plus grande partie de l'information totale ; ils permettent ainsi de la synthétiser.

QUELLE AUTONOMIE POUR LES JEUNES DES QUARTIERS PRIORITAIRES ?

Dans son article sur « l'accès à l'autonomie des jeunes rhônalpins »⁷³, la plateforme de l'observation sociale en Rhône-Alpes analyse le degré d'autonomie des jeunes rhônalpins de 16 à 24 ans. L'autonomie est alors définie en fonction de deux critères : l'accès à un logement autonome et l'accès à un emploi. Ainsi les jeunes sont divisés en 4 groupes : les « autonomes », les « partiellement autonomes », les « non autonomes » et les « élèves ou étudiants », une même personne ne pouvant appartenir à deux groupes à la fois.

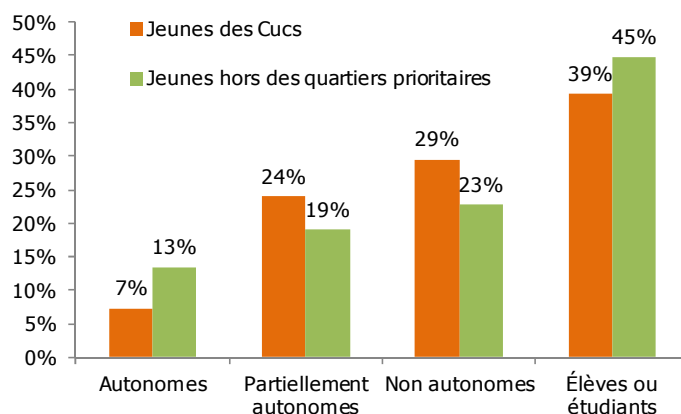
Les informations recueillies dans le questionnaire nous permettent d'appréhender l'autonomie des jeunes sous l'angle défini par la plateforme de l'observation sociale pour la quasi-totalité des jeunes (98 % des jeunes ont répondu aux questions sur l'emploi et le logement).

Des jeunes moins souvent autonomes ou élèves / étudiants en quartier prioritaire

Seuls 7 % des jeunes des Cucs peuvent être qualifiés d'autonomes selon cette approche, soit une proportion moindre à celle enregistrée hors Cucs (13 %). La part de jeunes autonomes calculée par la plate-forme de l'observation sociale sur l'ensemble des jeunes rhônalpins de 16 à 24 ans atteint également 13 %. Mais, s'ils semblent moins souvent autonomes que leurs homologues hors Cucs, les jeunes des quartiers prioritaires sont encore moins souvent scolarisés : 39 % d'entre eux le sont, contre 45 % des jeunes hors Cucs et 62 % de l'ensemble des jeunes rhônalpins. Rappelons, par ailleurs, que notre échantillon de jeunes interrogés surreprésente les classes d'âges inférieures, donc a priori les jeunes encore scolarisés. Cette comparaison met en lumière deux constats. D'une part, elle révèle que les jeunes interrogés dans les quartiers Cucs peinent à poursuivre leur scolarité. D'autre part, elle renforce le constat que la population étudiée dans cette enquête renvoie à une jeunesse en difficultés d'insertion, qu'il s'agisse des jeunes issus des quartiers prioritaires ou non.

NIVEAU D'AUTONOMIE SELON LA PROVENANCE DES JEUNES

(Calculé sur 234 jeunes des Cucs et 163 jeunes hors Cucs)



Source : Étude jeunes – MRIE - 2013

Ainsi, les jeunes des quartiers prioritaires semblent davantage que les autres peiner à trouver leur voie d'autonomie. La part de jeunes en autonomie partielle, et plus encore en non autonomie est, en effet, supérieure à celle enregistrée hors Cucs.

Une autonomie croissante avec l'âge mais qui reste souvent partielle dans les Cucs

Du fait d'une scolarité plus courte, les jeunes des Cucs sont plus rapidement analysés sous l'angle de l'autonomie. En toute logique, l'accès à l'autonomie est alors fortement fonction de l'âge⁷⁴ : la part des jeunes autonomes est nulle chez les mineurs et passe de 5 % chez les 18-21 ans à 20 % chez les 22 ans et plus. Mais si l'augmentation de l'âge favorise l'accès à l'autonomie, celle-ci reste souvent partielle pour les jeunes des Cucs. En effet, pour près des deux tiers des jeunes de 22 ans et plus qui accèdent à une forme d'autonomie, seul un sur trois est complètement autonome.

Quelles situations pour les jeunes autonomes et non autonomes ?

Qu'en est-il pour ces jeunes dits « autonomes » ? Ils ne sont que 17 dans les Cucs, difficile donc de proposer une analyse détaillée de leur situation. La lecture des 17 questionnaires concernés rend toutefois compte de quelques caractéristiques plus présentes chez ces jeunes. Retenons que : 11 jeunes autonomes sur 17 sont âgés de 22 ans ou plus, 10 disposent de revenus mensuels supérieurs à 500 €, 9 ont le permis et 4 des enfants. Comment ces jeunes ont-ils acquis cette autonomie ? Il est difficile de l'expliquer d'autant que les questionnaires ne permettent pas de préciser le niveau de qualification acquis par ces jeunes, et que la lecture des 17 questionnaires rend compte d'un soutien dans l'orientation scolaire moins prononcé.

A l'inverse, les jeunes non autonomes représentent un groupe beaucoup plus conséquent. Ces 69 personnes, pour trois quarts des hommes, renvoient à des situations plus fragiles sur le plan financier avec seuls 12 % de jeunes qui disposent de plus de 500 € par mois. Par ailleurs, comme le souligne déjà le deuxième point de l'analyse factorielle, ces jeunes renvoient davantage un sentiment de mal être : un tiers d'entre eux affirment souvent s'ennuyer pendant leur temps libre (contre 18 % pour les autres). Le manque d'autonomie est donc souvent synonyme de fragilité tant sur le plan matériel que psychologique.

⁷³ Plateforme de l'observation sociale, Portrait social 2012, « L'accès à l'autonomie des jeunes rhônalpins ». Disponible sur : <http://www.rhone-alpes.drjscs.gouv.fr/Portrait-social-2012-l-acces-a-l.html>

⁷⁴ Dépendance très hautement significative entre l'autonomie et l'âge.

*« Je voulais étudier à la Sorbonne,
faire un genre de BTS en langue »*

Lalia, 19 ans, titulaire d'un Bac pro, en CDI (2h/semaine)

IV. RÉSULTATS DES ENTRETIENS ET DES OBSERVATIONS : QUELS REGARDS LES JEUNES PORTENT-ILS SUR LES SITUATION ?

Résider en quartier politique de la Ville : un regard critique malgré l'attachement

Nous avons circulé dans les lieux de vie des jeunes et échangé avec eux sur le rapport qu'ils entretiennent avec leur quartier. Certains y sont nés (la plupart d'entre eux) et d'autres y ont emménagé et ont connu d'autres endroits. Le rapport des jeunes à leur quartier est fonction de plusieurs facteurs. La majeure partie de ceux que nous avons rencontrés n'ont connu que cet espace : ils sont natifs de la ville et s'ils ont connu des mobilités résidentielles, c'était le plus souvent à l'intérieur même de leur quartier. D'autres y ont emménagé plus récemment et ont découvert des cultures particulières. Quelles que soient les situations, une partie des entretiens s'est déroulée à l'intérieur de leur quartier, que ces jeunes investissent et semblent apprécier :

« Je prends un café dehors, on discute avec des gens que je connais, ça reste bien comme quartier, c'est chez moi. »

Aziz, 20 ans, titulaire d'un CAP ; sans emploi, sans formation

L'attachement d'Aziz est fort, pour autant, il a déjà habité à l'étranger (Proche Orient) pendant 5 ans. Son retour a conforté son sentiment et il le partage avec la plupart de ses proches. Certains font même marquer des maillots de sport au nom ou aux initiales de leur quartier, un phénomène que nous avons uniquement observé dans les ZUS. Ils sont une partie constituante de l'identité de cette jeunesse. La plupart des graffitis reprennent d'ailleurs le nom du quartier, du bâtiment, etc. Notons que les ZUS des territoires que nous avons investigués sont les quartiers les plus emblématiques des villes dans lesquelles ils sont situés, ceux qui concentrent le plus d'attention de la part du monde associatif et des institutions⁷⁵. Malgré cela, une partie des jeunes résidant dans ces espaces porte un regard négatif, même s'ils y sont habitués et attachés :



« Le quartier ? Je le trouve vide, vide d'habitants, vide de monde, y'a rien ici. Les gens ne sont plus dehors, les gens veulent plus sortir je crois que le quartier est un peu mort [...] mais c'est là que je vis ! »

Redha, 17 ans, scolarisé, parents allocataires du RSA

Il ressort une sorte de fatalité des propos de Redha, voire une résignation sur l'inactivité qu'il constate sur son quartier. Nous l'avons croisé avec cinq de ses amis, un après-midi de semaine pendant les vacances scolaires (il est scolarisé, à l'inverse de ses collègues), ils étaient installés autour d'une voiture, au cœur de leur cité, sans occupation particulière. Ils semblaient tous attachés au quartier qui les a vus grandir, sans pour autant se satisfaire pleinement de leur existence ici. Ainsi, Redha résume bien le paradoxe de cet attachement : un quartier « vide » mais dans lequel il « vit ». Cette ambigüité vis-à-vis du quartier se retrouve également dans les attitudes et les usages qu'en font les jeunes.

⁷⁵ Avenel C., 2013, « La Politique de la Ville en quête de réforme », disponible sur www.laviedesidees.fr, consulté le 10-05-2013.

Certains comportements laissent des traces plus ou moins durables de leurs présences (allant du crachat au graffiti et passant du feu de poubelle à la vitre brisée), des comportements qui concernent uniquement les espaces collectifs. Ce paradoxe, d'apprécier un lieu et de le dégrader, est peut-être l'expression d'une jeunesse qui ne se sent pas/plus concernée par la qualité des bâtis dans lesquels elle ne réside jamais, ou presque, par choix⁷⁶. Ce que Redha cherche à exprimer : « **mais** c'est là que je vis ». Cependant, l'appréciation portée sur les lieux de vie n'est pas homogène, à l'image des jeunes qui la traversent. Certains ont choisi d'y emménager, comme Pierre, qui est issu du milieu rural et qui vit depuis quelques années dans un Cucs :

« Le matin, j'me lève et je fais un tour, le centre ville est sympa, je promène. Je m'y sens bien. »

Pierre, 21 ans, titulaire du Brevet, sans emploi, sans formation

Ici, l'installation est voulue, désirée : Pierre a pris la décision de venir vivre dans ce territoire et il en est satisfait. Il semblerait pourtant que l'intégration dans les ZUS ne soit pas toujours évidente. Pour ceux qui emménagent, il est possible de percevoir des effets de lieux⁷⁷, c'est-à-dire des caractéristiques sociales présentes, entre-aperçues et qui ont des conséquences sur la perception que le jeune se fait du quartier. Ici se confondent représentations et réalités, mais ces effets de lieux produisent cependant des réalités. L'exemple de Pwat nous permet d'appréhender la culture de certains quartiers et des représentations qui en sont faites. Avec ses petits frères et petits sœurs, ils quittent Mayotte pour s'installer en métropole. Leur parcours résidentiel a commencé dans une ZUS. Il a rapidement décidé de la quitter pour vivre dans un territoire Cucs, par crainte que ses petits frères et petites sœurs ne se rapprochent de certains jeunes qui y vivent et qui sont issus d'une *culture quartier* qui lui est étrangère (lui et ses frères et sœurs arrivent de Mayotte, il s'agit de leur 1^{ère} résidence en métropole). C'est une stratégie de mise à distance d'une culture qui ne correspondait pas aux attentes de Pwat :

« Dans le 1^{er} quartier [ZUS] je me sentais moyen et je me suis un peu éloigné des autres en fait, des autres quartiers chauds. J'ai commencé à voir comment c'était, du genre les banlieues tout ça. [...]. Je préfère m'isoler avec mes frères et sœurs dans un quartier tranquille [Cucs] pour qu'on puisse bien avancer. Pour prendre l'avenir à l'avance plutôt que s'amuser. »

Pwat, 23 ans, sans diplôme, sans emploi

N'ayant pas grandi dans cet environnement particulier, ne connaissant pas les codes, les valeurs et les normes de ces espaces, il portera un regard très normatif sur des pratiques dans lesquelles il ne se retrouve pas. Il préfère ainsi « *prendre l'avenir à l'avance* » et ne pas intégrer le corps social de cette ZUS dont il imagine qu'elle est chaotique et qu'elle aura des conséquences négatives sur le développement (social) de sa famille⁷⁸. Pwat nous parlera de voitures brûlées, de voyous, de drogue, non pas qu'il ait vu cela, mais plutôt qu'il n'avait pas envie de le voir. Depuis son déménagement, il est satisfait de son lieu de vie. Il a intégré un quartier sans réputation particulière, qui ne connaît pas d'effets de lieu. D'autres, pleinement intégrés à cette culture et conscients de l'image particulière des endroits dans lesquels ils résident ne craignent pas ces réputations et maîtrisent suffisamment les codes sociaux pour neutraliser pour partie les représentations négatives :

« Mon quartier, je m'y sens bien, j'ai pas de problèmes, c'est la vie de quartier, c'est comme à la campagne, chacun fait sa p'tite vie, c'est tout. »

Samir, 19 ans, sans diplôme, sans emploi, sans formation

Samir sait l'image du quartier dans lequel il vit mais cela ne le dérange pas. Il y a grandi et en connaît les particularités et ne perçoit pas de la même façon les effets de lieu exprimés par Pwat. Ainsi, les quartiers politiques de la Ville sont l'objet de sentiments ambivalents : parfois appréciés, parfois détestés voire fuis, ces quartiers et leur réputation ne laissent pas les jeunes indifférents.



⁷⁶ Lepoutre D., 1997, « Cœur de banlieue. Codes, rites et langages », Éditions Odile Jacob, pp. 33-63.

⁷⁷ Bourdieu P., 1996, « Effets de lieux ». In *La misère du monde*, Seuil, pp. 159-168.

⁷⁸ Beaud S. et Pialoux M., 2005, « La "racaille" et les "vrais jeunes". Critique d'une vision binaire du monde des cités », disponible sur www.liens-socio.org, consulté le 17-01-2013.

Une identité, des cultures : s'adapter pour se construire socialement

Au cours de notre étude, les professionnels ont évoqué l'existence de plusieurs cultures dans lesquelles le jeune devait naviguer. Il existe des cultures dont certaines sont fortement normées. Elles régissent notamment l'espace public et son utilisation :

« Le quartier a ses codes, il faut rentrer dans les codes, sinon t'es pointé du doigt. Surtout pour les filles, à la maison, dehors, il faut tout cacher. »

Animateur d'une association de quartier située en ZUS

Les règles informelles, les « codes » auxquels se réfèrent les animateurs que nous avons rencontrés semblent appartenir à deux cultures qui cohabitent dans un même lieu. L'une est connectée à la famille et à ses valeurs, l'autre à la rue, au quartier mais également à la jeunesse. Cette double culture est perçue par les professionnels comme étant source de contradictions fortes :

« Les gamins ici, je les appelle les schizophrènes ! Ils sont issus de deux cultures. Ils vivent deux vies : chez lui et dehors. La jeune, elle rentre à la maison et elle vit pas la même vie qu'elle a dehors. Des gamins dedans bien éduqués et qui sont parfois dehors d'autres personnes. »

Animateur d'une association de quartier située en ZUS



Ce mouvement quotidien entre le dedans et le dehors, entre le privé et le semi-public semble caractéristique des quartiers dans lesquels nous avons conduit des observations. De plus, au-delà de cette double culture, le jeune doit parfois faire coexister sa culture familiale, la culture de son quartier et la culture portée par le système scolaire, qui n'est pas nécessairement en phase avec celle de la famille et encore moins avec celle de la rue. Cette complexité explique peut-être l'existence de plusieurs jeunesse⁷⁹ ?

Certaines familles semblent être très marquées par une culture populaire particulière⁸⁰. Nous avons eu l'exemple de trois jeunes, décrocheurs scolaires, sans emploi et très distants des institutions. Ces trois garçons ont grandi dans un quartier paupérisé. Leurs parents sont eux-mêmes en situation de précarité (chômeurs de longue durée) avec pour certains, des problèmes en lien avec leur consommation d'alcool. Ils vivent dans des familles qui ne votent plus, qui ont peu d'activités sociales et culturelles. Des familles qui « ne croient plus en rien » comme nous le rapporte une animatrice d'un centre social qui les connaît bien. Ces adultes sont pessimistes quant à l'avenir et ne semblent pas en mesure de se projeter dans le temps. Les liens familiaux sont très forts, les interrelations quotidiennes, mais la famille vit dans une culture qui se construit dans le conflit

vis-à-vis des institutions. Les parents accusaient l'École, lui faisant par exemple porter la responsabilité de l'échec scolaire. Ce schéma de protection-accusation s'est reproduit ensuite avec la Mission Locale et le Pôle Emploi. Existe-t-il une « culture du pauvre⁸¹ » dans ces quartiers et qui éloigne certains individus des dispositifs d'insertion classique⁸² ?

Les rapports homme/femme : les cultures populaires locales et l'espace public

Nos observations de terrain, nos échanges avec les professionnels et les entretiens que nous avons eus nous ont permis de constater une distinction genrée qui cadre l'utilisation de l'espace résidentiel et les rapports sociaux. Ainsi, les espaces communs, les halls, les places et même les rares cafés sont presque uniquement fréquentés par des hommes, dont les 16-25 ans font partie. Ces lieux publics qui appartiennent aux territoires politiques de la Ville (phénomène plus marqué en Zus) sont traversés par les filles mais occupés et socialement attribués aux garçons. Dans nos échanges avec des éducateurs, médiateurs et d'autres professionnels de terrain, à aucun moment la présence des filles dans les halls, sur la place ou dans les cafés du quartier n'a été évoquée. Si les enfants (filles et garçons) peuvent tous utiliser le quartier, les adolescentes ne le font pas par crainte des ragots. Ces rumeurs sont

⁷⁹ Dubet F., 1996, « Des jeunesse et des sociologies. Le cas Français », Sociologie et sociétés, vol. 28, n°1, p. 23-35.

⁸⁰ Grignon C. et Passeron J.C., 1985, « À propos des cultures populaires », Cahiers du CERCOR, n°1.

⁸¹ Hoggart R., 1970, « La Culture du pauvre. Étude sur le style de vie des classes populaires en Angleterre », Éditions de Minuit.

⁸² Guillaume J.F., 2000, « Des jeunes et des institutions », Lien social et Politiques, n°43, p. 113-120.

un instrument normatif, force de pression sociale agissante. De fait, nous ne verrons aucune fille dans les locaux mis à disposition des jeunes le soir et leur absence demeure une évidence. Nous avons voulu discuter cette absence avec un groupe de jeunes hommes installés sur des marches en bas d'un immeuble :

« Elles sortent pas, elles ont rien à faire dehors, c'est pas fait pour les filles »

Hamid, 21 ans, sans emploi, sans formation

Le simple fait d'évoquer leur absence avait quelque chose d'absurde aux yeux de ces jeunes hommes. Même les locaux commerciaux installés dans les Zus (bar et snack par exemple) sont surtout utilisés par les hommes. Elles sont principalement visibles lors de leurs déplacements, pour rejoindre le centre-ville ou se rendre chez quelqu'un. Les quartiers situés en Zus semblent imposer des rapports sociaux de sexe territorialisés. La place des femmes et des jeunes filles dans l'espace public semble être liée à l'agencement des cultures populaires et de la culture maghrébino-musulmane. Les filles entretiennent de fait une relation particulière avec le quartier :

« Elles ont pas la place dans l'espace public. Y'a pas de place pour elles. C'est un quartier qui porte des vieux principes. »

Animateur d'une association de quartier située en Zus

Les « vieux principes » évoqués par cet animateur empêchent donc les jeunes filles d'exister sur la place publique. Cependant, les professionnels parlent de quelques filles capables de s'approprier l'espace public, généralement pour « faire problème » mais sur une tranche d'âge limitée :

« Les filles, c'est des bandes comme les mecs parfois, les collégiennes. Mais elles sont pas dans la délinquance, elles fument pas [de cannabis] par exemple. Dans leurs façons, elles font comme les gars mais on n'a pas de gros problème avec celles de 16 ans. Elles se calment en fin de 3^{ème}. »

Animateur d'une association de quartier située en Zus

La plus importante réussite scolaire et l'existence de modèles positifs (résultats de parcours scolaires) font que la période de déviance est moins évidente pour les filles. Pour autant, elles peuvent calquer leurs comportements sur celui des garçons, et prendre place dans le quartier, mais d'une façon négative. Ce phénomène que nous n'avons pas observé pendant l'étude est décrit comme éphémère. Si certains comportements sont provocants et parfois durs, ils sont généralement manquements aux règles informelles qui régissent le vivre ensemble du quartier. Pour ces filles, le contrôle social est peut-être plus agissant parce qu'elles entretiennent très souvent des relations de forte proximité avec leurs mères et que les associations savent les travailler :

« On a de bonnes relations avec les mamans, qui viennent à l'association prendre le café, on parle, on échange et les choses se savent. Ça aide pas mal. »

Coordinateur d'une association de quartier située en Zus

Le fait d'avoir des liens avec les mères est important pour pouvoir travailler au mieux avec les jeunes filles. Malheureusement cela ne fonctionne pas avec les garçons. Il reste que la relation avec les parents est efficace pour travailler l'insertion des jeunes. Pour les familles originaires du Maghreb, la culture d'origine⁸³ est parfois fortement implantée dans les comportements et dans les relations homme/femme. Les éducateurs en contact avec des jeunes filles affirment également qu'elles ne fréquentent pas l'espace public résidentiel. Elles passent par le quartier pour se rendre d'un point à un autre, mais ces déplacements doivent être effectués rapidement :

« Les filles qui sortent pas trop, elles vont juste les unes chez les autres, elles ne traînent pas comme les garçons. »

Éducateur de Prévention Spécialisée qui travaille en Zus

Il semblerait que les hommes (père et frère) soient responsables des comportements publics des femmes de leurs familles, notamment si ces dernières ne sont pas fiancées ou mariées. Certaines d'entre elles développent donc des façons de faire pour éviter des jugements négatifs, la plus couramment usitée étant d'avoir une activité sociale hors du quartier :

« Les filles peuvent pas sortir, il y a une forte pression de la part des frères, des parents, du quartier en fait. Les réputations se font rapidement et ça ne pardonne pas. Elles ont une vie sociale, c'est évident, mais pas dans le quartier. Elles se retrouvent dans des apparts, ou bien en ville. Et en ville, c'est différent, y'en a même qui se changent, ou bien qui fument des cigarettes, bref des choses qu'on voit pas au quartier. »

⁸³ Kokoreff M., 2011, « Quartiers et différences culturelles », disponible sur www.laviedesidees.fr, consulté le 18-04-2013.

Éducateur de Prévention Spécialisée qui travaille en Zus

L'invisibilité des jeunes filles serait donc une stratégie consciente, preuve que les codes sociaux établis sur le quartier sont intégrés, compris et qu'ils ne sont pas discutés. Les jeunes filles sont donc un public plus difficile à capter, la répartition par sexe des questionnaires et de nos entretiens en atteste (4 filles pour 12 garçons). Pour autant, certaines connaissent des problèmes quant à leur insertion et il convient de rester vigilant, malgré la discrétion dont elles peuvent faire preuve.

Jeunes et école : une relation ambiguë

Notre étude cherchait entre autre à comprendre quels pouvaient être les freins à une insertion efficace et réussie. La question de l'École s'est imposée d'emblée à notre réflexion. Parmi les jeunes rencontrés pendant les entretiens, nombreux sont ceux qui sont déscolarisés et qui le plus souvent sont peu diplômés (un seul est titulaire du Baccalauréat). Nous cherchions à savoir si les premiers échecs scolaires pouvaient porter les germes des difficultés d'insertion, notamment en questionnant leur parcours d'élèves et en cherchant les causes des moments de rupture. Quelles sont les caractéristiques de la relation ambiguë qu'entretiennent les jeunes aux questions de scolarité et d'orientation ? Pour la plupart, les années collèges même si elles se sont parfois terminées brusquement restent comme des moments sympathiques, mais l'importance de l'investissement dans la scolarité n'apparaît pas toujours comme une priorité :



« Au collège, ça allait. Bon j'ai redoublé ma 4^{ème}, je suivais sans plus quoi. On s'amusait avec les potes surtout, rien de fou mais bon ça m'intéressait moyen, j'voyais pas l'intérêt. »

Adil, 25 ans, niveau Bac Pro, allocataire du Pôle Emploi

Ce manque d'intérêt vient généralement jouer sur les notes obtenues et sur les relations avec les enseignants. Car si le collège est un lieu de convivialité avec les pairs, il est également celui des premières confrontations⁸⁴ :

« Au collège, ça allait avec les potes, mais les notes ça le faisait pas. Avec les enseignants, des fois bonne ambiance, des fois moins et moi j'ai besoin que ça le fasse, sinon je fais rien. »

Samir, 19 ans, sans diplôme, sans emploi, sans formation

Samir nous dit apprécier les instants passés avec les gens de sa classe parfois même le contenu de certaines matières, sans que ses résultats soient convenables. Son investissement scolaire est fonction de la relation qu'il entretient avec les enseignants et de la «bonne ambiance» qu'il évoque et qu'il ne sera pas en mesure de décrire avec précision. Les premiers rapports d'opposition prennent naissance dans les attentes a-scolaires de Samir⁸⁵. Ce qui n'est pas le cas de tous les jeunes rencontrés :

« J'ai des bons souvenirs, le collège s'est bien passé. Bon j'avais deux ans de retard, parce qu'il fallait que j'apprenne la langue, comme je viens d'Angola mais c'était bien, j'aimais apprendre. »

Camara, 20 ans, titulaire du Brevet, sans formation et sans emploi

Malgré des difficultés notables, Camara a su investir sa scolarité avec succès, en ayant de bonnes relations avec le corps enseignant. Pour d'autres, ce sont des événements hors de l'école qui peuvent venir gêner leurs parcours :

« Ma deuxième année de CAP, j'ai eu des hauts et des bas avec ma maman, c'était pas facile de se mettre dans l'école. Les histoires de famille, ça dérange la scolarité. »

Noémie, 21 ans, titulaire d'un CAP, sans emploi et sans formation

⁸⁴ Millet M. et Thin D., 2005, « Des conflits avec les agents de l'institution scolaire », in Ruptures scolaires. L'école à l'épreuve de la question sociale, PUF, Le Lien Social, pp. 190-204.

⁸⁵ Cusset Y. et Helfter C., 2008, « La cohésion sociale à l'épreuve de l'entre-soi », CNAF, Informations Sociales, n°147, p. 116-119.

D'autres conjuguent parfois relations conflictuelles et bons résultats et continuent de s'engager dans leur cursus, tout en étant critiques sur des questions éducatives. Ils sont déçus du manque de considération et de l'image que les agents de l'institution scolaire leur renvoient :

« Le collège, c'était un peu la prison, on nous prenait pour des bébés, y'avait pas de dialogues, trop de sanctions. C'est dommage, on croit qu'on sait pas discuter. [...] Par contre, ça m'a pas donné envie d'arrêter. Là, j'suis au lycée, y'a toujours un peu ça, mais moi j'veux obtenir mon bac. »

Redha, 17 ans, scolarisé, parents allocataires du RSA

Le reproche ne porte pas sur des questions de contenu ou d'intérêt pour des matières mais sur la façon dont les professeurs et surveillants sanctionnent les élèves et sur l'absence d'échanges ressentie par Redha, élève brillant par ailleurs. D'autres entretiennent des relations distancées sans pour autant rentrer dans le conflit. Dans ce détachement les prémisses des ruptures à venir sont perceptibles :

« J'étais bien au collège, aucun problème [...] j'aimais pas emmerder les profs, je me faisais discret. Mais arrivé à un certain âge, l'école ça me disait plus rien. J'avais les capacités, mais le problème c'est que moi je voulais pas travailler, j'étais dans ma bulle, j'étais ailleurs. Pourtant mon père il a fait des études, il m'aidait à faire les devoirs, j'avais tout pour réussir. »

Aziz, 20 ans, titulaire d'un CAP, sans emploi, sans formation

Aziz n'a pas de problèmes de comportement ou de niveau. Sa famille est en mesure de le soutenir mais il s'est simplement désintéressé de l'école. Il ne participe pas et reste « dans sa bulle », hors des réalités scolaires. Ce positionnement atypique vis-à-vis de la scolarité démontre cependant bien la multitude de rapports que les jeunes entretiennent avec l'éducation. Et il exprimera même des regrets suite à cette déscolarisation précoce :

« Une fois j'suis allé à la fac, dans un amphi avec un pote qui étudie à Grenoble. Et ben j'ai regretté mes années collèves. Ça avait l'air bien d'étudier comme ça. Maintenant c'est trop tard. Maintenant je dois construire mon avenir. »

Aziz, 20 ans, titulaire d'un CAP, sans emploi, sans formation

Il exprime ici la conscience qu'il a de l'importance et de l'intérêt de s'engager dans des cursus parfois même long. Ce rapport à l'école est peut-être le fait que ces jeunes ne perçoivent pas l'utilité de suivre une scolarité, d'obtenir des diplômes. Appréhender cette utilité permettrait de donner un sens à l'effort que représente le suivi d'un cursus.

Les ruptures scolaires : des souvenirs qui laissent des traces

Parmi les jeunes rencontrés, certains ont tenu un discours très dur et se souviennent de moments douloureux. D'autres se sont peu à peu désinvestis de la question scolaire, une institution qu'ils ne considèrent plus. Pour ces derniers, la question de l'obtention du diplôme est éloignée de leur réalité :

« Le brevet, j'me suis même pas présenté, j'avais 16 ans. J'en avais rien à foutre. »

Samir, 19 ans, sans diplôme, sans emploi, sans formation

Samir ne quittera pas le système scolaire à la suite de sa 3^{ème} mais son refus de se présenter à l'examen est significatif de l'image qu'il a de l'école de ses diplômes, dont l'utilité vis-à-vis du monde du travail est largement remise en cause. D'autres font acte de présence mais ne remplissent plus les conditions minimales au suivi de leurs cursus :

« J'ai pas eu le Bac. Je foutais rien en fait. J'ai eu mon indépendance trop tôt. Je vivais seul depuis la 1^{ère} et je me suis laissé aller. Moi j'ai trop fait la fête, en semaine, on buvait avec les copains et du coup, avec la gueule de bois en cours, ça aide pas. »

Camara, 20 ans, titulaire du Brevet, sans formation et sans emploi

Les sorties, les amis peuvent venir interférer sur le bon déroulement des études. Si les ratés ne sont pas nécessairement des ruptures à proprement parler, l'échec à un examen est parfois le moyen pour le jeune de s'extraire d'un système scolaire définitivement :

« Au final, j'ai pas eu mon bac et y'avait pas moyen que je retourne au lycée pour le repasser. Impossible. »

Adil, 25 ans, niveau Bac Pro, allocataire du Pôle Emploi

La décision d'Adil prend acte le jour des résultats de son Baccalauréat mais elle vient surtout mettre un terme à une scolarité qui ne lui convenait pas et dans laquelle il ne s'investissait pas. Depuis le collège, il était en difficulté pour assurer son métier d'élève : assiduité, implication et acquisition de savoirs. La rupture scolaire se sera faite en douceur, sans heurts particuliers. L'annonce de ses résultats sera juste le déclencheur d'une scolarité inaboutie. Cependant, toutes les ruptures ne sont pas définitives et certains sont en mesure de raccrocher parfois en reprenant un cursus différent ou en acceptant une formation. Les motifs de renoncement sont variés. Pour Pwat, il s'agissait des personnes de sa section avec lesquelles il ne s'entendait pas :

« J'étais en BEP automobile, à 19 ans. Je l'ai raté, du coup je voulais plus continuer. Je peux pas dire que ça me saoulait, mais c'est au niveau de la classe, de l'ambiance, du lycée ou j'étais. Mais l'automobile ça m'intéressait beaucoup donc j'suis parti sur une autre filière qu'est l'électricité automobile, pour faire une formation de un an. »

Pwat, 23 ans, sans diplôme, sans emploi

Cet arrêt dans sa scolarité n'était donc pas définitif, les possibilités de reprise, soit dans un autre établissement, soit dans une formation lui semblaient des options intéressantes. Sa volonté de se diplômer a donc autorisé une reprise après rupture. Ce type de rupture nous a également été décrit par la Mission Locale. Les conseillers reviennent toujours sur la scolarité des jeunes qu'ils suivent, pour être en mesure de mieux les accompagner dans leurs démarches d'insertion. Appréhender le rapport à l'école est important car il est nécessaire de déterminer les causes de la rupture scolaire⁸⁶. Si l'arrêt semble être le destin commun de nombreux jeunes que nous avons rencontrés, les conditions dans lesquelles il se déroule ont des conséquences sur la suite de leurs parcours :

« On parle avec eux, de pourquoi ils sont là, de ce qu'ils ont fait avant. Ce ne sont pas forcément des cancre ou des jeunes turbulents. Ils n'ont pas quitté l'école à cause de l'échec scolaire, mais plus par ennui, par désintérêt, et on doit l'entendre parce que ça change beaucoup de choses. »

Conseiller Emploi-Formation à la Mission Locale

Malheureusement, d'autres connaîtront des relations tendues et conflictuelles avec leurs enseignants. Ils se questionnent même sur le bien-fondé de leur présence en cours et sur la façon dont ils sont perçus. Ils évoquent leur scolarité avec peu d'enthousiasme, voire du dégoût :

« Moi l'école, c'est juste que voilà, j'avais pas envie, et eux, ils avaient pas envie de nous voir je crois des fois. Du coup, j'ai arrêté à 17 ans, j'étais en CAP Maintenance industrielle, ils m'ont saoulé. »

Nabil, 19 ans, décrocheur scolaire, sans emploi ni formation

En réponse à son manque de motivation (« j'avais pas envie »), Nabil a eu l'impression d'un manque d'intérêt de la part du corps enseignant pour lui et une partie de ses amis. De fait, sa place vis-à-vis de l'école est mise en question. Il préfère arrêter son CAP, après de nombreux et vifs accrochages plutôt que de persister ou de revoir son attitude. Pour certains, les ruptures se font en plusieurs temps et laissent persister un rapport négatif à la scolarité. Ils font part d'une violence⁸⁷ qu'ils ont ressentie, d'un mépris qui restera l'image qu'ils garderont de ces dernières années passées en tant qu'élèves. Des souvenirs qui ne permettent pas forcément de reprendre un cursus :

« J'ai 17 ans quand ils [la direction du lycée] me forcent à partir. Si tu pars pas, si tu fais pas ta lettre de démission, on va te virer. J'avais pas envie de me faire salir par eux, alors j'suis parti, j'ai fait cette putain de lettre et j'me suis cassé. Ils salissent mon dossier eux. J'ai essayé de revenir à la rentrée d'après, j'ai fait un jour et j'ai arrêté, j'me sentais plus. »

Samir, 19 ans, sans diplôme, sans emploi, sans formation

Les causes de rupture sont variées. **Il reste que la majorité des jeunes que nous avons rencontrés sont aujourd'hui très éloignés de l'École et que pour certains une reprise est impensable**, même si certains expriment des regrets quant à leurs parcours scolaires. Si quelques uns sont titulaires d'un diplôme professionnel (CAP, BEP, Baccalauréat professionnel, etc.) d'autres n'ont pas pu obtenir le Brevet des Collèges⁸⁸ : pour eux la rupture scolaire intervenue trop tôt aura nécessairement des conséquences néfastes sur leur insertion⁸⁸.

⁸⁶ Glasman, D., Œuvrard F. et al., 2004, « La descolarisation », La dispute.

⁸⁷ Lapeyronnie, 2008, « Ghetto urbain. Ségrégation, violence, pauvreté en France aujourd'hui », Robert Laffont.

⁸⁸ Bihl A. et Pfefferkon R., 2008, « Le système des inégalités », La Découverte.

L'orientation

L'orientation scolaire semble être l'un des moments importants dans la scolarité des jeunes que nous avons rencontrés⁸⁹. Pour ceux qui doivent intégrer des filières professionnalisantes et courtes ces choix arrivent très tôt dans leurs parcours. Ils sont parfois imposés – par les résultats scolaires, par les enseignants, les parents – et les jeunes ne sont pas toujours en mesure de faire valoir leurs idées. Ils suivent donc parfois les voies qui leur sont proposées, par manque de choix et sans enthousiasme :

« À la base, je voulais aller en routier, genre bac pro routier et le CPE du collège [...] m'a dit que c'était pas possible après ma 3ème. Il m'a dit, t'as qu'une option c'est Usinage, donc j'ai pris ça. Mais j'avais pas envie. Donc j'ai rien fait du tout. Bon je venais hein, ponctuel et tout, mais j'faisais rien. Mais si j'avais pu faire ce que je voulais, mon truc de routier, ben toi et moi on serait pas en train de parler, j'serai pas là. Alors qu'aujourd'hui je traîne, je trouve rien de solide. »

Samir, 19 ans, sans diplôme, sans emploi, sans formation

Son faible engagement poussera à la rupture bien avant l'obtention de son diplôme. Les orientations forcées peuvent donc amener le jeune à se désinvestir de la question scolaire. Samir faisait simplement acte de présence sans jamais s'engager dans les enseignements de sa spécialité. Le souhait qu'il émettait n'étant pas réalisable, il n'a pas voulu transférer sa motivation dans un autre secteur. Cette orientation poussée aura donc eu comme effet d'amener à sa déscolarisation précoce (17 ans, sans obtenir le Brevet des Collèges) et de poser une distance importante entre lui et l'institution scolaire. Pour d'autres, la décision d'intégrer une filière en particulier ne représentait pas à leurs yeux quelque chose d'important à ce moment-là de leur vie :

« J'ai fini le collège, j'ai eu mon CAP Peintre mais je sais même plus comment j'ai choisi. La seconde générale, ça me disait bien, mais fallait faire une remise à niveau parce que j'étais pas très sérieux, du coup j'avais pas envie. »

Aziz, 20 ans, titulaire d'un CAP, sans emploi, sans formation

Son niveau ne lui permettait pas d'intégrer une seconde générale, Aziz se laissera porter par les choix de ses enseignants. Bien que son 1^{er} vœu d'orientation n'ait pas été accepté, il saura s'engager dans son CAP afin obtenir son diplôme, même si cette filière ne lui plaisait pas particulièrement. D'autres choisissent plus volontiers leur spécialité, même s'ils ont conscience que les possibilités d'orientation étaient limitées :

« Mon orientation, je l'ai choisie, j'ai fait les stages, les recherches et par rapport à mon caractère faire ce CAP Agent de Prévention et de Sécurité, c'était assez évident. Bon j'avais pas trop le choix, j'avais un niveau technologique, j'ai connu des difficultés dans ma scolarité, mais ça m'allait. Je l'ai eu du 1^{er} coup. »

Noémie, 21 ans, titulaire d'un CAP, sans emploi et sans formation

Malgré des possibilités restreintes, Noémie a su tirer avantage de son orientation et obtenir son diplôme. Sa vocation est née sous une contrainte en termes de choix, mais elle a su en tirer profit. Il reste que les conditions du choix du cursus sont réellement importantes pour permettre au jeune à la fois de se projeter dans l'emploi (dans un corps de métier, dans des tâches, dans un environnement professionnel) mais également de définir les bases de la relation à l'École. **Apprendre en faisant, comme Noémie et ses stages semblent être un moyen efficace pour le jeune de s'envisager dans un métier : la possibilité de faire quelque chose de concret est importante.** Les cursus mal vécus, ceux qui n'aboutissent pas (pas de réception des savoirs, conflits avec l'enseignant, échec aux examens, etc.) imposent une distance entre ce public et l'institution scolaire. **L'école est l'un des premiers lieux de contact entre les jeunes et une institution. Les déçus, les déscolarisés, ceux qui se considèrent mal orientés, pas soutenus peuvent développer une sorte de défiance qui viendra par la suite se reporter sur d'autres institutions.** La question des conditions de l'orientation va au-delà de l'obtention du diplôme.

⁸⁹ Stevanovic B., 2008, « L'orientation scolaire », Le Télémaque, n°34, pp. 9-22.

CONSTRUIRE SON ORIENTATION SCOLAIRE L'EXEMPLE D'ALISSIA

Alissia conserve des souvenirs agréables de sa scolarité, malgré quelques difficultés :

« J'ai toujours eu des difficultés parce que je suis dyslexique et que j'avais des problèmes de compréhension, mais j'avais envie d'aller à l'école, parce qu'on apprend toujours un truc de plus quoi. »

Elle est volontaire mais redoublera au collège. Respectueuse des enseignants (*« les cours, je suivais, je bavardais pas »*), mais pas forcément des enseignements (*« les maths, ça sert à rien »*), elle reste volontaire : *« je m'intéressais même si je comprenais pas toujours, je faisais les stages »*.

À la fin de sa 3^{ème}, Alissia cherche à intégrer un CAP Petite Enfance, malgré les conseils de ses enseignants qui considèrent que ses compétences seront plus entendues dans un CAP Vente. Pour la 1^{ère} fois, elle se mettra à distance de l'École. Une rupture qui se jouera donc sur le choix de l'orientation et qui aura des répercussions sur la suite de sa scolarité. Théoriquement et idéalement, la construction de l'orientation doit-être une expérience empirique. Lors du stage de découverte au collège, l'élève choisit un domaine d'activité qui lui convient *a priori*. Les temps passés dans la structure viennent valider ou non les représentations qu'il se fait de cet univers professionnel. Avant cela, le temps de recherche du stage doit également permettre d'appréhender la perméabilité de ce secteur. Il s'agit donc d'une démarche réflexive.

Il existe cependant des pré-requis pour que les conditions de la réflexivité soient remplies. Des ressources doivent être mobilisées pour permettre l'appréhension du marché du travail et du secteur visé. Ces ressources sont culturelles, scolaires, sociales et économiques. Si le déficit en capital est trop important, si la famille ne permet pas de poser la question de l'orientation dans un contexte favorable, les choix se feront sans étayage particulier. Le risque dans ce cas est que les ambitions ne fassent pas sens avec deux réalités : celle des capacités purement scolaires de l'élève et celle du secteur envisagé. Alissia nous parle ainsi de la genèse de sa passion pour les métiers de la Petite Enfance :

« Moi je voulais faire de la petite enfance parce que j'aime bien les enfants, j'avais des contacts avec les enfants, tout ça et ça se passait bien. [...] Et ma grande sœur qui avait commencé un BEP Carrières sanitaires et sociales me disait que ça pouvait être intéressant. Depuis je sais que je veux faire ça. »

Cependant, Alissia ne connaît personne qui travaille dans ce domaine. Elle persistera à vouloir s'orienter dans un cursus sans envisager objectivement les conditions pour y parvenir. Ici, le rôle des enseignants est important puisqu'ils sont en mesure de l'aider à s'informer. Mais malgré les conseils de ses enseignants, elle voudra intégrer ce CAP. Elle ne réussira pas à trouver une structure pour son apprentissage, et sera contrainte d'abandonner l'idée d'être formée aux métiers de la Petite Enfance :

« On [ses enseignants de 3^{ème}] m'a dit qu'il n'y avait pas de débouchés, et j'ai cherché, j'ai regardé sur Internet, j'ai envoyé des lettres mais rien. J'ai pas trouvé d'apprentissage [pour intégrer le CAP], et du coup, j'suis allée en Vente. »

Son orientation contrainte ne lui convenant pas, elle décidera d'arrêter avant l'obtention du diplôme :

« ça me plaisait pas du tout. [...] J'ai abandonné, après un stage parce que c'était vraiment petite enfance que je voulais faire. »

Et ce malgré des qualités relevées par ses enseignants, qui la soutenaient et tentèrent de la convaincre d'obtenir son diplôme :

« J'ai le contact avec la clientèle, c'est vrai [...]. Et mes profs trouvent que j'ai de la tchatte mais pour moi c'est pas pour ça que je dois faire Vente. Je suivais, je faisais les stages, mais c'était pas moi. »

Cette filière remettait pour elle en cause son identité. Son vœu d'orientation n'étant pas accepté, elle préférera donc se déscolariser. Ce 1^{er} moment de rupture avec l'École modifiera la considération qu'elle se fait de l'École et des enseignants. Elle considère ne pas avoir été soutenue. Aujourd'hui, elle ne désire plus être scolarisée et recherche des formations pour adultes dans le secteur de la petite enfance.

Quels regards portent-ils sur l'école ?

Nous avons questionné les jeunes sur la représentation qu'ils se faisaient de la scolarité, sur l'intérêt qu'ils y portaient. La plupart de ceux avec lesquels nous nous sommes entretenus ont connu d'importantes difficultés et pour certains des ruptures assez dures. Une partie d'entre eux considère les études et plus particulièrement les diplômes comme essentiels à leur insertion :

« Sans étude, on est rien. Les patrons demandent beaucoup de qualifications, même pour des petits boulots. Finalement ma situation aujourd'hui, elle me fait réaliser que j'ai de la chance de pouvoir repasser le bac. Et puis je connais des gens qui ont réussi, alors je vois pas pourquoi ça marcherait pas pour moi. »

Camara, 20 ans, titulaire du Brevet, sans formation et sans emploi

Camara a échoué l'an dernier à ses épreuves du Baccalauréat. Il vit seul depuis quelques années et a toujours essayé d'avoir des emplois à mi-temps pour financer son appartement notamment. Un de ses anciens enseignants lui a proposé de l'aider à préparer son examen qu'il passe en candidat libre. S'il persiste à vouloir obtenir son diplôme c'est parce qu'il le considère comme une clé d'accès à l'emploi. Cependant, tous ne se font pas la même représentation que lui. Les critiques à l'égard de l'école sont parfois assez vives et certains jeunes remettent en question le bien-fondé de l'équation liant diplôme et travail. Pour ceux qui résident dans un environnement où les personnes sans emplois côtoient les travailleurs pauvres, la question des diplômes est rapidement évincée car elle n'a que peu de sens face à leur réalité :



« J'en avais marre d'être sans sous, j'pensais trouver un travail direct. Et puis sérieusement, j'me voyais pas faire des études. Y'a pas grand monde de chez nous qui s'en sort en faisant des études de toutes façons. »

Adil, 25 ans, niveau Bac Pro, allocataire du Pôle Emploi

Il refusera de repasser l'examen auquel il avait échoué. Adil nous fait part d'une sorte d'urgence, de la volonté d'avoir un salaire, bien qu'il soit hébergé par ses parents. Il explique que son entourage n'a pas eu besoin de faire des études pour trouver un emploi. De fait, rares sont les personnes diplômées dans son entourage et sa représentation de l'École est donc justifiée par le milieu dans lequel il évolue. De plus, une partie de ceux qui sont diplômés, et vivent toujours dans leur quartier d'origine, est aujourd'hui sans emploi. Le fait qu'ils côtoient les jeunes non diplômés et qu'ils vivent des situations semblables conforte l'idée que la scolarité n'est pas l'élément déclencheur dans l'accès au travail :

« Y'en a beaucoup ils ont des bacs plus deux, bac plus trois ici. Et ben, ils sont comme nous, ils bossent pas. »

Aziz, 20 ans, titulaire d'un CAP, sans emploi, sans formation

Les diplômés sans emploi ont donc un impact sur les représentations que se font certains jeunes vis-à-vis de l'École. D'autres encore sont simplement déçus par les contenus proposés, notamment dans les filières techniques :

« J'ai fait deux mois de cours et j'me suis barré du CAP Peinture, parce que là-bas on apprend rien du tout. C'est en entreprise qu'on apprend des choses. Au lycée, à part enlever de la tapisserie, pour en remettre et l'enlever après, ils nous apprennent rien. [...] Moi au bout d'un moment, ça m'a gonflé. »

Pierre, 21 ans, titulaire du Brevet, sans emploi, sans formation

Pour Pierre, il s'agissait avant tout de se former à l'aide de savoir concret. Paradoxalement, c'est bien l'envie de travailler, d'effectuer des tâches faisant sens qui l'ont poussé à quitter sa formation. Il avait déjà travaillé dans les métiers de la peinture et du bâtiment et le mode de fonctionnement de ses enseignements ne lui convenait pas ; car trop détaché de sa réalité professionnelle. Pour lui, ce CAP ne proposait pas suffisamment de savoirs constructifs et certaines activités n'avaient pas de sens pour lui car elles n'avaient pas d'utilité *réelle*. L'utilité perçue par le jeune semble conditionner l'assiduité et le rapport à l'apprentissage. La question de l'image et du ressenti que certains de ces jeunes se font de leur scolarité joue un rôle très important. Leur investissement envers l'École est nécessairement lié à l'image qu'ils s'en font et à l'intérêt qu'ils pensent pouvoir en tirer. Ils agissent ici comme des acteurs rationnels, compte tenu des informations qu'ils détiennent concernant le marché du travail.

L'ORIENTATION : UN SUJET COMPLEXE L'EXEMPLE DE LALIA, 19 ANS

Nous avons pu échanger longuement avec Lalia, une jeune femme de 19 ans titulaire d'un Baccalauréat Professionnel et qui a connu des troubles dans son orientation mais sans rupture scolaire. Élève concernée et studieuse malgré un redoublement au collège, elle décidera après sa seconde générale de s'orienter vers un Bac Professionnel en Commerce qu'elle obtiendra du 1^{er} coup. Ses résultats ne lui permettaient cependant pas d'intégrer toutes les filières, il existait donc une contrainte mais qui ne la dérangeait pas particulièrement *a priori* :

« En seconde c'était nouveau, j'aimais bien ces options, donc ça me plaisait et tout, puis c'est un des seuls trucs que je pouvais faire. Mais après on voit ce que c'est et on aime moins. »

Dans son rapport à certaines matières, il existe rapidement un sentiment de lassitude, d'usure. La découverte des options semble l'intéresser, mais il lui est pénible d'approfondir certaines connaissances. Son choix d'orientation n'était peut-être pas suffisamment réfléchi. Les capitaux familiaux disponibles ne permettaient pas de projeter les envies de Lalia face à la réalité des pré-requis scolaires pour aller au bout d'une discipline. Son intérêt pour les matières de son Bac Pro Commerce ira donc en déclinant :

« Moi je trouve dès qu'on connaît pas, on aime bien et après... voilà quoi. Du coup la terminale, ça m'a saoulée. Je suis allée jusqu'à la fin, mais trop de cours, trop de calculs, de trucs comme ça. J'en pouvais plus. »

La fin de son cursus s'est faite sans enthousiasme car elle était déçue des cours qu'elle suivait. Pourquoi ? Lalia n'a pas investi pleinement la question de l'orientation. Elle n'évoque que les options qui lui plaisaient comme facteurs déterminants de sa sélection. Elle tenait correctement son "métier d'élève" (présence, participation) sans pour autant s'engager dans l'apprentissage⁹⁰ et surtout dans les conditions de l'apprentissage. Elle ne questionne pas ses compétences mais procède à un choix par affinités, peu étayé et qui ne lui conviendra pas. Une fois son baccalauréat obtenu, elle imaginera des orientations pas toujours connectées avec la réalité. Elle ne possède pas toutes les informations nécessaires à son orientation post-bac et s'envisage dans des cursus sans lien avec le baccalauréat de sa filière. Il y a une déconnexion des réalités scolaires : la projection de Lalia ne correspond pas aux possibilités qui s'offrent à elle :

« Après mon bac, je suis allée sur le site PostBac, pour voir vers quoi je pourrais m'orienter, les profs savaient pas trop en plus, par rapport à mon profil en fait. Du coup j'ai regardé les choses qui existaient et j'ai eu envie de faire une fac de Lettres, d'étudier les langues ou le droit et j'ai postulé à la Sorbonne et à Paris Panthéon. Bon au final, j'ai été prise nulle part. J'avais demandé à intégrer ces universités aussi parce que j'avais envie de rester à l'école, je voulais étudier, genre faire le bac +2 à la fac, un genre de BTS Sorbonne en langues ou en droit. Personne ne m'a répondu, ça marchait pas, alors j'suis restée chez moi. »

Ses demandes d'orientation n'ayant pas reçu de réponses, Lalia ne continuera pas ses études. D'ailleurs, personne dans sa famille ou son cercle d'amis n'a jamais été inscrit à la faculté. Le manque de capitaux scolaires de sa mère et de son entourage proche ne lui auront peut-être pas permis une appréhension suffisante des démarches à accomplir pour y parvenir. Son parcours scolaire prendra donc fin sur une obtention de diplôme, mais dans un 1^{er} temps ne débouchera sur rien en termes de formation. Il semble qu'un accompagnement approprié lui aurait permis d'investir son ambition dans un parcours adapté, la conduisant vers des cursus lui convenant.

⁹⁰ Thin D., 1998, « Le décrochage scolaire : cumul du décrochage cognitif et des difficultés des élèves dans la scolarité », in Quartiers populaires. L'école et les familles, Presses Universitaires de Lyon, pp.139-150.

Emploi et insertion

Depuis maintenant trois décennies, le taux d'activité de la population jeune (Cucs et hors Cucs) connaît une baisse presque constante. Ce phénomène s'explique en partie par l'allongement de la scolarité. En parallèle à ce mouvement, la durée de l'insertion augmente également. La *primo-insertion* se définit par des parcours mêlant formation, emploi et chômage, auquel nous ajouterons la latence. Deux autres critères ont une incidence sur l'insertion : le niveau de diplôme et le sexe⁹¹. Concernant les jeunes qui représentent le cœur de cible de notre étude, nos observations attestent de parcours scolaires courts, nombreux étant les individus à quitter l'École après le Brevet des Collèges, certains n'ayant même aucun diplôme. Pour ces derniers, le temps d'insertion est d'autant plus long et les difficultés plus fortes. Dans un contexte de raréfaction de l'emploi, la mise en concurrence des jeunes sur des marchés saturés dessert inmanquablement les plus faiblement dotés en capital scolaire⁹². Les filières techniques – considérées par les jeunes comme des voies de relégation et qu'ils investissent souvent peu – ne permettent pas une insertion pérenne sur le marché du travail : si certains décrocheront des CDD ou assureront des missions en intérim, une partie se retrouvera sans emploi, dans des situations équivalentes aux non diplômés. Ils constituent de fait une population socialement désavantagée : leurs proches sont souvent éloignés du marché du travail ou occupent des postes nécessitant des qualifications peu importantes⁹³. Par ailleurs, l'inactivité des mères est forte, même lorsque ces dernières vivent seules avec leur(s) enfant(s). Les parents des jeunes que nous avons rencontrés sont peintres, ouvriers du bâtiment, femmes de ménage, jardiniers, aides-soignants, etc. D'autres sont retraités et une partie est sans emploi. Pour ces jeunes les difficultés sont grandes et l'emploi est un objectif qui semble parfois inatteignable. Pour autant, tous ont fait part de leur volonté de travailler.

La latence

En interrogeant les professionnels et les jeunes, nous avons constaté que les uns et les autres évoquaient – chacun dans leurs termes – des temps où ce public n'est plus scolarisé, n'est pas/plus en emploi et n'est pas non plus – c'est important – dans une recherche active de travail ou de formation⁹⁴. Il faut cependant repenser le terme « actif » accolé à celui de recherche. En rencontrant certains jeunes dont nous pensions de prime abord qu'ils ne recherchaient pas de travail, nous avons compris que pour une partie d'entre eux, cet état est subi et qu'il est le fruit d'une résignation. Les recherches infructueuses cumulées aux silences des agences d'intérim peuvent les conduire à une mise en veille, et à une recherche qui semble moins « active ». Ces temps nous les qualifierons de période de latence. Elles sont donc plurielles, à l'image des jeunes que nous avons rencontrés.

Temps morts, démotivation, désintérêt, *glände*, etc., nous avons entendu beaucoup de mots pour qualifier ces moments. Faire levier sur une période de latence revient à en comprendre l'arrêt. En effet, au-delà de sa composition, nous devons surtout comprendre comment l'accompagner et éventuellement l'écourter lorsque cela est possible.



Comment les professionnels appréhendent-ils cette période ? Lors de leurs activités, ils ne sont parfois pas en mesure de mobiliser un jeune. Soit parce qu'il ne répond pas, soit parce qu'il ne se présente pas aux rendez-vous, soit tout simplement parce qu'il dit ne pas vouloir changer de situation. Nombreux sont les témoignages qui attestent de la difficulté à mobiliser ce public latent. Hors des institutions et parfois hors des associations, quelles sont les activités de ces jeunes ? Comment vivent-ils ces journées ? Avec qui les partagent-ils ? Comment les jeunes évoquent-ils cette période ? Par l'intermédiaire de nos entretiens mais également de nos observations, nous avons pu approcher ces moments d'inactivités apparentes :

« J'me pose avec mes potes, j'vais boire un café, sinon un truc qu'on fait souvent, c'est taper le ballon [jouer au foot]. [...] J'reste avec des gens que j'connais depuis l'enfance, et

⁹¹ Couppié T., 2013, « Insertion des jeunes issus de quartiers sensibles : les hommes doublement pénalisés », Bref du Céreq, n°309.

⁹² Maurin É., 2004, « Le ghetto français. Enquête sur le séparatisme français. », La République des Idées, Seuil.

⁹³ Wacquant L., 2005, « Paris urbains. Ghetto, banlieues, État », La Découverte.

⁹⁴ Cahuc P., Carcillo S. et Zimmermann K., 2013, « L'emploi des jeunes peu qualifiés en France », Les notes du conseil d'analyse économique, n°4.

dans l'équipe, y'a plein de gens différents, y'a ceux encore à l'école, y'a ceux qui bossent, on reste ensemble les week-ends. »

Nabil, 19 ans, décrocheur scolaire, sans emploi ni formation

Les relations avec les pairs sont évidemment importantes. Nous n'avons pas interrogé de jeunes qui soient isolés d'un point de vue relationnel. Si certains restent plus proches de leurs familles, parfois de leurs frères et sœurs, une majorité fréquente un groupe et se retrouve parfois en bas de leurs immeubles, dans des voitures stationnées, pour des activités organisées ou dans des bars, pour boire un café. La période de latence est parfois apparue comme un état dans lequel les jeunes glissent peu à peu :

« Au début [de sa période de latence] je me motivais, j'me levais tôt. Puis au bout de 2 semaines, 3 semaines [...] Je me levais tard, vers midi. Je partais vers 13h, en ville, je me promenais seule ou avec des amis. Juste me promener ou aller chez des gens. »

Noémie, 21 ans, titulaire d'un CAP, sans emploi et sans formation

Les activités lors de ces temps sont peu nombreux notamment car l'accès aux loisirs est réduit et la mobilité également pour ceux qui possèdent un véhicule (coût de l'essence, de l'entretien). Les jeunes sortent de fait dans un périmètre restreint et retrouvent leurs pairs pour des activités qui ne nécessitent aucun investissement particulier. Ils sont nombreux, et plus particulièrement les filles, à avoir parlé des sorties dans le centre-ville de leur commune. À ce titre, les animations –notamment sportives– proposées aux mineurs de 16 ans et jeunes majeurs sont un moyen de permettre à ce public de rester dans un contact sympathique avec des adultes en mesure de les amener vers l'insertion si la demande est exprimée. Le succès du futsal les soirs dans les territoires investigués l'atteste⁹⁵. Ils sont donc demandeurs d'activités occupantes et considèrent parfois que leur quartier et la ville ne sont pas suffisamment équipés :

« Un truc qui serait bien à faire franchement, ce serait un futsal payant, genre bien, ou tu réserves ton terrain, tu choisis tes horaires et t'y vas qu'avec tes potes. Ici y'a rien à faire, c'est pourri. Y'a même pas un bar ou un truc comme ça un peu sympa, y'a rien, c'est la hass⁹⁶. »

Anouar, 22 ans, sans emploi et sans formation

Il semblerait que les activités proposées par les associations ne suffisent pas toujours. Les jeunes rencontrés apprécient la gratuité de cette activité, mais elle est à leurs yeux trop contraignante et pas suffisamment souple. L'absence de lieux de convivialité, même commerciaux, est mal vécue. Sur les quartiers, il n'existe que quelques bars, presque complètement accaparés par des hommes plus âgés ou par les joueurs de PMU. Et même s'il semblerait que certains jeunes soient joueurs ou parieurs⁹⁷, ce n'est pas généralisable à l'ensemble des 16-25 ans. Dans ces établissements, pas de chaîne de clips ou de musique, les attentions sont toutes concentrées sur les télévisions diffusant les courses hippiques. Par ailleurs, ils seraient à même d'y croiser des hommes plus âgés de leur famille, ce qu'ils ne souhaitent pas. En somme, des lieux de sociabilité particuliers, qui ne correspondent pas à l'univers attendu par la plupart des jeunes en période de latence.

L'ennui

Pour les jeunes en période de latence, les questions occupationnelles sont centrales. Ils se retrouvent souvent au même endroit, pour discuter. Un temps de convivialité banal mais important, ponctué par l'ennui :

« Ici on s'ennuie oui et non quoi. On s'retrouve, on est entre nous voilà, c'est cool, on est bien, mais c'est vrai qu'il n'y a rien à faire. Il est bien le quartier mais voilà, il est pas actif quoi. »

Oktay, 22 ans, sans diplôme, ouvrier non déclaré

Ils ont une certaine facilité à trouver des espaces, hormis les domiciles, pour s'installer et discuter. Ces espaces peuvent être les halls d'immeubles et les cages d'escaliers, avec les problèmes que cela peut générer, notamment dans les représentations que les habitants se font de la jeunesse. Tous ces jeunes ont été scolarisés et certains d'entre eux ont même connu l'emploi, que ce soit par le biais de l'interim ou de contrats courts. Pour ces derniers,

⁹⁵ Voir encadré sur le sport, page 59.

⁹⁶ Hass : terme polysémique, typique du 'parler banlieue' qui désigne l'ennui, la misère des difficultés ou des problèmes.

⁹⁷ Voir la partie sur les jeux d'argent, page 62.

l'inactivité est pesante. Les souvenirs des temps passés en entreprise sont récents et leur quotidien est d'autant plus mal vécu :

« J'regarde la tv, je joue à la console, parfois je m'ennuie parce que j'suis matinal et quand y'a rien à faire dès le matin, ben ça pèse quoi. »

Samir, 19 ans, sans diplôme, sans emploi, sans formation

Samir est un jeune homme qui n'a jamais trouvé sa place à l'école et qui a quitté le système scolaire très tôt et il nous dit avoir toujours voulu travailler. Il est aujourd'hui dans une période de latence forcée. Sans emploi et sans formation (il n'en veut pas), les journées lui paraissent longues. Pour lui comme pour d'autres, les anciennes expériences professionnelles sont des images fortes. Pour autant, il est de plus en plus installé dans une routine de l'ennui, que connaissent ses pairs :

« Je sais même pas quand c'est la dernière fois que j'me suis levé à 7 heures, pendant 5 jours d'affilés. Tu sais pourquoi ? Parce qu'il y a pas de taff. Tu veux que je fasse quoi de mes journées. Bon de temps en temps je vais au code, voilà j'me lève mais franchement... »

Nabil, 19 ans, décrocheur scolaire, sans emploi ni formation

« J'me lève mais franchement... ». Derrière cette phrase lâchée par Nabil, il y a une sorte de lassitude, une résignation qui pérennise la période de latence, qui la conforte. Par ailleurs, ces temps sont porteurs de crises, de confrontations dans certaines familles. En effet, il n'est pas toujours évident pour le jeune comme pour ses parents de coexister dans ce décalage, surtout si la période de latence dure :

« Mon père, quand il me voit rien faire, il s'énerve, il le dit pas toujours mais ça se voit. Il me dit vas trouver, vas faire ça vas faire ci. »

Samir, 19 ans, sans diplôme, sans emploi, sans formation

« Mes parents me demandaient ce que je faisais de mes journées. Mais moi, si y'a rien à faire en termes de travail, je fais rien, c'est tout. Moi quand je fais des recherches, j'ai jamais de réponse. À quoi ça sert que je continue ? »

Noémie, 21 ans, titulaire d'un CAP, sans emploi et sans formation

Noémie et Samir comme d'autres jeunes rencontrés connaissent épisodiquement des moments de tension au sein de leurs familles. La période de latence ne se passe pas toujours bien et sonne parfois comme une violence pour des jeunes qui se retrouvent face à une injonction paradoxale : chercher un travail qu'ils ont déjà cherché sans succès. Ce paradoxe est perçu comme une violence, ces jeunes questionnent le sens de ces commandements et choisissent de se mettre en veille.

Entrée et sortie de la période de latence ? L'exemple de Lalia

Si des jeunes subissent cette période plus qu'ils ne la mettent à profit, d'autres se sentent bien dans cet entre-deux. Cela pose la question du statut du « jeune latent ». Tous ne sont pas des déçus de la recherche d'emploi, d'autres sont dans des démarches rationnelles quant à leur situation et acceptent plus volontiers cet état.

Nous avons rencontré Lalia, une jeune fille de 19 ans qui vit en ZUS et qui est titulaire d'un Baccalauréat professionnel en commerce. Elle vit avec sa mère, qui est sans emploi et ses deux petites sœurs scolarisées. Elle est depuis peu en contrat court (2 heures par semaine) dans une association de son quartier, située à quelques pas de chez elle. Lalia a connu une période de latence assez longue et nous sommes revenus avec elle sur ces moments particuliers, pour essayer d'en comprendre les rouages.

Pour appréhender la situation qu'elle a vécue, il nous faut remonter à la fin de sa scolarité, c'est-à-dire à la période du lycée. Lalia n'a pas connu de problèmes particuliers lors de sa scolarité. L'obtention de son baccalauréat l'a conduite à passer des vacances d'été comme les autres, en restant « au quartier », mais cette fois en attendant une réponse des universités pour lesquelles elle avait postulé. Cette année, la reprise en septembre n'était donc pas obligatoire. Le glissement vers la période de latence prendra ses sources dans cette attente :

« Après mon bac, comme j'attendais mes réponses pour la fac et que c'était l'été et je faisais que deux choses : soit je restais à la maison, surtout pendant le Ramadan parce que j'me sentais pas de bouger, soit je sortais juste faire du shopping, être un peu en ville. »

Lalia, 19 ans, titulaire d'un Bac pro, en CDI (2h/semaine)

Malheureusement, les demandes de Lalia ne trouveront pas de réponses positives. Son rythme de vie pendant ce premier été post-bac s'est donc imprimé sur celui de ses congés scolaires, ponctué par quelques sorties et sa pratique religieuse. Arrivée en septembre et pour la 1^{ère} fois sans rentrée scolaire, Lalia continue de mener la vie de lycéenne qu'elle avait lors de ses vacances :

« En général, pendant cette période, j'me levais vers 13h, je prenais le petit déjeuner dans ma chambre, je prenais mon temps. Ensuite et bien soit je regardais la tv avec ma mère parfois. Sinon et ben, télévision, Internet et je préparais le goûter avec ma petite sœur quand elle rentrait de l'école. Et le soir dans ma chambre, je regardais encore la télé sur mon téléphone. Et j'passais du temps sur Twitter, Instagram et d'autres sites comme ça. Du coup, je ne dormais jamais avant 3h30 ou 4h du matin, c'est pour ça que je me levais tard. »

Lalia, 19 ans, titulaire d'un Bac pro, en CDI (2h/semaine)

Au vu de ce rythme assez décalé (13h-4h du matin), elle ne pouvait que difficilement procéder à des recherches d'emplois ou de formation. Mais Lalia n'est pas dans ce type de dynamique, puisque cette situation lui convient. Économiquement dépendante de sa mère, elle est en mesure de se restreindre à des loisirs qui ne nécessitent pas d'investissements particuliers de sa part (télévision, Internet, etc.). Son quotidien est animé par des activités domestiques qui la ramènent fortement à son statut d'aînée : elle doit à la fois s'occuper de ses sœurs et de certaines démarches pour sa mère :

« Et puis je l'aidais quand même, je faisais pas rien. Je l'aidais à faire ses papiers, j'allais à la CAF avec elle, tout ça. Je l'aidais aux courses aussi, c'est important de pas rien faire à la maison. »

Lalia, 19 ans, titulaire d'un Bac pro, en CDI (2h/semaine)

Le fait qu'elle gère pour partie les dossiers Caf de son foyer nous indique qu'elle était en mesure de conduire des tâches administratives, ce qui nécessite un sens de l'organisation qu'il est possible de transférer dans la recherche d'emploi par exemple. Le cas de Lalia permet de tempérer la vision du jeune globalement inactif. À son domicile et auprès de certaines institutions, elle était donc capable et faisait preuve d'engagement. Malgré cela, son inactivité personnelle (par rapport à la formation, le travail, etc.) était choisie.

Le statut du jeune dans les quartiers politique de la ville

La période de latence est donc ici un choix de vie momentané, pendant lequel Lalia va profiter de ses temps libre pour s'occuper d'elle et parfois ne rien faire. Nous pouvons appréhender cette latence en fonction des statuts⁹⁸ qu'elle possède, de sa position sociale et des normes du lieu dans lequel elle réside. Nous devons situer socialement et économiquement son lieu d'habitation : le taux de chômage est important, notamment chez les jeunes, d'autant plus chez les filles, depuis de nombreuses années. Ainsi, la situation de Lalia ne souffrira d'aucun stigmate, puisqu'elle est quelque part normalisée, l'inactivité étant durablement installée dans cette zone.

En n'intégrant pas le monde des études supérieures, Lalia a perdu son statut d'étudiante et donc le bénéfice des vacances scolaires, période de latence bornée par la rentrée. Pour autant, elle n'acquiert pas de nouveau statut social particulier : sans emploi et sans formation, elle ne dépend ainsi d'aucune obligation sociale. Son statut devient celui de "fille au foyer" qui ne surprend pas et peut donc s'assumer sans problème, notamment aux yeux des autres habitants du quartier. Mis à part les travailleurs sociaux qu'elle peut côtoyer, ou bien les animateurs d'associations qu'elle fréquente, personne ne vient frontalement pointer son inactivité, puisqu'elle est normalisée, notamment compte tenu de son âge. Sa mère espère qu'elle procède à une recherche active, mais la rareté de l'emploi est telle que Lalia ne subira que peu de pressions, d'autant que le quotidien est vécu en bonne intelligence :

« À la maison, on était bien avec ma mère, ça se passait tranquillement. Elle avait envie que je cherche du travail, mais on s'est toujours bien entendu, donc les journées étaient agréables, on manquait de rien. [...] Bon du coup, j'avais pas trop de sous, mais pendant que je faisais du shopping, et ben si je voyais un truc cher qui me plaisait et ben je le reposais ou j'me disais que je l'aurais pendant les soldes. »

Lalia, 19 ans, titulaire d'un Bac pro, en CDI (2h/semaine)

⁹⁸ Le statut est « l'ensemble des positions qu'un individu occupe sur une des dimensions du système social. [...] Il définit l'identité sociale, le rôle explicite, les droits et devoirs de l'individu. » in Dictionnaire de sociologie, Larousse, 1998.

Elle développe même des stratégies pour ne pas subir trop fortement les effets de sa situation économique, situation qu'elle avait par ailleurs déjà intégrée pendant son enfance et son adolescence. En s'inscrivant dans les activités domestiques de façon volontaire, elle adopte ce statut de "fille au foyer" qui reste au domicile. Elle ne fait pas exception et vit ainsi une situation que certaines de ses proches (amies, voisines) peuvent vivre également. L'acquisition du statut d'inactive, de latente ne se fait pas dans une sorte de résignation. Il se dégage une certaine rationalité de son attitude. La situation vécue par Lalia est finalement une étape normalisée de son parcours, compte tenu de sa scolarité et des perspectives d'emploi environnantes.

Période de latence et emploi

Lalia est aujourd'hui employée comme aide au secrétariat pour une association installée dans son quartier. Pour autant, les circonstances de son accès à l'emploi n'induisent pas de gain particulier d'expérience dans la recherche de travail :

« Un jour, j'étais dans un local pour les jeunes et un éducateur m'a proposé de travailler 2h par semaine pour faire un peu de secrétariat. [...] J'ai pas vraiment hésité, j'ai accepté tout de suite. Bon c'est juste à côté de chez moi, et il faut dire que j'ai pas le permis, pas de scooter, j'ai même pas de vélo ! »

Lalia, 19 ans, titulaire d'un Bac pro, en CDI (2h/semaine)

La proximité de cette association, la connaissance mutuelle de cet éducateur et la fréquentation ponctuelle des locaux a autorisé cette proposition. Intégrer cette association (qui s'occupe d'animation culturelle et sportive) et se contraindre, même 2 heures par semaine, à l'exigence d'un employeur change le regard qu'elle portait à la fois sur l'emploi mais également sur la période de latence dont elle sort peu à peu :

« Et puis, cette proposition, ça m'a fait réaliser que j'avais pas de rythme de vie. Et je crois que je commençais à en avoir marre. Et en travaillant, je gagne que 130 euros par mois, c'est pas une grande paye, donc il faut aller chercher la suite quoi ! »

Lalia, 19 ans, titulaire d'un Bac pro, en CDI (2h/semaine)

Proposer à Lalia un emploi et les responsabilités qui vont avec, c'était finalement la resituer dans un univers social connecté au monde du travail, qui reconnaît ses capacités et les valorise. La période de latence vécue par Lalia était de fait transitoire. Il semble qu'elle était « prête » : rétrospectivement, elle sera très directe pour parler de ces mois d'inactivité. Elle l'évoquera ainsi :

« Je cherchais pas du travail, à ce moment-là, j'étais feignante de chez feignante, j'avais pas envie de travailler, je préférerais rester à la maison. J'avais pas envie du tout. »

Lalia, 19 ans, titulaire d'un Bac pro, en CDI (2h/semaine)

Au final, c'est bien la proposition – arrivée au bon moment – d'embauche qui aura impulsé en elle l'envie de s'insérer professionnellement. Par ailleurs, le fait d'expérimenter concrètement le travail l'amène à vouloir s'insérer : ici l'expérience fait sens pour Lalia. La question du bon moment, du bon interlocuteur est centrale dans le changement de cap engagé par Lalia :

« Je crois que ce travail, ça m'a permis d'avoir un déclic, de réaliser que je ne menais pas une vie normale je crois. Cette proposition, ça m'a fait comprendre des choses, parce que là du coup, il faut se lever, il faut faire des choses, qu'on peut pas repousser, tout ça tout ça. »

Lalia, 19 ans, titulaire d'un Bac pro, en CDI (2h/semaine)

Lorsqu'elle parle de « repousser », elle fait référence aux démarches qu'elle ne conduisait pas. Elle apprécie désormais ses tâches et porte les valeurs travail avec une certaine fierté. Les temps flottants qu'elle nous décrivait, les moments passés à la maison ne sont aujourd'hui plus tenables : elle possède désormais un statut de salariée. Lalia est active et envisage d'autres démarches en lien avec l'emploi :

« Aujourd'hui je cherche à avoir le permis, ça fait quand même mieux sur le cv »

Lalia, 19 ans, titulaire d'un Bac pro, en CDI (2h/semaine)

Elle cherche à intégrer l'Armée, s'inscrit elle-même aux concours, prépare son dossier et travaille sur les épreuves. Elle échouera une 1^{ère} fois mais garde la volonté de travailler dans ce secteur :

« J'ai raté les concours pour m'inscrire à l'Armée de Terre, c'était ce que je voulais faire depuis toujours. Mais je reste motivée, j'ai contacté la Marine et là j'attends les dates de concours. Aujourd'hui je suis confiante. »

Lalia, 19 ans, titulaire d'un Bac pro, en CDI (2h/semaine)

De plus, elle nous dit ici que ce souhait professionnel est ancien. Elle n'avait pourtant entamé aucune démarche spécifique pour y parvenir. Sa période de latence était réellement une parenthèse dans ses envies professionnelles. Le déclic qu'elle a connu la place désormais dans une démarche active de recherche d'emploi. Elle tient un discours hyper-volontariste et porte un engagement fort, (« je suis confiante », « je reste motivée », « il faut se lever », etc.). Son langage montre d'ailleurs une certaine familiarité avec les codes moraux des travailleurs sociaux qui l'entourent dans son emploi. Lalia est aujourd'hui persuadée que ses démarches et son autonomie lui permettront de trouver du travail. Le déclic qui a permis d'écourter et de donner de la matière à la fin de sa période de latence est cette proposition d'emploi, malgré la faible rémunération. Il a pu avoir lieu grâce aux relations entretenues entre cette jeune fille et des professionnels en qui elle avait confiance.

La question du déclic

La période de latence peut donc prendre fin par un *déclic*. Nous avons constaté plusieurs causes possibles à ce déclic, qui dépendent du contexte dans lequel le jeune évolue. Lors de notre étude, des professionnels évoqueront par exemple la mise en couple ou certaines de ses conséquences :

« Il y a un déclic qui se fait parfois au moment de la rencontre avec la copine, de la paternité. Pour certains, c'est flagrant, ils changent d'un coup ou presque ! »

Professionnel d'une Mission Locale

Ce type de cas nous a été décrit par un médiateur qui a travaillé pendant plus de 4 ans avec ce public (uniquement avec des garçons), en tenant un local mis à leur disposition. La question du déclic est difficile à comprendre car elle relève bien souvent de l'ordre de l'intime, mais il semblerait qu'elle puisse être connectée à la question des revenus :

« Un soir, j'avais un gars de 19 ans, un qui venait souvent et qui était clairement dans le discours "j'veux pas taffer, ça m'intéresse pas". Typique du gars qui avait juste pas envie. Donc le type était là, sur un canapé, comme toujours et il reçoit un sms. C'était une fille qui l'intéressait beaucoup et qui lui proposait d'aller au cinéma. Lui, il était dégouté, il avait pas un euro, et pas moyen de gratter ses parents. [...] J'le voyais assez souvent pour savoir que c'était un mec bien, juste pas trop motivé, mais un mec bien quand même. Du coup, j'ai donné 20 € et j'ai dit de l'inviter au ciné. Il a accepté, [...] il est allé avec elle au cinéma et juste après, il s'est mis à chercher du taff, on le voyait de moins en moins et il a trouvé du travail. Il s'est jamais repointé au local. Son déclic à lui, c'était cette histoire de cinéma.»

Médiateur en ZUS

La question du statut de l'individu semble prégnante dans ce *déclic*. De celui d'adolescent ou de jeune adulte, ce jeune a voulu acquérir celui de prétendant puis celui de compagnon. Il semblerait que ce soit plus les responsabilités inhérentes à ce statut que le statut lui-même qui vienne (re)construire le jeune et le rapport qu'il entretient au monde du travail. La question du déclic tient peut-être au rapport à la société, à l'autre, à la place qui est la leur et qu'ils espèrent avoir et maintenir. Trouver une petite amie, c'est également se donner certaines responsabilités : cela donne du sens au fait d'avoir un emploi, ce qui déclenche la motivation. Certains professionnels qui côtoient ces jeunes et qui accompagnent leurs périodes de latence corroborent cette idée que des relations sentimentales peuvent mettre un terme à des périodes de latence.



Au-delà de ces questions d'inactivité les rencontres peuvent engager de véritables retournements de situation chez des jeunes vraiment éloignés des institutions et parfois même chez ceux qui s'essayaient à la délinquance :

« On a un jeune, sur ses 15-20 ans, c'était un vraiment dur, le shit, quelques cambriolages, et pas gérable du tout, plus d'école, plus rien. Et à 20 ans, il rencontre quelqu'un, une fille et là, je sais pas, ça lui fait comme une prise de conscience. Il se dit "faut que j'arrête toutes mes conneries sinon je vais la perdre". Là on a pu raccrocher avec lui. »

Animateur d'une association de quartier située en ZUS

Pourtant, il ne semblait parfois n'y avoir aucune prise pour ramener dans une dynamique d'insertion. Les autres acteurs de cette accélération de la sortie de ces temps d'inactivité sont parfois les parents :

« Ceux qui étaient comme ça, je vois deux cas de figure : soit c'est les parents qui les ont bougé bien comme il faut, soit c'est leur meuf. Les meufs, ça peut être radical. »

Médiateur en ZUS

Que ce soient les parents ou les relations sentimentales, il semblerait que les relations proches peuvent permettre de mettre fin à la période de latence. La question du bon moment et de la proximité de professionnels pour accompagner ou appuyer ce déclic reste fondamentale. Certains évoquent la période de latence comme une sorte de passage obligé pour les jeunes, particulièrement pour ceux en difficulté scolaire. Ce temps permet peut-être sa (re)construction avant qu'il ne se lance dans une recherche de formation ou d'emploi plus active et peut-être plus efficiente. Ce laps de temps « latent » n'a pas un format unique. Si une partie de ce public restera quelques jours ou semaines sans activités visant l'insertion, d'autres y passeront plusieurs mois.

Le fait que ces professionnels restent en lien avec ces jeunes est donc essentiel pour maintenir le lien et être là quand le déclic se présentera. La présence et la disponibilité des personnes en contact avec des jeunes est donc un des facteurs clés qui permet d'accompagner ce déclic.

L'exemple de Lalia ou bien l'anecdote de l'invitation au cinéma, illustrent bien une des caractéristiques de la fin de la latence : elle peut nécessiter le soutien d'une personne extérieure (la famille jouant certainement un rôle) mais également des professionnels. Pour permettre au jeune de franchir un cap comportemental vis-à-vis de l'insertion, il semble important de pouvoir être en contact avec un adulte, mais qui ne soit pas forcément estampillé « insertion professionnelle ». Ainsi, lors d'activités ou de conversations informelles, ces personnes sont en mesure de donner des indications, des informations ou simplement des encouragements à des jeunes qui sont « prêts ». Accompagner ce déclic nécessite que la bonne personne (de confiance, connue, repérée) puisse être présente au bon moment.

Les Missions Locales, les structures d'insertion et le public des quartiers prioritaires

Les Missions Locales sont bien identifiées par les jeunes des Cucs qui malgré cela restent difficilement mobilisables. Ils peuvent être intéressés mais sont parfois dans une posture de méfiance. La relation de confiance n'est pas évidente à mettre en place et les techniques de communication classiques (journée porte ouverte, affichage, information collective, etc.) fonctionnent peu :

« Les jeunes du quartier parlent beaucoup entre eux, ils jugent l'offre, jaugent leurs conseillers respectifs, les informations circulent comme cela, par le bouche à oreille. »

Conseiller en Mission Locale

Les Missions Locales constatent ainsi une plus grande difficulté à accompagner les jeunes issus des quartiers prioritaires, voire même des difficultés à créer la relation. Bien souvent, leur fonctionnement est remis en cause par cette population, qui en a une image dégradée. D'après ces professionnels, ce public est dans l'attente de réponses immédiates, ce qui génère fatalement des déceptions :

« Les jeunes ont du mal à se projeter dans l'avenir, ils sont dans l'immédiat. »

Coordnatrice d'une structure d'insertion implantée en ZUS

Des propos qui seront largement confirmés par nos échanges avec ce public, souvent impatient de commencer le travail ou les formations :

« Je voulais faire conducteur poids lourd, mais y'a trop d'attente dans les formations, ça sert à rien, j'cherche même plus. »

Aziz, 20 ans, titulaire d'un CAP, sans emploi, sans formation

Certains développent alors une attitude qui pourrait être interprétée comme de la désinvolture ou du désintérêt : oubli des rendez-vous, retard, refus d'entrer en formation, etc. La 1^{ère} demande des jeunes de quartier lors de leur inscription à la Mission Locale est l'emploi. Ils se présentent à l'accueil parce qu'ils cherchent du travail, entendu un travail salarié. Certaines formations sont rémunérées mais sont peu attractives pour une partie du public jeune. Les décrocheurs scolaires par exemple, les refusent souvent.

Que pouvons-nous comprendre de ces refus pour ce profil-là ? Une entrée en formation s'apparente à une rentrée scolaire : il y a des formateurs (enseignants), d'autres inscrits (les élèves), des modules (les matières), bref, tout est là pour replacer ces jeunes dans des situations qu'ils n'ont pas appréciées. Notons que l'échec scolaire n'était pas nécessairement le facteur déclenchant de l'arrêt de leur cursus. Certains supportaient mal les conditions d'apprentissage, les relations avec les camarades et/ou les enseignants et le personnel encadrant et reportent ce schéma sur les formations :

« On parle avec eux, de pourquoi ils sont là, de ce qu'ils ont fait avant. Ce ne sont pas forcément des cancre ou des jeunes turbulents. Ils n'ont pas quitté l'école à cause de l'échec scolaire, mais plus par ennui, par désintérêt. Du coup l'idée même de faire une formation, c'est pas possible pour eux. »

Conseiller en Mission Locale

La déscolarisation peut être perçue comme un soulagement qui prendrait fin lors d'un retour en formation. Et une formation n'est pas une garantie de trouver un travail. L'honnêteté quant à l'incertitude des débouchés possibles est essentielle :

« J'ai un groupe de 4 jeunes de la ZUS qui est motivé mais sans aucun diplôme. Ils refusent de rentrer en formation. L'école et les formations sont associées à l'ennui. [...] À savoir qu'ils viennent chercher un emploi, sans avoir conscience des réalités du marché du travail. Sans diplôme et sans formation, c'est compliqué pour eux. Et bien il faut avoir l'honnêteté de leur dire, sans pour autant les perdre. »

Conseiller en Mission Locale

Difficiles à mobiliser, portés par des exigences fortes et réticents aux contractualisations, ils sont dans le décalage entre ce à quoi ils aspirent et ce que la Mission Locale est en mesure de faire. Des conseillers parlent de « *choc culturel* » qui explique partiellement les difficultés de compréhension mutuelle. Les professionnels constatent une dégradation économique globale qui touche plus particulièrement ce public. La précarité ambiante est oppressante pour les jeunes et ils la renvoient aux Missions Locales :

« Sur les 10 dernières années, il y a plus de jeunes qui sont dans une souffrance en lien avec la précarité. »

Conseiller en Mission Locale

La précarité vécue agit sur leurs attentes et sur leurs façons de prévoir, de s'envisager. Les temporalités longues sont difficilement appréhendables, cela peut créer un décalage : ils se rendent à la Mission Locale pour trouver du travail immédiatement ou presque et l'institution n'est pas en capacité de répondre à ce type de demande. De fait, certains s'y inscrivent et n'y retournent pas :

« J'y vais pour m'inscrire et ils m'ont donné un rendez-vous avec un conseiller pour 3 ou 4 mois plus tard [...]. Un rendez-vous, sérieux ! Je venais pour du taff ! Du coup, j'y suis pas allé, alors ils m'ont appelé mais en redonnant une date trop loin dans le temps. Et ça a fait pareil, j'y suis pas allé. Du coup, la Mission Locale, je m'y suis juste inscrit. »

Adil, 25 ans, niveau Bac Pro, allocataire du Pôle Emploi

« La Mission Locale, je m'y étais inscrite, mais j'y suis allée qu'une fois. En fait, on m'avait dit qu'il proposait de l'aide aux jeunes pour trouver du travail, mais ça avait pas l'air de trop pouvoir marcher, ça avait l'air long.[...] Du coup j'y suis jamais retournée. »

Lalia, 19 ans, titulaire d'un Bac pro, en CDI (2h/semaine)

Le rapport au temps semble être un des marqueurs qui détermine la relation des jeunes avec la Mission Locale. Elle propose en premier lieu des rendez-vous, quand l'objet de la visite est l'emploi. La méconnaissance des processus portés par cette institution fait que Lalia et Adil ne s'inscriront pas de façon durable et constructive dans une démarche partagée avec un conseiller. Ils ne solliciteront plus la Mission Locale et feront appel à d'autres réseaux pour s'insérer.

D'autres l'investissent plus volontiers, prennent le temps et intègrent des formations. Malheureusement, si ces dernières se déroulent mal, l'amalgame entre Mission Locale et formation sera fait et lui portera préjudice :

« Avec une formation de la Mission Locale, j'ai bossé 4 mois pour une entreprise d'insertion mais j'suis parti [...] c'était n'importe quoi et j'étais payé au lance pierre, ça me rapportait rien. Depuis ils m'ont rien proposé. Heureusement qu'un CFA m'a appelé, c'est une porte de sortie pour moi. »

Pierre, 21 ans, titulaire du Brevet, sans emploi, sans formation

Les dispositifs semblent complexes à des jeunes qui sont volontaires pour le travail mais qui appréhendent mal les formalités administratives. Les difficultés des jeunes à respecter leurs devoirs en cas de congés maladie par exemple :

« On leur apprend à remplir les arrêts maladie. Puis certains oublient d'appeler l'employeur en cas d'absence, et ensuite ils oublient le justificatif, ça traîne, et finalement ils ne le remplissent pas. »

Coordnatrice d'une structure d'insertion implantée en ZUS

Pour ce public-là, pour qui l'insertion est avant tout la mobilisation dans l'activité en elle-même (« *je veux travailler* »), les questions périphériques à l'emploi ne font pas sens :

« J'ai fait une formation à la Mission Locale, qui s'appelle Multi-métiers. Puis je tombe malade et ils m'ont expliqué l'arrêt maladie, en trois exemplaires, c'est lourd franchement. Je fais tout ce qu'il fallait, le médecin et tout, alors que [...] les papiers c'est pas mon truc, mais ça a pas marché, je sais pas pourquoi. Ils me l'ont fait à l'envers, c'est tout. Je me suis énervé et j'suis pas retourné en formation, ni à la Mission Locale. »

Samir, 19 ans, sans diplôme, sans emploi, sans formation

Les efforts consentis pour cheminer dans l'insertion peuvent du coup être perçus comme une perte de temps et d'énergie. Le risque est l'installation d'une période de latence et surtout le désintérêt pour les structures spécialisées sur l'emploi des jeunes, puisqu'elles seront jugées inefficaces et contreproductives. Certains développent même de la rancœur et remettent en cause la Mission Locale et des structures visant à l'insertion. Ces déçus ont vécu douloureusement les échecs en lien avec ces dernières et se questionnent sur le bien-fondé de leurs existences :

« La Mission Locale ? On dirait qu'ils veulent pas que les jeunes de quartiers travaillent. Eux ils ont un boulot, ils s'en foutent de toi en vrai. J'y vais plus, ils servent à rien, ils te font courir pour rien : fais ci, fais ça et ils sont même pas foutus de t'aider. [...] Je cherchais un stage en grutier, j'ai démarché toutes les grandes boîtes, et à la Mission Locale, ils m'ont dit d'aller faire de la tuyauterie. J'ai dit merci, j'y suis plus jamais allé. Ils t'appellent une fois et voilà, ils sont contents, ça leur fait une personne de moins à gérer. »

Aziz, 20 ans, titulaire d'un CAP, sans emploi, sans formation

D'autres encore imaginent que la Mission Locale a d'abord des fonctions occupationnelles. Ceux-là, inscrits de longue date se sont pliés aux stages et formations sans que cela ne débouche jamais sur un emploi stable. Ils font le constat de leurs parcours et ont l'impression que leurs conditions sont toujours les mêmes. Ils ne comprennent pas l'intérêt de cumuler les temps d'apprentissage : ils sont à la recherche d'un salaire qui leur permettra d'être autonomes financièrement :

« Je suis inscrite depuis 3 ans. Je viens à mes entretiens, mais ils servent pas à grand-chose.[...] Mon copain est inscrit et on trouve qu'ils font plein de propositions qui n'aboutissent à rien. Ils nous occupent en fait ! Mais ça fait pas vivre ! »

Noémie, 21 ans, titulaire d'un CAP, sans emploi et sans formation

Certains parlent également de différences de traitement, sans envisager que les profils des jeunes induisent des propositions ciblées et donc différentes. Ils ne comprennent pas le fonctionnement de l'institution et s'en font des représentations négatives :

« Y'a un truc bizarre : j'ai des amis qui sont aussi inscrits à la Mission Locale. Et y'a des choses qui leur sont proposées et pas à moi. Franchement, ils le décident comment? À la tête ? »

Sonia, 19 ans, titulaire d'un CAP, sans emploi

Cependant, toutes les expériences vécues à la Mission Locale ne sont pas négatives. Une partie des jeunes rencontrés est enthousiaste et se sent soutenue. Pour eux, cette structure est un repère essentiel, dans lequel ils trouvent de l'attention, sur des sujets qui parfois débordent de simples questions d'emploi :

« Je me sens soutenu par des professionnels, comme la Mission Locale. Franchement, par rapport à Pôle Emploi, il y a une très grande différence. [...] Tu viens pas pour rien, tu peux trouver une formation [...] c'est jamais du temps perdu ! C'est grâce à la Mission Locale que je peux faire des stages, des formations pour pas perdre la main. Comme ça tu restes dedans, dans le travail mais en stage. Ça fait des expériences, c'est important. »

Pwat, 23 ans, sans diplôme, sans emploi

Pwat se montre entièrement satisfait des services proposés par la Mission Locale. Ancien allocataire du Pôle Emploi, il n'y était pas à l'aise, se sentait moins soutenu. Ses attentes de formations et de stages trouvent des réponses à un rythme qui lui convient et il trouve que les temps passés hors du travail organisés par la Mission Locale sont des gains en termes d'expérience. Les plus pragmatiques, qui y viennent pour trouver un emploi sont parfois satisfaits d'entrer en formation :

« La Mission Locale, ils nous comprennent vraiment, ils nous parlent de tout. Et puis j'ai même fait un chantier éducatif de 100 heures, ça m'a plu, c'était presque un vrai travail. »

Nabil, 19 ans, décrocheur scolaire, sans emploi ni formation

Elle permet également de soutenir le public jeune sur des questions de mobilité notamment, qui sont essentielles pour élargir leur champ de recherche d'emploi :

« Des collègues m'en ont parlé, j'y suis allé. Avec la Mission Locale, j'ai eu une carte de déplacement qui baisse vraiment le prix des billets, sans ça, j'aurais pas été mobile. »

Camara, 20 ans, titulaire du Brevet, sans formation et sans emploi

Les structures d'insertion sont parfois en mesure de faciliter les conditions des démarches en allégeant le coût des transports. Les jeunes qui en bénéficient sont conscients de l'utilité que la Mission Locale peut avoir sur des questions qui ne concernent pas toujours frontalement l'emploi.

Il reste que la relation entretenue entre la jeunesse des quartiers prioritaires et les structures d'insertion (Mission Locale principalement) est ambiguë, à l'image de celle avec l'École. Si certains s'en détachent complètement, d'autres arrivent à l'envisager comme un moyen de parvenir à l'emploi. Les déçus sont généralement ceux qui sont dans l'urgence d'un travail. Dans ce cas, l'idée de stage ou de formation ne fait pas sens pour eux, les étapes pour y parvenir sont trop longues et ils remettent donc en question l'utilité de se rendre dans ces structures. La temporalité semble être l'une des clés de la relation entre jeunes issus des Cucs et les Missions Locales. Par ailleurs, l'idée de faire une formation en bloque une partie, notamment ceux qui ont connu des parcours scolaires chaotiques.

Crier son échec : de la difficulté d'entendre ceux qui réussissent

Les jeunes qui sont en difficultés face à l'insertion professionnelle, qui ont pu connaître également l'échec scolaire communiquent facilement sur les difficultés qu'ils ont vécues. L'échelle de quartier autorise une circulation rapide de l'information, surtout que ce public (déscolarisé et sans emploi) passe du temps à l'extérieur et échange avec les habitants qui y circulent⁹⁹. Les professionnels expliquent qu'ils publicisent volontiers leurs situations, ce qui a pour conséquence d'agir sur les représentations que d'autres peuvent se faire de l'insertion :

« Les jeunes en échec qui essayent et qui échouent, ils en parlent beaucoup. Les déçus transmettent un message sur le fait que les employeurs sont racistes des choses comme ça. Et ceux qui écoutent sont parfois découragés à l'avance. Ceux qui réussissent pas vont l'ouvrir plus fort que les autres. »

Animateur d'une association de quartier située en ZUS

Ces discours négatifs sont relayés auprès des pairs, des latents. Ils font l'objet de nombreuses discussions sur la question de l'emploi et le nombre de chômeurs et d'inactifs du quartier sont autant d'arguments pour installer l'échec instantané dans l'esprit des jeunes :

« Certains des jeunes, ils posent un CV, et ils en parlent pendant 10 ans. Mais ils cherchent pas comme il faut. [...] Et eux, on les entend trop. Ils dépriment les autres. Bon, d'un autre côté, y'a vraiment pas de taff, alors même ceux qui cherchent au taquet, et bien ils trouvent pas non plus mais c'est pas la peine d'être négatif comme ça. »

Correspondant de nuit

D'autres cas de figure permettent de contrebalancer ces ressentis et d'autres parcours sont également exposés aux jeunes qui vivent au quartier. L'achat de voiture de marque, qui circulent et sont conduits par des jeunes entrepreneurs (souvent issus du secteur du bâtiment) sont des exemples de réussites qui peuvent susciter des vocations et véhiculent un message plus positif. Et les solidarités locales permettent parfois des embauches :

« Heureusement y'a des jeunes qui s'en sortent et ça se voit. J pense notamment à un jeune qui a fréquenté le côté obscur du quartier ! Il était vraiment mal parti puis il est devenu artisan-maçon. Il réussit et c'est bien. Il a une belle voiture, il embauche et ça motive ! »

Animateur d'une association de quartier située en ZUS

Ainsi, des trajectoires ascendantes sont repérées mais pas suffisamment d'après les professionnels. Elles permettent de mettre en lumière des situations mal engagées qui par la suite deviennent des exemples d'insertion professionnelle intéressants, comme c'est le cas pour ce jeune patron qui réussit à embaucher légalement des jeunes de son quartier après avoir été identifié comme un latent, voire comme un délinquant.

Les frustrations de la recherche d'emploi

Parmi les jeunes rencontrés, nombreux sont ceux qui nous ont fait part de la frustration qu'ils ressentent lorsque leur démarche n'aboutissait pas. Ces situations d'échec, dans lesquelles certains risquent de faire carrière¹⁰⁰ sont vécues difficilement par ceux qui tentent de s'insérer. Plus l'investissement personnel est important, plus les mauvais résultats seront mal vécus. Camara a cumulé les emplois en CDD et non déclarés, acceptant toutes les offres. Aujourd'hui, il ne trouve plus d'emploi et se remet en question :

« Mon premier travail, c'était pour un traiteur, sinon j'ai fait de la maçonnerie, au black. Mais aujourd'hui, y'a plus rien. C'est la grosse misère ici. Même les fastfoods me répondent pas. [...] Je relance toujours les employeurs, mais je n'ai que des refus. Ça me met mal. Je me dis, c'est bon, je vais jamais trouver. [...] J'ai vraiment cherché partout. Je me suis même désinscrit du Pôle Emploi de chez moi pour m'inscrire au Pôle Emploi de Lyon. Ça n'a rien donné, ils doivent vraiment prendre les meilleurs. Et c'est pas moi. »

Camara, 20 ans, titulaire du Brevet, sans formation et sans emploi

⁹⁹ Marlière É., 2005, « Jeunes en cité. Diversité des trajectoires ou destin commun », l'Harmattan.

¹⁰⁰ Castra J.P., 2004, « L'insertion professionnelle des publics précaires », Varia, n°33, vol.1, pp. 171-173.

Malgré son attitude volontaire et le cumul de ses diverses expériences, il ne trouve pas d'emploi, tout comme Nabil, qui vit une situation similaire. Ils intègrent malgré eux la difficulté à accéder au travail, alors que leurs exigences sont faibles :

« Avec les boîtes intérim, j'ai un peu bossé, j'ai même eu un entretien, il s'est carrément bien passé, le patron, il m'appelle le soir même, j'ai fait des coques sur les bateaux, mais c'était qu'un seul mois. Depuis rien. »

Samir, 19 ans, sans diplôme, sans emploi, sans formation

« J'trouve pas de taff et puis j'veux pas travailler au black, ça m'intéresse pas. J'en ai juste marre de ma situation, j'ai envie d'avoir un truc à faire qui paye. C'est lourd. Aujourd'hui j'suis prêt à bosser dans n'importe quoi, mais j'y crois pas trop. Même mon grand frère qui a le Bac, il est diplômé et trouve pas de taff. »

Nabil, 19 ans, décrocheur scolaire, sans emploi ni formation

D'autres mieux formés et plus exigeants peuvent s'essayer à ces emplois qui ne correspondent pas à leur cursus. Ceux que nous avons rencontrés en gardent des expériences mitigées, souvent déçus de ne pas s'insérer grâce aux diplômes qu'ils ont acquis :

« Pour me projeter, il me faut un travail, parce que sans argent, on fait rien. J'suis allée vers les boîtes d'intérim mais y'avait rien pour les filles et j'ai dû postuler à MacDo. C'était un CDI, pas beaucoup d'heures, je touchais pas 800 euros. J'y suis restée 4 mois, ça me convenait pas. Moi je veux travailler dans la sécurité, j'ai le diplôme pour ça. Et on m'a assuré que j'aurais du travail pendant mon CAP. Je préfère rien faire plutôt que de retourner à MacDo. »

Noémie, 21 ans, titulaire d'un CAP, sans emploi et sans formation

À l'image de Noémie, d'autres ne voudront pas ou plus se résigner à accepter ce type d'emplois. Après s'être démenés pour obtenir leur diplôme ou valider leur formation, ils veulent pouvoir faire leurs preuves et avoir leur chance dans leur secteur d'activité.

Les difficultés de se conformer à la valeur travail sans avoir d'emploi

Les jeunes rencontrés sont pour la plupart convaincus de l'importance d'avoir un travail. Certains abandonnent parfois, momentanément, et entrent en période de latence, mais l'absence d'emploi ne signifie pas pour autant qu'ils n'entretiennent aucune relation avec le travail. Même ceux qui sont hébergés ont des frais, qui les rappellent inmanquablement à la nécessité d'avoir un salaire :

« On est fait pour travailler, après chacun choisit son chemin, faut avoir un but dans la vie, faut sortir du sous-développement, avoir de l'ambition et pas rester au quartier toute sa vie ! La peinture au black, j'en ai fait un peu partout. J'ai dit aux gens que j'avais un CAP Peinture et voilà, une salle de bain, une pièce, des p'tits trucs. Là, c'est la crise, y'a plus de boulot, [...] ça marche plus. Pas de revenus, pas de chômage, rien. [...] J'suis déterminé, quand t'as pas de sous, y'a pas le choix. J'paye mon essence, mon assurance, mon téléphone, c'est chaud. »

Aziz, 20 ans, titulaire d'un CAP ; sans emploi, sans formation

La question du salaire semble vitale et devient la condition *sine qua non* et les formations payantes ne sont donc pas du tout envisageables :

« Pour moi c'est terminé les trucs de formations, d'école, de machin. À la rigueur la formation, si t'es payé. C'est terminé de faire les trucs pour faire plaisir, pour juste m'occuper, j'cherche du travail aujourd'hui. [...] J'me suis renseigné pour faire gratuit mais les formations sont payantes et avant faut faire un stage, c'est bon quoi, j'en ai marre. »

Samir, 19 ans, sans diplôme, sans emploi, sans formation

Samir n'est pas spécialement attiré par ce métier. Il sait simplement que les rémunérations sont relativement importantes et que des primes de déplacement peuvent être versées. La nécessité d'acquérir une autonomie financière a déterminé ses choix. Il ne veut pas participer à une formation non rémunérée et n'envisage pas du tout de reprendre un cursus scolaire : il est pris par le temps. Tous ne subissent pas cette contrainte financière, comme Adil qui est allocataire du Pôle Emploi. Pour autant, il vit mal cette inactivité :

« Après avoir arrêté le lycée, j'ai préparé mon vieux CV, tout vide, tout pourri et je l'envoyais à droite à gauche. Ma grande sœur m'a bien aidé pour le préparer, c'était mal parti sinon. Et j'ai bossé ! [...] Mais aujourd'hui plus rien. Et j'aime pas mais j'suis comme obligé. T'attends, t'as fait tes démarches, et t'attends. C'est pas évident à vivre. »

Adil, 25 ans, niveau Bac Pro, allocataire du Pôle Emploi

Nos échanges autour de leurs ressentis vis-à-vis de l'absence d'emploi permettent d'appréhender leurs difficultés à vivre ces situations. Les jeunes éloignés des institutions et déscolarisés précocement ne vivent pas dans une sphère décalée où l'idée même de travail ne ferait pas sens. Ils sont parfois en colère et se sentent floués mais aucun de ceux que nous avons rencontrés n'avaient pas dans l'idée d'intégrer une branche professionnelle. Ils ne s'engagent pas dans l'emploi avec engouement, le travail étant simplement un moyen de rémunération (la question de l'épanouissement professionnel ne s'est jamais posée à nous lors des entretiens) mais ils savent qu'ils doivent travailler. **Les déçus prennent parfois des distances, tout comme les déscolarisés qui peinent à quitter leur statut d'élève mais à terme, ils cherchent tous à intégrer le monde du travail.**

Si les Missions Locales et autres structures d'insertion spécialisées ne sont pas toujours les interlocuteurs privilégiés, il reste que ces jeunes doivent pouvoir bénéficier d'un soutien de la part d'un professionnel. À ce titre, les correspondants de nuit, médiateurs, éducateurs, animateurs, etc. sont autant d'adultes qui ont des contacts réguliers avec ces jeunes et qui sont en mesure d'accompagner et de guider leurs démarches.

En plus de ces professionnels, nous avons également constaté la densité des réseaux familiaux et les solidarités qu'ils sous-tendent. Ces ressources doivent être appréhendées, leurs proches en emploi sont autant d'adultes en qui ils ont confiance. S'ils ne sont généralement pas des modèles pour ce qui est des parcours scolaires, ils forcent souvent l'admiration des jeunes :

« Mon père a toujours travaillé et moi j'avais pas rien faire. La valeur travail c'est important, avant il posait du goudron, c'était vraiment un truc chaud et ben il y est toujours allé, il a jamais manqué. Après, quand il a trouvé son travail dans les espaces verts, c'était moins dur pour lui, mais en tout cas, il a toujours travaillé. »

Adil, 25 ans, niveau Bac Pro, allocataire du Pôle Emploi

Adil est admiratif du parcours de son père. Il est sa référence en termes d'emploi et ce modèle a accompagné Adil dans ses démarches. D'autres jeunes rencontrés ont évoqué les parcours de leurs aînés et la pénibilité des tâches qu'ils accomplissaient. Leurs relations à l'emploi est marquée par ces exemples : cette donnée doit être prise en compte pour appréhender la question du travail chez les jeunes résidants dans des quartiers prioritaires.

Discriminations et reproduction sociale

La question de la discrimination a été abordée à la fois par les jeunes et par les professionnels notamment au sujet des stages et d'emploi :

« Un jeune qui cherche un stage, il se présente à une entreprise, parfois ils y vont accompagnés par un adulte de la famille, ils se font souvent recaler pour des raisons qui ne sont jamais bien claires. Lorsqu'on accompagne le même gosse avec le même cv et bien ils accèdent aux entreprises. C'est de la discrimination par rapport au lieu de vie et aussi au faciès. »

Éducatrice de prévention spécialisée en ZUS

Les difficultés à trouver des stages peuvent être les premières expériences d'échec pour les jeunes. Interpréter un refus s'avère complexe, mais le fait que des adultes relais permettent l'accès à l'entreprise s'explique par le fait que les parents et le jeune sont porteurs d'une étiquette, en tant qu'habitants d'un quartier prioritaire. Les Cucs (et d'autant plus les ZUS) sont des territoires qui souffrent d'une image négative, qui rattrape parfois les résidents qui cherchent à en sortir, ne serait-ce que pour trouver un stage ou un emploi. Dans cet exemple, l'aide d'un professionnel (culturellement) extérieur au quartier¹⁰¹ vient attester des refus non justifiés donc discriminatoires dont sont victimes certains jeunes. Nous avons identifié deux caractéristiques cumulables qui sont revenues plus particulièrement : **le lieu de vie** (et sa réputation) et **les origines ethniques** (africaines et turques). Ce phénomène crée des situations douloureuses, notamment lorsque l'insertion professionnelle est investie et qu'elle ne débouche pas sur une amélioration des conditions. Ces déceptions alimentent le sentiment d'exclusion :

« Certains ont conscience des difficultés d'accès à l'emploi et tentent des choses malgré tout. Et là, ceux qui échouent sont pleins de mal être, pleins de colère, ils se sentent discriminés parce qu'ils sont arabes. »

Animatrice d'une maison de quartier

Ces discriminations accentuent la distance qui sépare le jeune de l'emploi. Elles créent un fossé avec l'emploi classique et peuvent amener au travail non déclaré, plus accessible par des réseaux personnels. Cette distance est par ailleurs transposable à d'autres secteurs, d'autres institutions : un jeune en rupture avec l'École qui se sent discriminé par le monde du travail ne développera qu'une confiance limitée et fragile, parfois même de la défiance vis-à-vis des institutions (d'insertion par exemple) et des personnes qui les représentent qui sont hors de son quartier (médiateur, éducateur, conseiller, etc.). Et les échecs cumulés et vécus injustement font que ce public déjà en difficulté va potentiellement entrer en période de latence (cf. partie sur la latence page 43) ou alors faire appel à des solidarités locales ou familiales. Cette stratégie vise à déjouer le processus discriminatoire subi. Cependant, la faible diversité des secteurs occupés par leurs proches les obligent à se contraindre à des domaines d'activités restreints. Ici, la question des discriminations peut potentiellement installer les prémisses de la reproduction sociale¹⁰². Si le jeune n'est pas en mesure de trouver un emploi et qu'il fait appel à son réseau personnel, les perspectives seront réduites :

« Quand j'cherchais des stages, j'me faisais toujours pointer, j'ai jamais trouvé genre tout seul. C'est toujours avec un oncle ou mon père. Du coup, c'est dans le bâtiment, forcément »

Oktaï, 22 ans, sans diplôme, ouvrier non déclaré

« Après le CAP, je voulais juste travailler, même l'usine, n'importe quoi. Histoire de pas rien faire. J'ai commencé par les poubelles [...], j'ai trouvé avec l'aide de mon père qui bosse dans cette boîte. Pendant deux ans, j'ai bossé sur des petits contrats, intérim, CDD. »

Aziz, 20 ans, titulaire d'un CAP ; sans emploi, sans formation

¹⁰¹ Epstein M., 2008, « Un capital social handicapant : les antagonismes d'une socialisation en cité et d'une insertion professionnelle scolaire », Sociétés et Jeunesses en Difficulté, n°5.

¹⁰² Grelet Y., 2005, « Enseignement professionnel, spécialité de formation et reproduction sociale », Éducation & Formations, n°35.

Aziz et Oktay tout comme Adil ont dû faire appel à leurs familles pour trouver leurs premiers emplois :

« J'suis inscrit dans toutes les agences intérim d'ici, même des villes à côté. Elles m'ont jamais contacté. Et pourtant je sais qu'il faut les relancer, j'ai fait comme il faut. [...] C'est mon père qui m'a aidé à trouver mes premiers boulots, sinon c'était impossible. Il savait que j'étais prêt à bosser dans n'importe quoi. Grâce à lui, j'ai fait les marchés, lavé des voitures, ce genre de taff. Ça m'a fait un peu d'argent pour dépanner. »

Adil, 25 ans, niveau Bac Pro, allocataire du Pôle Emploi

Ces jeunes hommes ont fait appel aux connaissances de leurs pères, qui les ont introduits dans leurs sphères professionnelles : le bâtiment, les marchés, les services, etc. Cette 1^{ère} expérience de recherche face au monde du travail les positionne dans une relation d'aide, dans la nécessité de *faire appel à*, et non pas dans une démarche efficace et autonome. Et le fait de trouver un emploi par ce biais-là peut installer le sentiment de discrimination pour plusieurs raisons : parce qu'ils sont jeunes, parce qu'ils sont d'origines maghrébines, parce qu'ils viennent d'un quartier, etc.

Le fait qu'ils semblent difficilement être en mesure d'intégrer d'autres branches de métier que celles de leurs proches induit peut-être une plus forte reproduction sociale à venir, induite par la discrimination subie lors de leurs premières démarches¹⁰³. Le champ des possibles est ici amoindri par le fait de se sentir discriminé, sentiment qui impose une distance et met en place les conditions de la rupture sociale. Et pour ceux qui sont issus de famille dont les parents ne travaillent pas, parfois inscrits dans l'inactivité depuis des années, les difficultés sont renforcées :

« Le contexte familial est vraiment important. Il peut aider les jeunes à s'en sortir. Mais parfois il amène juste à reproduire la misère. »

Animateur d'une association de quartier

¹⁰³ Bregeon P., 2013, « Parcours précaires. Enquête sur la jeunesse déqualifiée », Presses Universitaires de Rennes.

LE SPORT DANS LES QUARTIERS POLITIQUE DE LA VILLE

Lors de notre étude, nous avons constaté que le sport récolte un important succès auprès d'un panel très diversifié de publics. Étudiants, travailleurs, décrocheurs et chômeurs s'y côtoient régulièrement. Certaines disciplines intéressent autant les femmes que les hommes mais ces derniers semblent les plus consommateurs de ce type de loisirs. L'offre est vaste et les créneaux de soirée sont pensés pour pouvoir accueillir le plus grand nombre. Les sports proposés sont variés mais les jeunes rencontrés en ont plus particulièrement évoqué deux : le **futsal** et les **sports de combat**¹⁰⁴. Le 1^{er} est une activité encadrée par une association ou une mairie (sans condition préalable d'accès), les seconds dépendent de clubs et nécessitent *a minima* une licence. Nous avons pu prendre part aux entraînements et constater que les plus réticents au contact avec les institutions s'y rendent donc, que ce soit pour jouer ou simplement pour discuter. L'intérêt de ces pratiques sportives est qu'elles permettent la mise en relation d'un professionnel avec une frange importante de la population jeune. Il est aisé de s'inscrire à un sport ou simplement de se rendre dans un gymnase le soir. La pratique sportive est fédératrice au moins pour deux raisons : l'**aspect ludique** (et également l'idée de compétition, chaque match, exercice, combat, etc.) étant l'occasion de plaisanter sur les performances ou contre-performances des uns et des autres, mais également l'**aspect socialisant**. L'intérêt étant que cette socialisation est évidemment normée, qu'elle génère un cadre que l'individu doit intégrer et respecter. Les bords des terrains de futsal, tout comme les bords d'un ring sont des lieux de discussions et de sociabilités qui répondent à des normes et des valeurs. Cette appréhension faite par les jeunes de ces cadres est intéressante, notamment pour les plus éloignés des institutions. Ils sont en mesure de se conformer à des règles et sont en contact avec des professionnels. Il ne s'agit pas ici d'intégration par le sport mais de maintien, voire de reconstruction de liens sociaux. Les entraînements et les compétitions pour certains, sont autant d'occasions d'être avec d'autres jeunes, avec des adultes et ce dans un cadre normatif contraignant. Il existe en effet les règles propres à la discipline, qu'il convient de connaître et de respecter (ce sont des savoirs) et les règles de bonnes conduites dans le groupe, de bonnes utilisations des locaux, de bienséances envers les autres (encadrant et participant).

Le futsal

Les matchs de futsal auxquels nous avons participé sont auto-arbitrés. Les professionnels qui les encadrent ne gèrent que le temps des parties, à l'aide d'un chronomètre. Le jeu doit se réguler par lui-même, les équipes devant s'entendre sous peine d'être exclues. Ce sont des moments surprenants de régulation sociale : les équipes de 7 sont composées de groupes mixtes (étudiants, chômeurs, déscolarisés, etc.), âgés entre 18 et 30 ans environ. La possibilité de pouvoir aller et venir sans justification particulière permet à cette activité de recruter parmi un panel très large de jeunes : il n'existe pas de critère de sélection. Ils peuvent être parfois plus de 30 à se réunir dans un gymnase et au-delà des cris d'encouragements (pour le beau jeu) et des taquineries (qui sanctionnent une action ratée), ces temps se déroulent le plus souvent sans problème particulier et permettent de construire des liens dans un contexte détendu.

Les sports de combat

Il s'agit de disciplines pour lesquelles il faut s'inscrire formellement. Elles nécessitent un investissement personnel (physique et moral) important et les liens qui unissent les entraîneurs aux pratiquants sont forts. Les *coachs* s'intéressent au plus près de la vie hors de la salle d'entraînement de leurs élèves : parents, école, sorties, etc., car la progression et les performances demandent un engagement fort de la part des boxers¹⁰⁵. Ils peuvent questionner les jeunes sur leurs résultats scolaires, sur leurs fréquentations et n'hésitent pas à les contacter s'ils ne se présentent pas à l'entraînement sans le justifier¹⁰⁶. Ainsi, certains décrocheurs, certains jeunes en situations de latence sont toujours en contact par le biais du sport avec des adultes rattachés à certaines institutions. Nous avons pu discuter lors d'entraînements de la teneur des relations entraîneur-entraînés : il apparaît que pour une partie de ces jeunes, le *coach* est une sorte d'adulte-modèle à la salle et en dehors.



¹⁰⁴ Les disciplines sont nombreuses : boxe anglaise, boxe française, boxe thaïlandaise, kick boxing, MMA (*Mixed Martial Art*), pancrace, etc.

¹⁰⁵ Wacquant L., 2002, « Corps et âme. Carnets ethnographiques d'un apprenti boxeur », Agone, Mémoires sociales.

¹⁰⁶ Bujon T., 2009, « Boxing Club. Sociologie d'une salle de boxe thaïe en banlieue », Publications de l'Université de Saint-Étienne.

Tabac, alcool et cannabis : quelles consommations ?

Notre étude ne cherchait pas frontalement à s'intéresser aux consommations de substances psychoactives (alcool et cannabis) et de tabac¹⁰⁷. Cependant, les personnes engagées sur le terrain ainsi que certaines de nos observations et entretiens nous ont conduits à questionner ces pratiques dans les quartiers politiques de la Ville.

Si la **pratique tabagique** ne pose pas de problème social particulier (c'est un produit légal), elle semble accompagner certains temps morts ou conversationnels, comme nous l'avons constaté dans un local ouvert la nuit. La quasi-totalité des jeunes présents lors de nos observations fument des cigarettes. Au-delà des possibles complications de santé que cela peut engendrer, le coût du tabac gêne certains jeunes, déjà financièrement en défaut :

« *Je ne peux même plus me payer de clopes depuis deux ans* »

Thomas, 18 ans décrocheur scolaire, sans emploi ni formation

La persistance de cette pratique semble caractéristique des personnes en situation de précarité, malgré l'investissement qu'elle peut représenter¹⁰⁸.

La **consommation d'alcool** est plus compliquée à aborder. Certains professionnels parlent de pratiques tabous, d'alcoolisations discrètes car elles ne correspondent pas aux normes publiques des quartiers dans lesquels nous nous sommes rendus :

« *Dans ce quartier, tout est caché : la consommation d'alcool c'est un bon exemple. On sait qu'une partie des jeunes boit, on en a déjà vu bourré, mais c'est impossible d'en parler avec eux.* »

Éducateur spécialisé en ZUS

Ici, la culture maghrébino-musulmane¹⁰⁹ joue potentiellement un rôle : l'alcool est absent de l'espace résidentiel et les consommations quotidiennes sont rares. D'ailleurs les cafés, snacks et épiceries situés dans les territoires de l'étude ne font pas le commerce de boissons alcoolisées, considérées comme *haram*¹¹⁰. Malgré cela, des éducateurs nous ont rapporté avoir déjà surpris des jeunes en état d'ébriété, mais ces comportements sont socialement répréhensibles. Ces consommations cachées nuisent à la prise en charge et l'accompagnement en cas de problème. Cependant, l'ordre moral du quartier ne laisse que peu de place aux consommateurs abusifs et publics. Les consommations ont lieu dans les cafés des centres-villes, dans des voitures garées hors des espaces résidentiels ou dans des discothèques.

À l'inverse de ces usages dissimulés autour de l'alcool, la **consommation de cannabis** est plus visible, moins tabou (dans la tranche d'âge étudiée, avec cependant des différences entre les filles et les garçons) et semble donc plus importante. Les professionnels sont préoccupés, notamment ceux le plus en contact avec le public jeune : éducateur et médiateur. D'après eux, pour des jeunes en phase d'insertion ou en difficultés sociales et/ou familiales, certaines façons de consommer peuvent être nuisibles. Les usages sont multiples, le cannabis est parfois utilisé de façon festive, parfois comme un passe-temps, mais la prévalence de consommation paraît importante. Ces pratiques restent ancrées dans le quotidien d'une partie de ces jeunes, et il n'est pas évident pour eux de s'en défaire. Voilà à titre d'exemple une conversation entre trois jeunes et l'éducateur au sujet d'un séjour à la montagne auquel ils pouvaient s'inscrire. Cette discussion s'est tenue dans un hall d'immeuble où nous étions installés depuis quelques heures :

« *Franchement, le ski, ça va le faire, c'est bon ça.* »

Malik, 23 ans, sans emploi

« *Oui, faudra me porter des documents, je vous dirai tout ça bientôt.* »

Éducateur de rue

« *On va triper¹¹¹ [s'amuser] les mecs !* » [rire simultané des trois jeunes, suite à la référence directe à la consommation de cannabis]

Karim, 19 ans, sans emploi

« *Ah mais les gars, si j'organise un truc avec vous, attention, c'est haram ! Pas de splif [cannabis] et pas de tise [alcool], on part au vert, c'est clair ?* »

Éducateur de rue

« *Oh non, t'es sérieux là ? Même pas le soir callé, vite fait ? Bah c'est nul franchement !* »

Karim 19 ans, sans emploi

« *La condition c'est qu'on le fait halal ce séjour, c'est tout !* »

Éducateur de rue

¹⁰⁷ L'étude qualitative n'entend pas ici émettre un constat général sur les consommations de tabac, d'alcool ou de cannabis. Appréhender ces usages nécessite d'autres méthodes d'enquêtes. Pour des données chiffrées nationales, consulter « Drogues, chiffres clés », OFDT, juin 2013.

¹⁰⁸ PERETTI-WATEL P., 2012, « La cigarette du pauvre. Enquête auprès des fumeurs en situation précaire », Presses de l'EHESP.

¹⁰⁹ La consommation d'alcool est interdite dans la religion musulmane, elle est considérée comme un péché.

¹¹⁰ *Haram* signifie péché en arabe.

¹¹¹ Jeux de mots sur le double sens du terme : *triper* signifie s'amuser et fait également référence au *trip*, au voyage que connait certains consommateurs de substances psychoactives.

Le professionnel en question nous a fait part des difficultés qu'ils avaient avec certains pour les défaire de ces consommations. La plupart des jeunes qu'il suit et qui sont décrochés de l'emploi et/ou des études consomment du cannabis assez régulièrement.

Nous avons également pu discuter avec des jeunes, dont certains en emploi (souvent dans les usines situées aux alentours de leur quartier et qui habitent chez leurs parents) à l'occasion d'observations dans un local ouvert le soir. C'est un lieu de sociabilité qu'ils fréquentent lorsqu'ils terminent leur repas. Il s'agit d'une sorte d'*after-work*, pendant lequel ils regardent des films, tout en fumant du cannabis et des cigarettes (toujours à l'extérieur du local). D'après le professionnel en charge de cet espace, qui les côtoie depuis plusieurs mois et échange presque chaque jour avec eux, ces consommations de cannabis viennent clore la fin de journée de ces jeunes en emploi ou non et qui naviguent entre les missions intérim et les CDD. Ils passent quelques heures et discutent en attendant le sommeil. Autour de ce local, quelques voitures sont garées et des jeunes sont installés, discutant également, tout en fumant du cannabis et des cigarettes. Lors d'une autre observation, nous avons croisé un groupe en journée, réuni dans les escaliers extérieurs d'un bâtiment associatif. L'un d'entre eux préparait un joint. Nous avons ainsi assisté à plusieurs sessions de consommation : le cannabis semble faire partie de la culture masculine locale, notamment dans la tranche d'âge de notre étude. D'après les éducateurs en contacts avec ces jeunes, les défaire de ces consommations n'est pas évident car ils ne les perçoivent pas comme problématiques. Il reste toutefois difficile d'en mesurer l'incidence sur l'insertion ou l'autonomie des jeunes. Cependant, certains jeunes évoquent le cannabis et leurs ruptures de scolarité. Non pas comme étant la cause, mais plutôt une sorte de support à la déscolarisation, processus apparu parfois avant les 1^{ères} consommations :

« Au lycée, j'ai commencé la 1^{ère} en filière ES, mais j'étais trop absent, ça pouvait pas le faire, alors j'ai été réorienté en STG. Mais là aussi, j'y allais pas trop, je restais avec les collègues, au parc. Là, j'fumais du shit, on s'en foutait [de l'école]. »

Adil, 25 ans, niveau Bac Pro, allocataire du Pôle Emploi

Il ne faut pourtant pas généraliser ce phénomène, tous les jeunes que nous avons rencontrés ne sont pas consommateurs :

« Le soir si j'arrive pas à dormir, j'me mets un p'tit film et puis ça passe. [...] tu vois, le shit et tout, c'est de la connerie, pas besoin de boire, pas besoin de fumer. Ça m'intéresse pas. »

Aziz, 20 ans, titulaire d'un CAP, sans emploi, sans formation

Malgré cela, comment comprendre ces consommations ? Pour les jeunes scolarisés, elles semblent venir appuyer ou accompagner des ruptures entamées avec l'École. Il existe un effet de groupe, qui concerne principalement les garçons vis-à-vis des conduites à risques et du rapport aux normes. Pour les majeurs inactifs, il semblerait que les occupations sur les quartiers soient rares. Ils n'ont pas accès à certains loisirs réservés aux plus jeunes (par ailleurs, certains d'entre eux ne fréquentent plus volontairement ces espaces) : une partie des habitants travaille, une partie est à l'école et les activités sont quasi inexistantes en journée. La recherche d'occupation s'arrête assez rapidement : les sorties hors du quartier ou de la ville ont un coût que l'absence de travail ne permet pas de régler, il faut donc passer la majeure partie du temps au quartier. Les conversations avec les pairs sont entrecoupées de cafés, de cigarettes et parfois de joints, le tout pour occuper l'ennui. Un ennui qu'un habitant a connu quelques années plus tôt et dans lequel, il se retrouve :

« Moi aussi j'ai fumé quand j'étais jeune, je vais pas te mentir. Ça fait passer le temps, ça occupe, mais c'est un peu un piège, parce qu'en vrai ça te nique la tête. D'un autre côté, ici, si t'as pas de taff, t'as pas grand chose à faire, rapidement tu t'ennuies et du coup, voilà tu fumes un joint, puis ça peut devenir un peu une habitude. »

Djawad, 32 ans, en CDD depuis 1 ans, marié

Avec le recul, Djawad juge sa consommation comme un « piège », tout en la justifiant au vue de sa situation. À l'époque sans emploi durable malgré ses recherches, il a connu de nombreuses et longues périodes de latence qui l'ont conduit à l'usage quotidien. Nous ne sommes pas ici dans une pratique festive mais occupationnelle. Cependant, cette consommation a un coût (tout comme les cafés et cigarettes) et ce mode de vie induit parfois d'intégrer à la marge l'économie informelle :

« Quand j'étais plus jeune, j'voulais bosser, j'étais vaillant, mais voilà y'avait pas toujours grand-chose, même si t'acceptais les trucs chiants, t'avais pas forcément un taff. Du coup, je te le dis, ça m'arrivait d'acheter une savonnette [un morceau de résine de cannabis] de la couper en barrette et de les revendre. C'était juste pour avoir 20 euros

dans la poche, le paquet de clopes et après voilà, tu fais ta journée, ton sandwich, ta pizza, rien de fou, mais voilà. »

Djawad, 32 ans, en CDD depuis 1 ans, marié

Notons que cela s'apparente plus à la *débrouille* qu'à un véritable trafic. Il ne s'agit pas ici d'enrichissement qui conduise à des investissements particuliers, ni même une recherche de revenus. Les gains générés par cette activité viennent juste payer l'ennui quotidien et permettre un autofinancement des consommations liées à l'inactivité. D'après certains professionnels rencontrés, quelques jeunes autofinancent leur consommation de cannabis par ces reventes occasionnelles. L'économie souterraine liée à la revente de cannabis semble faire partie du paysage, plus particulièrement dans les ZUS.

Les jeunes et les jeux d'argent

Lors de notre étude, nous nous sommes intéressés à la question des loisirs et des moments passés hors du domicile. Si des temps sont consacrés à tenir les murs sans autre but apparent que la sociabilité, certains tentent de mettre à profit leur inactivité (qu'elle soit subie ou non) pour s'essayer aux jeux d'argent. Les pratiques sont nombreuses : jeux de grattage, courses hippiques, parties de cartes, Loto, casino, etc. D'après des travailleurs sociaux (médiateur et éducateur), ce phénomène concerne des individus plus jeunes¹¹² qu'auparavant. Une petite partie jouerait quotidiennement et en y investissant des sommes importantes compte tenu des faibles moyens qui sont les leurs. Pourquoi ces jeunes-là s'intéressent-ils aux jeux d'argent ? Même si certains disent pouvoir maîtriser une partie de ce hasard (« *j'suis vraiment bon au poker* » ; « *les courses, ça s'apprend*¹¹³»), il reste que les probabilités de gain ne sont pas garanties. Au-delà de l'aspect ludique –ce sont des *jeux d'argent*–, le fait de jouer sans avoir la certitude de récupérer sa mise ou de produire des bénéfices est l'expression d'un comportement rationnel, à défaut d'être raisonné. Ils sont conscients des difficultés d'accès à l'emploi et ne se satisfont pas de leur situation économique : ils la subissent. Ils savent également l'incertitude qui entoure le fait de gagner ou non aux jeux. Malgré cela, ils espèrent pouvoir infléchir leur situation, changer la donne. C'est parfois pour cela qu'ils s'essayaient aux jeux, par résignation, parce qu'ils considèrent que le marché de l'emploi est saturé et que les salaires qui sont à leur portée ne sont pas suffisants :

« De toute façon, y'a rien à faire pour toucher bien comme il faut, mais autant j'touche gros en jouant »

Nicolas, 19 ans, sans emploi

Pour Nicolas, c'est parce que l'effort n'est pas payant au sens 1^{er} du terme, pas autant qu'il le voudrait, qu'il s'en remet parfois à la chance¹¹⁴. Rencontré dans un bar PMU, il remplissait des grilles de Loto accompagné de deux amis, joueurs également. Ils fréquentent cet endroit régulièrement et y laissent des sommes modiques (parfois 2 ou 3 euros) mais espèrent tous un gain important : « *toucher gros* ». Ils ont connu l'emploi –intérimaire uniquement– et s'estiment lésés. Les gains potentiels ne viennent pas concurrencer le travail, aucun n'a exprimé l'idée de *faire carrière* dans les jeux. Mais ils tiennent à changer les conditions économiques de leur existence. Les contrats qui leur sont proposés ne le permettent pas : ils s'en remettent donc à la chance. Ces activités ne tiennent pas seulement de l'occupationnel : ils sont révélateurs du rapport que des jeunes peuvent avoir à l'avenir. Ils s'en remettent au hasard avec une attitude résignée, ils sont déçus de l'emploi, de sa rareté et des bénéfices qu'ils en tirent.



¹¹² Si la tranche d'âge étudiée n'est pas fondamentalement la plus joueuse, ces professionnels constatent tout de même une tendance en hausse.

¹¹³ Nous avons été surpris lors d'un échange avec un jeune dans un bar, qui lisait assidument *Paris Turf*, un magazine de courses hippiques destiné aux amateurs avertis. Agé d'à peine 19 ans, il jouait aux courses depuis près d'un an.

¹¹⁴ Hoggart R., 1970, «La Culture du pauvre. Étude sur le style de vie des classes populaires en Angleterre », Éditions de Minuit.

*« Éternels recalés, on squatte le banc ou le chômage à l'année
C'est pas qu'il n'y a pas l'envie, c'est juste la foi qui a détalé
Les soupçons nous ciblent souvent, sérieux c'est saoulant
Les mauvais noms sur le CV et voilà le job qui s'en va
Tout dépend d'une chose qu'on n'a pas décidée
D'où on vient, qui on est, tous ces faits qu'on ne peut pas renier »*

IAM, 2013, « Pain au chocolat », in Arts Martiens, Def Jam

SYNTHÈSE

Cette étude est née d'une préoccupation de la Direction Régionale de la Jeunesse, des Sports et de la Cohésion Sociale (DRJSCS) vis-à-vis des jeunes âgés de 16 à 25 ans et résidant en quartiers politique de la Ville. L'objectif de ce travail est d'appréhender les conditions d'accès ou de non accès à certains droits, identifiés comme fondamentaux, et de rendre compte de la situation vécue par les jeunes vivant dans des quartiers sous Contrat Urbain de Cohésion Sociale (Cucs).

L'étude s'est déroulée sur deux agglomérations de taille moyenne de la région : l'agglomération roannaise et l'agglomération romano-péageoise. Différents matériaux ont permis d'appréhender les enjeux d'accès aux droits et le vécu des jeunes. Pour les comprendre, l'étude s'est attachée à les interroger directement à partir d'un questionnaire, d'entretiens et de temps passé à leurs côtés. Cette analyse a également été croisée par des échanges approfondis avec les professionnels qui les côtoient.

Un ancrage fort sur les deux territoires s'est concrétisé par un partenariat institutionnel : Mairies et/ou Agglomérations. Le travail de terrain a permis de multiplier les lieux de passation du questionnaire pour toucher un maximum de jeunes : 470 questionnaires ont été récoltés, dont plus de la moitié remplis par un public résidant en Cucs. En parallèle, 16 entretiens et plusieurs observations *in situ* ont éclairé les trajectoires de vie, les habitudes culturelles et le rapport à l'insertion.

Une jeunesse hétérogène et connectée

Qui sont-ils ? Les jeunes que nous avons rencontrés font état de parcours de vie très divers, même parmi ceux les plus éloignés des dispositifs. Il existe une importante pluralité de situations, des réalités de vie très distinctes entre : les jeunes décrocheurs, ceux qui sont encore scolarisés, en emploi, celui qui est devenu chef de famille, celle qui est hébergée par une amie, et encore celui qui vit une période d'errance. Ainsi, raisonner par profil ne s'avère pas efficient.

Quel que soit leur parcours, ces jeunes ne sont pas isolés, ils sont, bien au contraire, fortement sociabilisés. S'ils sont certes moins soutenus que leurs homologues hors Cucs, les deux tiers des jeunes des Cucs interrogés dans le questionnaire disent l'être dans leur orientation scolaire et professionnelle. Ils le sont surtout par leurs parents et famille au sens large. Ils sont également en lien avec des pairs, bien souvent, des groupes de pairs intra-quartier. À ce sujet, les observations de terrain et entretiens attestent d'une forte mixité dans ces groupes : jeunes scolarisés, en latence et à l'emploi se côtoyant. Ils renvoient l'image d'une jeunesse ancrée dans des liens positifs et constructifs avec l'entourage.

Une pauvreté financière qui impacte le quotidien et l'avenir des jeunes des Cucs

Les jeunes ont également pour point commun de rencontrer d'importantes difficultés monétaires. Cette situation matérielle les handicape aujourd'hui mais elle les freine également dans leur projection dans l'avenir. La pauvreté est plus présente dans ces quartiers (cf. présentation des territoires partie 1), et donc le contexte objectivement plus défavorable pour leur insertion professionnelle. La comparaison entre jeunes habitant des Cucs et jeunes hors Cucs atteste d'un plus faible niveau scolaire, de jeunes moins souvent soutenus et moins véhiculés dans les quartiers prioritaires. Ces derniers font part, davantage que leurs homologues hors Cucs, d'un vécu plus difficile au quotidien. Ce mal-être est exprimé dans le questionnaire, notamment en ce qui concerne leur santé et leur environnement de vie (quartier et logement). Ainsi, ils évoquent des restrictions sur certains loisirs et parfois vis-à-vis de besoins dits primaires : ces contraintes, et l'absence de choix qui en résulte, génèrent une forte frustration. Le stress généré par la fragilité de leur situation semble peser aux plus précaires. Ces jeunes l'expriment de différentes façons : difficultés à s'endormir, consommation de tabac importante et parfois de substances psychotropes. L'analyse des questionnaires attestent que les sentiments de bien-être / mal-être sont fortement liés à la situation objective du jeune.

L'échec scolaire induit une vision contrainte et restreinte de l'avenir professionnel

Vis-à-vis de leur avenir professionnel, les jeunes des Cucs affichent une lucidité frappante. Ils ont conscience de la faiblesse de leurs bagages scolaires et donc des difficultés qui les attendent dans leur vie professionnelle. Plus de la moitié ne se disent pas satisfaits de leur scolarité, contre un tiers hors Cucs. Ainsi, les jeunes en échec scolaire disposent de moins de choix d'orientation, qui eux même déboucheront sur un nombre limité de professions envisageables. Les ambitions personnelles en sont clairement impactées, le champ des possibles restreint. Ce raisonnement est-il la résultante d'une autocensure ? D'une censure provoquée par l'entourage ? Quoi qu'il est soit, pour qu'ils puissent disposer de possibilités diverses et attractives, il est essentiel de travailler en amont à la réussite scolaire des plus jeunes, et d'adapter les modalités de transmission aux capacités d'apprendre de ces derniers.

Les filières professionnelles apparaissent privilégiées en Cucs et seuls 9 % des jeunes actuellement non scolarisés ont poursuivi leurs études après le bac. Les parcours scolaires marquent ce besoin d'un accès rapide à l'emploi. Le retour sur les bancs de l'École pour les décrocheurs n'est pas envisagé. Les formations peuvent l'être, mais l'accès à l'emploi reste la priorité absolue. Cette conscience aigüe de l'état dégradé du marché du travail et de la place qui leur est réservée aujourd'hui peut engendrer une certaine forme de résignation dans leurs démarches. L'investissement dans la recherche d'un emploi est réel et manifeste mais les stratégies pour y parvenir sont parfois mal adaptées. Les difficultés scolaires couplées aux difficultés d'intégration au marché de l'emploi provoquent une perte de confiance en soi, d'où un manque d'ambition, et une spirale d'échec dans les démarches. La mobilité est souvent restreinte par un attachement fort au territoire et à la famille. Ainsi, l'emploi convoité reste celui qui est accessible. Les jeunes nourrissent des ambitions professionnelles qui semblent mesurées : l'heure n'est plus aux rêves d'enfants. Les jeunes ont également rappelé l'existence de discriminations dont ils se disent victimes dans leur recherche d'emploi. Si elles semblent avant tout être l'expression d'un stigmate social en lien avec leur lieu de vie, elles peuvent également être liées à l'origine ethnique. Ce phénomène est confirmé par certains professionnels de proximité.

Des jeunes attachés au travail, mais moins à l'emploi sous toutes ses contraintes

Malgré ces difficultés d'accès à l'emploi, les jeunes des quartiers prioritaires que nous avons interrogés dans cette étude ont, pour la plupart, déjà fait leurs premiers pas dans le monde du travail. Plus de 7 répondants au questionnaire sur 10 ont déjà travaillé ou travaillent actuellement.

L'inscription dans le marché de l'emploi reste toutefois fragile. Seuls un quart travaillent et, parmi eux, moins de 20 % ont signé un CDI. Dans les entretiens, les expériences professionnelles riment avec précarité : CDD, temps de travail très courts, travail au noir, etc. Les jeunes veulent travailler, même s'ils ne sont pas toujours en capacité de « tenir » dans des tâches physiquement éprouvantes. Ils expriment cependant leur admiration pour les travaux difficiles et pour les postes occupés par leurs pères, lorsque ces derniers travaillent. Face aux difficultés d'accès à l'emploi, certains jeunes font le choix de travailler au noir. Ces petits boulots confirment leur intérêt pour le travail, parfois leur volonté de travailler à tout prix, dans le même temps ils les maintiennent éloignés des réalités du marché du travail : relations hiérarchiques, contraintes administratives, etc. Ainsi, les jeunes semblent réellement attachés à la valeur travail, mais peu convaincus par l'emploi sous toutes ses contraintes. Des formes spécifiques d'emploi, comme les chantiers éducatifs plébiscités par de nombreux professionnels rencontrés, semblent adaptés à certains jeunes. Ils peuvent permettre une intégration progressive au marché du travail.

La « latence » : un passage obligé pour certains

D'après la définition de la Plateforme de l'Observation Sociale en Rhône-Alpes¹¹⁵, seuls 7 % des jeunes des Cucs interrogés lors de notre étude sont autonomes. Ces derniers vivent hors du domicile parental et sont à l'emploi. Hors Cucs, la proportion de jeunes autonomes est de 5 points supérieure. Par ailleurs, la part de jeunes scolarisés est inférieure en Cucs. Que se passe-t-il pour ces jeunes qui ne sont ni sur les bancs de l'école, ni intégrés au monde du travail ? Cette question renvoie à la notion de latence largement évoquée dans cette étude et vécue par de nombreux jeunes. L'analyse des questionnaires révèle que 45 % des jeunes interrogés ne sont ni à l'école, ni en formation, ni au travail aujourd'hui, et ainsi traversent une période dite de « latence ».

Que se passe-t-il pendant cette période¹¹⁶ ? Loin de consister en une période de « vide total », la latence est une période de construction pour le jeune. Notre étude confirme l'intérêt de cette période de maturation, de « mise en veille » qui répond à un comportement rationnel : « *pas de travail, pourquoi chercher ?* ».

La latence apparaît souvent en réaction à la sortie du système scolaire ou en écho à un échec d'entrée dans la vie professionnelle. C'est une période de pertes de repères, qui peut provoquer une désocialisation partielle du jeune et impacter les relations familiales. Occuper l'ennui est bien souvent au centre de leurs préoccupations. Si la latence est mal vécue par les jeunes, elle l'est également par beaucoup de professionnels qui ne savent pas comment l'appréhender, craignant notamment des dérives déviantes et du mal-être.

Comment accompagner au mieux cette latence ? Comment réduire cette période ? Pas de recette miracle sur ce sujet, le déclic se produit souvent au moment d'un changement de statut : de jeune « lambda » à celui de conjoint, travailleur, parent, etc. Un adulte identifié par le jeune doit se saisir de cette opportunité. Et force est de constater que cet adulte est souvent un professionnel de proximité. D'où l'importance de liens constants au cours de cette période entre le jeune et les professionnels de proximité. L'accompagnement à la sortie de la latence nécessite que ces derniers soient accessibles, en capacité de donner des temps ouverts, apparemment improductifs. La pérennité de postes réellement ancrés dans le quotidien des jeunes apparaît fondamentale. Dans cette étude, l'appellation « professionnels de proximité » renvoie aux postes d'éducateurs, de médiateurs ou encore de correspondants de nuit. Les entraîneurs sportifs sont également des relais intéressants pour maintenir le lien avec des jeunes parfois en rupture sociale importante ; une pratique sportive contraignant le jeune au respect de cadres normalisés. Le point commun de ces professionnels est de centrer leur action auprès des jeunes sur la relation, souvent une relation interpersonnelle. Ils cherchent à construire avec eux, en provoquant le contact, une posture professionnelle fondamentale pour saisir la première opportunité de « raccrocher » le jeune. Le moment à saisir est court, et ne se reproduira pas forcément rapidement. Valoriser ces professionnels et leur action, la consolider sur les territoires semble donc être une condition de raccrochage pour les jeunes les plus éloignés des institutions. En ce sens, le renforcement du maillage et la densification des échanges entre acteurs de proximité s'avère être une piste intéressante.

Un accès aux droits investi dans l'urgence

Les enjeux d'accès aux droits ont été questionnés dans cette étude, mais n'ont pas fait l'objet d'échanges denses avec les jeunes côtoyés. Pourquoi ? Sans doute parce qu'ils ne sont pas au cœur de leurs préoccupations. Ces derniers ont un rapport distancié aux institutions qu'ils connaissent peu ou pas. Les plus éloignés ne sont pas en mesure d'appréhender leurs droits et de les faire valoir. Cette distance étant parfois le résultat d'une crainte du fichage, d'une volonté de ne pas être comptabilisé. L'anonymat est important dans ces territoires où paradoxalement beaucoup d'informations interpersonnelles se savent rapidement.

L'étude rend compte d'une méconnaissance des droits auxquels ils peuvent prétendre, pour tous, jeunes à l'emploi ou non. La question de la communication des informations est essentielle. L'étude montre que l'information passe essentiellement par le réseau de proximité, surtout la famille, qui reste le premier soutien dans l'orientation scolaire ou professionnelle. Lorsque les professionnels ont été évoqués en tant qu'adultes référents, il s'agit des professionnels de proximité ou de l'École. Ce sont donc ces canaux d'information qu'il convient de privilégier. Une piste pourrait être de s'appuyer sur la famille, d'en faire un relais entre institutions et jeunes.

¹¹⁵ Maury S., 2013, « L'accès à l'autonomie des jeunes rhônalpins », *Portrait social*, POSRA, pp. 8-10.

¹¹⁶ MREI, 2011, « Étude entre école et Mission Locale ».

Le rapport aux droits et aux institutions est donc timidement envisagé et quand l'information est connue, le jeune s'en saisit s'il y trouve un intérêt immédiat. Les besoins sont peu anticipés, en atteste la forte proportion de jeunes de Cucs qui ont recouru aux services des urgences des hôpitaux dans l'année. Le rapport de ces jeunes aux droits est fortement lié à leur rapport au temps. La question de l'accès aux droits cristallise une différence de logiques entre les jeunes et les professionnels en charge de les accompagner. De fait, les jeunes sont nombreux à ne pas recourir aux droits qui leur sont dus. Rappelons à ce sujet que 20 % des jeunes des Cucs ne sont pas couverts par une complémentaire santé et que 12 % ignorent s'ils ont une couverture. Par ailleurs, lorsqu'une démarche est engagée, si l'interlocuteur sollicité ne répond pas rapidement à la demande, celle-ci a de fortes chances d'être empêchée. D'où l'importance pour le professionnel sollicité d'avoir les marges nécessaires afin de ne pas rater cette occasion et de pouvoir y répondre. Cette réponse nécessite un minimum de connaissances réactualisées régulièrement sur les droits existants. Ces informations doivent être acquises par tous les professionnels en lien avec des jeunes, par le biais, par exemple, de formations ou de fiches outils adaptées aux spécificités locales.

Un besoin d'utilité, des capacités de projection

Cette étude laisse apparaître un réel besoin d'utilité de la part de ces jeunes, ainsi qu'un besoin de sens, à la fois dans leurs actions, mais également dans les accompagnements qui leur sont proposés. Ce besoin détermine pour partie leur investissement et leur motivation. Les matières scolaires dont l'intérêt n'apparaît pas immédiatement sont donc peu investies. En formation, les enseignements sans utilité immédiate reconnue par le jeune peuvent de la même façon être décriés. Que ces savoir-faire puissent servir au long terme n'est pas forcément considéré. Dans le même temps, les jeunes rencontrés veulent tous travailler afin de subvenir à leurs besoins, être indépendants, construire leur vie. L'enjeu est de se construire une place dans la société.

Malgré un échec scolaire massif, beaucoup rappellent qu'ils sont en capacité d'apprendre. Parfois, c'est l'expérience qui fait office d'enseignement et qui donne envie d'apprendre. En cela, les stages peuvent être déclencheurs d'une orientation. Pour d'autres c'est un premier emploi, souvent précaire, qui est à l'origine de l'envie de se former dans un domaine. Là encore, l'utilité concrète de ce qu'ils font les encourage à avancer, à construire des projets, en somme, à faire un pas vers l'insertion.

Éditeur : La Mission Régionale d'Information sur l'Exclusion
Association Loi 1901
14 rue Passet – 69007 LYON

Directrice de la publication :
Annaïg **ABJEAN**

Étude coordonnée par :
Flora **PERRIER**, *chargée de mission*
Francis **VERNÈDE**, *chargé de mission*

Avec la collaboration de :
Arielle **LAGNIET**, *stagiaire (Master Informatique Décisionnelle et Statistiques à l'Université Lumière Lyon 2)*
Emma **LHERM**, *stagiaire (Licence Sociologie et Mathématique Informatique Appliquées aux Sciences Humaines et Sociales à l'Université Lumière Lyon 2)*
et de
Pascal **ARROS**, *responsable du service communication, observation, études et statistiques, DRJSCS*

Avec le soutien de :
La **D**irection **R**égionale de la **J**eunesse des **S**ports et de la **C**ohésion **S**ociale



Crédits photographiques : Flora PERRIER & Francis VERNÈDE
Conception graphique : Nicole AYED, Mrie
Date de parution : **Septembre 2013**



14 rue Passet
69007 LYON

Tél. 04 37 65 01 93
Fax 04 37 65 01 94

mrie@mrie.org

www.mrie.org

